

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

La souveraineté alimentaire dans une perspective de développement local et durable : le cas  
du Marché de solidarité régional de l'Outaouais

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

PAR KARINE DESAULNIERS

2014

## Résumé

À l'ère de la mondialisation, nous sommes de plus en plus conscients des réalités internationales et préoccupés envers différentes problématiques sociales. En 2007, nous avons vécu une crise alimentaire qui fût dramatique pour certains pays du sud, l'augmentation du coût des denrées liées à la spéculation boursière vient bouleverser notre façon de voir l'agriculture et l'alimentation. L'augmentation de la population mondiale est également un enjeu majeur que nous ne pouvons remettre en doute, nourrir cette population qui augmente pourrait devenir problématique. Quelles sont les actions que les pays favorisés devraient-ils entreprendre afin de modifier leur comportement et d'adopter un mode de vie plus respectueux envers l'environnement? Un retour à la terre et à l'alimentation locale pourraient-ils être des solutions aux problèmes liés à l'agriculture industrielle? Par la réduction du transport, par l'adoption de pratiques saines et équitables qui permettent de conserver une terre fertile pour les générations à venir, sont toutes des considérations actuelles qui doivent être abordées. Le développement durable et le développement local deviennent ici des concepts de base que nous abordons dans le cadre de cette problématique et de cette question de recherche : « Comment, le Marché de Solidarité régional de l'Outaouais, une coopérative de solidarité, contribue-t-il au développement local et durable, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire? ».

Nous avons étudié le cas du Marché de Solidarité régional de l'Outaouais (MSRO), comme étant un moyen de prise en charge collective, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire. L'analyse de notre expérience terrain vécue dans cette coopérative de solidarité nous a démontré que le MSRO peut être un outil de développement local et durable. Le rapprochement créé entre les membres consommateurs et les membres producteurs est créateur de solidarités régionales. Le MSRO n'est pas seulement un outil de développement local, mais il est également un stimulant de l'économie locale. Même si son rayonnement n'est pas à la hauteur des grandes chaînes d'alimentation son implantation favorise un mouvement de solidarités rurales et urbaines. L'implantation de ses politiques et de ses critères respectent les principes du développement durable contribue au développement d'une agriculture saine et respectueuse de l'environnement.

## Remerciements

Tout d'abord, je remercie mon directeur de recherche, M. Martin Robitaille, de m'avoir suivi, orienté, corrigé, encouragé pendant les longs mois de ma recherche. Je salue sa perspicacité et son ouverture d'esprit en matière de sciences sociales. Il a su être présent aux bons moments et dire les bons mots pour m'éclairer et me faire cheminer. Avec lui, j'ai appris à faire de la recherche, j'ai appris à écrire avec objectivité et discernement. On dit que la maîtrise doit nous apprendre à maîtriser l'écriture et la recherche, c'est exactement le sentiment que j'ai eu à côtoyer M. Martin Robitaille. De plus, il a démontré une très grande patience à la correction de mes textes, il a toujours pris le temps corriger avec soin et de me supporter tout au long de la démarche.

Je remercie également chaleureusement les membres du Conseil d'administration du Marché de solidarité régionale de l'Outaouais qui ont accepté que je fasse une recherche sur le MSRO. Merci spécialement à Manuel Penagos qui a su m'outiller aux bons moments au niveau de certains des éléments décisifs dans ma recherche, merci à Julie, Charles et à Olivier. Merci à tous ceux qui m'ont accordé du temps d'entrevue que ce soit de façon formelle ou informelle.

Merci à mon conjoint qui m'a épaulé et encouragé à continuer. Il m'a fait découvrir le monde du développement communautaire et c'est grâce à lui si j'ai fait une maîtrise, il a su voir en moi et m'encourager dans cette voie, il m'a donné confiance dans mes capacités.

Merci à ma famille, à mon père qui a fait une maîtrise et qui nous a prouvé à mes deux sœurs et à moi que tout était possible lorsqu'on y mettait ardeur et dévouement. Enfin, merci à Diane Lanthier, mon amie qui m'a encouragée, soutenue et qui a fait la correction de mon mémoire.

## Table des matières

Résumé.....	2
Remerciements.....	4
Table des matières .....	5
Introduction.....	8
1. Problématique de recherche .....	12
1.1. À l'échelle internationale, deux problèmes majeurs : Crise alimentaire et surpopulation .....	12
1.2. En France, les AMAP, un modèle de souveraineté alimentaire .....	19
1.3. Au Québec, la souveraineté alimentaire, une solution durable possible aux enjeux sociaux et environnementaux .....	21
1.4. L'Outaouais, une région en émergence .....	27
1.4.1. L'agriculture en Outaouais .....	29
1.5. Le lien entre le rural et l'urbain en Outaouais .....	31
2. Cadre théorique .....	35
2.1. Naissance du concept de développement durable et son évolution.....	36
2.2. Du développement durable au développement local.....	41
2.3. Une façon d'opérer le développement durable local, les agendas 21 locaux .....	48
2.4. Mieux comprendre la souveraineté alimentaire .....	52
2.5. Quelques tendances en souveraineté alimentaire .....	55
2.6. L'agro écologie.....	56
2.7. L'agriculture vivrière et paysanne.....	57
2.8. La souveraineté alimentaire versus la sécurité alimentaire .....	57

2.9.	Autonomie alimentaire .....	58
2.10.	Opérationnalisation des concepts.....	61
3.	La méthodologie de recherche.....	63
3.1.	L'objectif et la question de recherche .....	63
3.2.	Les indicateurs de recherche .....	64
3.3.	La stratégie de recherche .....	65
3.4.	Les méthodes utilisées pour la cueillette de données .....	67
3.5.	Contact auprès de l'organisme .....	67
3.6.	Recensement et analyse des données bibliographiques et électroniques de l'organisation .....	68
3.7.	L'observation participante.....	69
3.8.	Le groupe de discussion .....	71
3.9.	Les entrevues individuelles semi-dirigées.....	74
3.10.	L'analyse des données .....	75
4.	Analyse des données.....	80
4.1.	Historique et portrait du MSRO .....	81
4.2.	Gouvernance organisationnelle .....	87
4.2.3.	Le Conseil d'administration.....	89
4.2.4.	Les ressources humaines.....	93
4.2.5.	Les bénévoles.....	95
4.2.6.	Les membres consommateurs .....	97
4.2.7.	Les membres producteurs .....	104
4.2.8.	Les différents comités : .....	110

4.3.	Au plan économique.....	117
4.3.1.	Le MSRO, une entreprise d'économie sociale .....	119
4.3.2.	Vente et secteur d'activité.....	120
4.3.3.	Le plan directeur 2013-2015.....	125
4.4.	L'enracinement dans la collectivité locale .....	127
4.4.1.	Réponse à la question de recherche .....	135
5.	Conclusion .....	138
6.	Bibliographie.....	143
6.1.	Ouvrage bibliographique .....	143
6.2.	Articles .....	145
6.3.	Thèse / rapport de recherche.....	148
6.4.	Documentaire .....	149
6.5.	Site web .....	149
7.	ANNEXE 1 : Grille d'analyse, observation participante .....	153
8.	ANNEXE 2 : Grille d'observation participante .....	154
9.	ANNEXE 3 : Grille d'entrevue semi-dirigée .....	156
10.	ANNEXE 4 : Guide d'animation groupe de discussion.....	159
11.	ANNEXE 5 : Formulaire de consentement.....	162

## Introduction

À l'ère de la mondialisation, la population mondiale sera confrontée par les enjeux environnementaux. De plus en plus, les « citoyens du monde », altermondialistes et écologistes, se questionnent sur les moyens qui leur permettraient de prendre le gouvernail et d'essayer de faire évoluer notre monde vers de nouvelles façons de penser notre économie, notre mode de vie et notre façon de consommer en y intégrant davantage la dimension environnementale à celle de l'économie.

Certains penseurs comme Latouche par exemple, croient que le développement sous toutes ses formes est le principal coupable. Antideveloppementiste, il croit que peu importe la forme de développement, celle-ci nous mènera vers notre fin, seule la « décroissance » pourra nous sauver. Tandis que d'autres penseurs se veulent plus optimistes, tel Sachs qui propose une autre forme de développement; l'écodéveloppement, et que cette nouvelle façon de penser le développement peut se faire dans le respect des cultures locales et de l'environnement.

Dans le cadre de ce mémoire, nous énoncerons une problématique liée à ces nouvelles réalités : les crises alimentaires et environnementales qui semblent inévitables. La croissance démographique mondiale, le mode de vie des Occidentaux et le mode de vie des pays émergents qui consomment davantage et qui s'occidentalisent, des populations qui autrefois vivaient de l'autosubsistance et qui se nourrissent aujourd'hui de l'agriculture industrielle, sont des raisons qui nous poussent à réfléchir au futur des générations à venir.

Un des enjeux environnementaux majeurs auquel nous réfléchissons au chapitre de la problématique concernera l'agriculture industrielle, une pratique de plus en plus identifiée comme étant dommageable pour l'environnement. On pourrait croire que cette agriculture vise à nourrir la population mondiale, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Elle est en grande partie dédiée à la production de biocarburants, les champs sont majoritairement utilisés pour produire des ressources énergétiques au lieu de contribuer à nourrir la population. Le bouleversement des pratiques agraires qui se tournent de plus en plus vers des productions de biocarburants et ce, additionné à la spéculation boursière peut donc déclencher des crises alimentaires telles que nous l'avons constaté en 2006-2007 avec les émeutes de la faim vécues dans diverses régions défavorisées. Quelles solutions pourraient contrecarrer ces problématiques mondiales? Des regroupements comme le mouvement international Slow Food croient que c'est en se réorientant vers la souveraineté alimentaire que nous répondrons autant aux besoins alimentaires des populations locales qu'aux problématiques environnementales. Pouvons-nous passer du global au local? Un développement durable orienté vers une agriculture saine au profit des collectivités locales, voilà comment nous pourrions définir en peu de mot, la souveraineté alimentaire.

Nous nous intéresserons justement à la question de la souveraineté alimentaire, un concept encore peu compris qui est parfois associé à l'autosubsistance, mais avec des nuances à caractères environnementales. Nous tenterons de mieux le définir et lui rattachant les dimensions du développement durable et du développement local. Notre cadre conceptuel s'attardera donc à ces trois dimensions qui s'inter-relient; la souveraineté alimentaire, le

développement durable et le développement local. Les différentes théories nous permettront d'analyser notre étude de cas sous l'angle de ces trois dimensions.

Notre étude de cas, soit le Marché régional de solidarité de l'Outaouais, nous semble une innovation sociale développée dans une perspective de souveraineté alimentaire respectant les dynamiques territoriales, identitaires, sociales, environnementales et économiques telles que proposées par Theys dans sa définition du développement durable. La problématique et le cadre conceptuel nous amèneront à nous poser comme question de recherche : en quoi le Marché de Solidarité régional de l'Outaouais, une coopérative de solidarité, contribue-t-il au développement local et durable, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire? Dans l'exposé qui suit, nous tenterons de répondre à cette question, en analysant l'organisme sous tous ses angles afin de mieux le comprendre et de mieux le définir sous la loupe de la souveraineté alimentaire. En s'attardant aux fondements de l'organisme et en approfondissant les questions d'ordre économique et organisationnel, nous serons à même de mieux comprendre son enracinement dans la collectivité.

En premier lieu, nous approfondirons notre problématique liée aux enjeux environnementaux et internationaux. Dans un deuxième temps, notre cadre conceptuel nous permettra de mieux définir les trois concepts qui nous intéressent; le développement local, le développement durable et la souveraineté alimentaire. Au troisième chapitre, nous énoncerons les méthodes qui nous permettront d'analyser cette question. Notre mode de recherche qui est inductif, mais qui est parfois déductif et compréhensif nous a mené à employer les méthodes de l'observation participante, du groupe de discussion et des

entrevues semi-dirigées. Voilà les méthodes privilégiées qui feront partie de notre méthodologie de recherche. Nous terminerons notre mémoire avec l'analyse de nos données de recherche tirées de nos observations.

Enfin, les thèmes de la souveraineté alimentaire, du développement local et durable sont définitivement des sujets d'actualité. La crise alimentaire de 2006-2007 liée aux fluctuations des bourses et à la spéculation a soulevé des questionnements et certaines organisations internationale ou nationale tentent d'y répondre localement (ex. : Via Campesina, Slow Food, Union paysanne). L'achat local, l'agriculture paysanne et vivrière visant la desserte régionale, la relation entre le producteur et le consommateur sur un territoire donné sont des orientations s'inscrivant dans une dynamique de développement durable et local (territorial, identitaire, social, économique, environnemental). Nous rattacherons donc ces concepts à l'outil de développement régional qu'est le Marché de solidarité.

Pour conclure, la souveraineté alimentaire nous intéresse depuis longtemps, habitant le milieu rural (à L'Ange-Gardien) et possédant une terre qui nous permet de produire nos œufs, notre miel, d'avoir des légumes du potager l'été et parfois de produire notre propre viande. Nous avons la chance d'avoir un quartier rural, peuplé de propriétaires terriens dont certains s'intéressent à la question environnementale. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons démarré un éco-quartier en milieu rural (éco-quartier Lonsdale Ouest). Par le biais de l'éco-quartier, nous atteignons plusieurs objectifs tels que l'embellissement de notre

paysage rural, la réduction de notre empreinte sur l'environnement et la prise en charge collective face aux enjeux environnementaux.

## **1. Problématique de recherche**

Au chapitre de la problématique, nous tenterons de bien décliner la question des enjeux environnementaux que ce soit à l'échelle internationale ou régionale. Dans un premier temps, nous exposerons les problèmes de la crise alimentaire et de la surpopulation, et ce, à l'échelle internationale. Dans un deuxième temps, nous identifierons un modèle de souveraineté alimentaire français, les AMAP<sup>1</sup>. Ensuite, nous tenterons de bien positionner notre problématique en la reliant à notre réalité régionale et en identifiant l'agriculture locale comme réponse aux enjeux environnementaux. Pour terminer, nous illustrerons l'exemple du Marché de solidarité régionale de l'Outaouais comme exemple de souveraineté alimentaire à l'échelle régionale.

### 1.1. À l'échelle internationale, deux problèmes majeurs : Crise alimentaire et surpopulation

Les problèmes environnementaux que nous vivons présentement (gaz à effet de serre et réchauffement climatique) deviendront certainement importants et toucheront de plus en plus les « citoyens du monde », qui se questionnent sur le capitalisme et ses effets sur l'environnement.

---

<sup>1</sup> AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

L'augmentation de la population mondiale est un enjeu majeur auquel certaines communautés doivent déjà faire face. En 1800, nous étions un milliard sur la terre, deux cents ans plus tard la population mondiale atteint les sept milliards, l'adéquation se fait rapidement. Qu'en sera-t-il dans 100 ans, quand atteindrons-nous la limite de capacité de notre planète? Les richesses et les ressources sont-elles éternelles?

*« [...] force nous sera d'épargner et d'y préserver la moindre parcelle ou matière non renouvelable, surtout que 10 à 15 % d'entre nous (occidentaux) ont déjà épuisé 85 % des ressources de la planète tout en produisant 85 % des déchets. » (Gevaert, 1994, p. 24)*

Non seulement la population mondiale est dans une vertigineuse croissance, mais elle consomme également davantage. Nous n'avons qu'à nous tourner vers la Chine par exemple, un des deux pays les plus peuplés qui vit une croissance économique excessive. Ses habitants voulant de plus en plus consommer, leur mode de vie s'en trouve modifié et leur pouvoir d'achat est à la hausse. Que ce soit dans les pays émergents ou dans les pays occidentaux, une augmentation de la consommation amène une plus grande utilisation des ressources énergétiques et matérielles. Comme solution pour pallier à l'épuisement futur des ressources non-renouvelables tel que le pétrole, on a trouvé les biocarburants.

En 2006, le coût des aliments s'est emballé (hausse de plus de 45 %), le modèle économique actuel nous a menés vers une crise alimentaire substantielle (site web de Vision Mondiale consulté le 20 octobre 2010). Plusieurs ONG, dont Vision Mondiale ou Oxfam Canada, en sont venues à la conclusion que ce sont les pays du Sud qui se sont vus

les plus affectés par la crise alimentaire. Avec la transformation des cultures, par le développement des biocarburants, on a délaissé les aliments de base qui sont devenus plus rares donc plus dispendieux. Les produits céréaliers ayant pratiquement doublé de prix, les habitants des pays en émergence se sont vus fouettés par les hausses de prix et cette augmentation a eu un impact direct sur leur mode de vie.

« La crise qui frappe le monde depuis deux ans n'est pas uniquement financière. Elle englobe de multiples aspects, économique, social, écologique, démocratique... et alimentaire. C'est en fait la plus grave crise que le système capitaliste ait connue depuis quatre-vingts ans. Elle met en lumière la faillite d'un système fondé sur la domination de la finance et des profits des détenteurs de capitaux, au détriment de l'immense majorité des citoyens. »

(Choplin, Strickner et Trouvé, 2009, p. 11)

Choplin, Strickner et Trouvé insistent sur le fait que toute alternative aux pratiques agricoles actuelles devrait considérer cette crise globale afin de ne pas refaire les mêmes erreurs. Favreau (2011) souligne bien la question;

« La crise alimentaire de 2008, avec ses émeutes de la faim causées par la hausse des prix des aliments, a remis l'agriculture sur le devant de la scène internationale. La famine actuelle dans la Corne de l'Afrique pose la question avec encore plus d'acuité. Comment allons-nous nourrir le monde de demain? Comment aider un milliard de paysans et d'exploitants familiaux pour assurer la subsistance de leur famille, la souveraineté alimentaire de leur pays? À ces questions, qui font l'objet de débats importants à l'échelle mondiale, les mouvements paysans proposent des réponses innovatrices. »

(Favreau, Carnet de Louis Favreau, 2011)

Certains diront que l'agriculture de masse est la solution indiquée pour répondre aux problèmes liés à la crise alimentaire et à la surpopulation. On a entendu Monsanto vanter ses produits, plus productifs, des semences modifiées génétiquement qui produisent le

double de ce que les semences biologiques produisent. Ils produisent également des pesticides, des engrais et des herbicides qui selon eux, permettent aux fermiers de produire des aliments plus en santé.

« Monsanto is an agricultural company. We use the tools of modern biotechnology to make seeds easier to grow, which allows farmers to do more with fewer resources. »  
(Site web de Monsanto, consulté en juin 2012)

Dans le documentaire de Marie-Monique Robin diffusé en 2008, on dénonce les procédés de Monsanto qui, selon des recherches scientifiques, ont modifiés le monde agricole en entier. Ils considèrent que les OGM et les pesticides, que ce soit les PCB, l'agent orange de la guerre du Vietnam ou les hormones de croissance vendues par Monsanto sont les premières à blâmer face aux problèmes environnementaux reliés à l'agriculture (pollution de la nappe phréatique, infertilité des sols, cancers, etc.). Sa prise de contrôle sur les semences en s'attribuant des brevets, vient paralyser complètement les petits agriculteurs qui ne sont plus en mesure de se procurer des semences patrimoniales. De plus, les dommages causés par la multiplication des OGM et par la contamination transgénique des semences viennent anéantir les productions des petits agriculteurs se trouvant aux environs des grosses productions industrielles. Plusieurs faillites de fermes familiales sont issues de ce changement de pratique, le documentaire rapporte que certaines faillites, notamment en Inde et au Mexique ont menés les producteurs au suicide.

Par exemple, au Mexique, le maïs qui a été préservé depuis des centaines d'années est en partie contaminé par les OGM, une semence patrimoniale devient donc modifiée

génétiqnement. Non seulement les petits producteurs doivent pallier ces problèmes, mais ce qu'ils trouvent déplorable c'est que les semences modifiées génétiquement n'ont pas réussi à empêcher les maladies, ce qui n'a pas permis aux agriculteurs d'augmenter leur rendement. De plus, le maïs industriel est vendu deux fois moins cher que le maïs local, ce qui mène les petites communautés de producteurs vers l'appauvrissement. Le documentaire relate comment les monocultures transgéniques sont destructrices pour la biodiversité des campagnes. Les herbicides et les pesticides qui sont parfois épandus près des maisons rendent les fermiers malades; cancers, problèmes de peau, blessures et ceux-ci vont même jusqu'à tuer des animaux (Le monde selon Monsanto, consulté en juin 2010).

Monsanto réitère ses positions en disant que ce ne sont que les superproductions qui nous permettront de nourrir la planète. Notre société fait donc face à un dilemme, d'un côté nous avons des multinationales comme Monsanto qui étendent leurs ficelles un peu partout et qui permettent aux agriculteurs de produire en masse, et de l'autre côté nous avons un nouveau mouvement paysan qui souhaite agir à petite échelle et revenir à un modèle agraire plus respectueux, qui s'inscrit dans une dynamique de développement durable et local.

« Tous les acteurs appellent aujourd'hui à une intensification de l'agriculture. Tous les acteurs s'entendent sur le fait qu'il faille de meilleures semences, de meilleurs engrais et de meilleures techniques agricoles. Pour les organisations paysannes ouest-africaines cependant, toutes ces solutions techniques devraient s'articuler autour d'un acteur central : l'exploitation familiale. »  
(Mc Sween, Carnet de Louis Favreau, 2011)

Vandana Shiva, une physicienne indienne, a voulu faire la guerre aux pesticides en revalorisant le sol indien et en tentant d'amener les paysans à éliminer les pesticides, et ce, en créant la ferme Navdania (9 graines). En créant des collections de grains de riz de plus de 2000 variétés et en organisant un réseau de distribution de semences biologiques gratuites, elle veut créer un effet boule de neige. Elle rêve de faire passer l'Inde du chimique au naturel. En faisant comprendre aux paysans que c'est économiquement rentable, elle mise sur les bénéfices économiques pour inciter les paysans à changer leurs habitudes agraires.

La lutte aux pesticides, vers une agriculture plus saine, s'est formalisée à l'international sous la forme de La Via Campesina. Née en 1992 en Amérique Centrale, cette ONG a cheminé graduellement pour devenir un regroupement international de citoyens, ou plutôt de paysans « paysan, ce n'est pas une profession, ce n'est pas un métier, c'est un mode de vie » (Desmarais, 2008, p.13). Désireuse de placer l'environnement et l'humain au cœur de leurs choix de vie, la Via Campesina, alliée aux différentes organisations paysannes locales se veut une réponse paysanne à la crise alimentaire ; « *La Via Campesina a, pour la première fois dans l'histoire, donné une voix globale aux mouvements paysans et ruraux de la planète.* » (Desmarais, 2008, p.16).

Celle-ci arrive tente d'être présente à chaque fois que de grandes organisations internationales (OMC, Banque mondiale, ONU, etc.) souhaitent faire passer des politiques nuisibles à l'environnement et au mouvement paysan. Elle réussit à mobiliser des centaines de milliers de paysans qui descendent dans les rues pour militer face à l'hégémonie

économique. Elle rassemble autant des paysans, des femmes, des ouvriers agricoles, des groupes autochtones que des petits et moyens producteurs. La Via Campesina a voulu rassembler les acteurs altermondialistes et les paysans autant des pays du Sud que du Nord et les a ralliés à la même cause pour finalement en faire des alliés.

« Confrontés à la mainmise des grandes sociétés sur le secteur agroalimentaire, qui exacerbe les problèmes de la pauvreté et de la faim dans le monde, les paysans du Sud et du Nord se sont serrés les coudes, démentant ainsi la croyance répandue voulant qu'ils n'aient pas grand-chose en commun. »

(Desmarais, 2008, p.21)

Cet organisme international vise à comprendre les réalités locales et à en produire des actions mondiales. D'ailleurs, La Via Campesina vise la mondialisation du mouvement paysan. Voici une citation qui traduit la mission de La Via Campesina :

« La Via Campesina s'engage à changer les modèles actuels de production et d'échanges, qui sont inéquitables et non viables. Les paysans et agriculteurs du monde entier, au Nord comme au Sud, traversent une crise financière, sociale et culturelle. Et nous sommes déterminés à travailler solidairement et partout dans le monde à bâtir des sociétés rurales justes et durables. Nous, paysans et petits agriculteurs ne s'avouent pas vaincus. Nous sommes forts, déterminés et représentons la majorité de la population mondiale. Nous sommes fiers de notre travail, qui consiste à produire des aliments sains pour nos familles et pour l'humanité. Nous chérissons notre diversité, à la fois biologique et culturelle. L'avenir nous appartient. »

(Déclaration de Bangalore, La Via Campesina, 3 octobre 2000, tiré du Livre de Desmarais, 2008, p. 105.)

Pour bien comprendre le concept de souveraineté alimentaire tel que proposé par la Via Campesina, voici comment s'articulent les modes traditionnels d'autosuffisance alimentaire provenant de l'Amérique centrale (Desmarais, p. 53)

- Traspatio : Mode consistant à élever quelques animaux, à produire un potager et à cultiver des plantes médicinales dans le but de répondre à la demande familiale.
- Milpa : Concept se référant à l'agriculture indigène (vieilles variétés de courges, patate, etc.)
- Milpa Mejorada : Concept amélioré visant un mélange de culture d'aliments de base (25 %) et de plantation d'arbres / foresterie (75 %).

Ces modes d'autosuffisance sont certainement transférables et applicables dans certaines communautés souhaitant valoriser la souveraineté alimentaire. Enfin, que le mouvement reste local ou qu'il s'organise sous la forme d'ONG, plusieurs regroupements d'altermondialistes se solidarisent vers des pratiques agricoles plus saines et respectueuses de la terre.

## 1.2. En France, les AMAP, un modèle de souveraineté alimentaire

En France, les questionnements sur les enjeux environnementaux habitent une partie de la population. Ils ont développé leur propre modèle d'agriculture responsable, les «AMAP»; Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

«[...] (les AMAP) sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique qui a du mal à subsister face à l'agro-industrie. Le principe est de créer un lien direct entre paysans et consommateurs, qui s'engagent à acheter la production de celui-ci à un prix équitable et en payant par avance. »  
(site web AMAP, consultation le 15 novembre 2011)

La façon de mettre sur pied une association locale sur le maintien d'une agriculture paysanne consiste à rassembler un groupe de consommateurs intéressés par la question de la souveraineté alimentaire et de l'accès aux produits locaux. Pour eux, la diversité prime car ceci permet aux partenaires d'avoir accès à une variété de produits frais, et ce, par le biais de panier. C'est un peu comme la synergie entre les paniers biologiques et le MSRO<sup>2</sup>, en s'associant à une AMAP on constitue un panier de produits variés, pain, légumes, viandes, fromages, etc. Finalement, les mêmes types de produits que l'on retrouve au MSRO mais sous la forme de panier hebdomadaire. Leur principe : consommer toute la production et cela sans se soucier de la standardisation (ex. : des végétaux inégaux ou ayant des défauts) ceci amène le producteur à diminuer ses prix, considérant qu'il y a moins de perte. Les partenaires contribuent aux principes des pratiques agraires des agriculteurs, ils peuvent s'entendre sur des modes de production écologiques qui favorisent la biodiversité et ceci, en s'inspirant de la charte de l'agriculture paysanne ainsi que du cahier de charges de l'agriculture biologique. Les produits doivent être sains et sont conçus dans un mode d'agriculture biologique.

C'est ainsi que les AMAP tendent à contrer la pollution et les risques liés à l'agriculture industrielle. Autant les producteurs que les consommateurs ont des responsabilités l'un

---

<sup>2</sup> MSRO est l'acronyme de Marché régional de solidarité de l'Outaouais

envers l'autre, c'est un concept de solidarité qui s'apparente au modèle de Marché de solidarité régionale québécois. Le producteur se sent ainsi valorisé et le consommateur contribue à sa collectivité.

« La force de ce mouvement multiforme européen est de s'appuyer sur de nombreux exemples locaux qui marchent et qui confortent les niveaux parfois plus abstraits de la mobilisation européenne... Dans tous les pays européens aujourd'hui fleurissent des initiatives pour rapprocher concrètement les producteurs des consommateurs et s'abstraire du pouvoir de la grande distribution et de l'agro-industrie. »

(Cholin, Trickner et Trouvé, 2009, p. 104-105)

Voici un bref exemple d'une pratique altermondialiste européenne, il y a en a d'autres; les paniers paysans en Belgique, le projet Neuland en Allemagne et l'émergence de boutiques où les paysans se rassemblent pour vendre et transformer directement leurs produits. Enfin, si les initiatives locales se dupliquaient de plus en plus et qu'elles étaient liées aux grandes mobilisations internationales ce mouvement pourrait éventuellement faire évoluer nos politiques agricoles et alimentaires.

### 1.3. Au Québec, la souveraineté alimentaire, une solution durable et possible aux enjeux sociaux et environnementaux

Dans le texte qui suit, nous nous efforcerons de bien traduire les différentes réflexions avancées par les experts et les groupes au Québec qui se questionnent sur l'agriculture paysanne ou industrielle et sur la souveraineté alimentaire que ce soit au niveau occidental

ou à l'échelle régionale. Ces différents éléments de réflexion nous permettront de mettre en contexte les fondements mêmes de la présente question de recherche. Nous élaborerons donc sur les liens entre les différentes formes de solidarité alimentaire, et ce, en rapport avec l'agriculture, toujours selon une approche de développement durable.

Nous avons brièvement énoncé plus haut les quelques avantages de l'agriculture industrielle. Naturellement, les sympathisants de l'agriculture de masse nous diront que pour nourrir la planète, il faut produire beaucoup et avec peu. Dans ce cas-ci, l'expression anglophone « less is best » ne s'applique pas. On veut plus de produits, plus rapidement, et ceci ne peut se faire sans l'apport des pesticides, des engrais chimiques et des semences ultra-performantes et génétiquement modifiées. L'industrie porcine au Québec est un excellent exemple de ce type d'agriculture. Des mégas porcheries ont vu le jour au Québec et ces entreprises s'inscrivaient dans un marché agricole mondial. On a voulu rentabiliser l'agriculture en exportant nos produits. Doucet (2010), s'intéresse à l'agriculture dans les plans régionaux de développement des CRÉ<sup>3</sup> elle a identifié la mondialisation comme étant le vecteur de l'agriculture industrielle qu'elle appelle « agriculture productiviste » et que c'est notre modèle économique néo-libéral qui nous a menés vers ces nouveaux schèmes de pensée.

Plusieurs se questionnent sur l'importance de revenir vers une agriculture locale. L'essoufflement des fermiers et des terres provoque des changements radicaux dans le milieu agricole. Doucet (2010) souligne les enjeux agricoles sous la forme de rupture; la

---

<sup>3</sup> Conférence régionale des élus

rupture entre l'agriculture et son territoire, la rupture avec l'environnement et la rupture avec l'alimentation et ce, puisque de plus en plus, l'agriculture est davantage orientée vers des marchés internationaux plutôt que locaux. Selon Doucet (2010), l'Union paysanne, un mouvement citoyen, est née dans le but de contester les politiques de l'UPA<sup>4</sup> et de l'État Québécois qui visaient l'exportation internationale. L'Union paysanne se voulait « ... une organisation ouverte à tous les agriculteurs soucieux de la terre et voulant retrouver leur autonomie. » (Site web, Union paysanne, consulté en 2010).

D'ailleurs, selon l'auteur, l'achat local est graduellement devenu une préoccupation chez les Québécois. C'est peut-être un amalgame de plusieurs actions concertées qui ont menées différentes organisations à proposer une nouvelle philosophie de l'agriculture. Par exemple, le MAPAQ<sup>5</sup> qui proposait une nouvelle stratégie « Le Québec dans votre assiette! » ou la création de la Commission sur l'avenir de l'agriculture québécois, qui a elle aussi voulu susciter une nouvelle façon de penser l'agriculture. Elle se penche sur l'agriculture multifonctionnelle, une appellation différente de l'agriculture paysanne qui repose sur le terroir, les produits de niche et les produits biologiques. Selon elle, la multifonctionnalité se veut une alternative à l'agriculture productiviste telle qu'on la connaît. Même l'UPA qui a grandement contribué à l'agriculture industrielle commence graduellement à s'intéresser à la souveraineté alimentaire et désire adopter le vocabulaire relié à l'agro écologie :

« [...] l'Union des producteurs agricoles et ses membres estiment qu'il faut redonner aux peuples et aux États le droit de se doter de

---

<sup>4</sup> Union des producteurs agricoles

<sup>5</sup> Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec

politiques agricoles et alimentaires qui leur sont propres pour d'abord nourrir leurs populations. »

(Site web, UPA, consulté en novembre 2010)

En donnant bien sûr une saveur bien à elle à la définition de la souveraineté alimentaire,

l'Union des producteurs agricoles ne peut contredire ses propres orientations :

« Mais la souveraineté alimentaire ne prône pas l'autarcie alimentaire pour autant. Elle ne va pas non plus à l'encontre du commerce entre les États. Elle réhabilite le pouvoir des États et des peuples de faire des choix collectifs pour que ce commerce réponde aux enjeux sociaux, sociétaux et agroalimentaires du XXI<sup>e</sup> siècle – environnement, proximité des marchés, réciprocité des normes en termes de production et de conditions de travail, etc. – et qu'il permette aux agriculteurs et aux agricultrices de tirer des revenus équitables du marché. »

(Site web, UPA, consulté en novembre 2010)

Plusieurs organismes s'intéressent à la souveraineté alimentaire, que ce soit la Coalition pour la Souveraineté alimentaire, Équiterre, ou l'Union Paysanne, tous revendiquent les mêmes droits et militent pour un retour vers une agriculture de proximité.

Tandis qu'Oliver l'auteur de «A place for family farming : Food sovereignty in Uruguay» (2006) amène la souveraineté alimentaire comme concept international, l'Union Paysanne elle la ramène à l'échelle locale et globale (glocale). L'Union Paysanne définit la souveraineté alimentaire comme étant :

« [...] axée sur une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux et nationaux. Elle est respectueuse de l'autonomie des agriculteurs partout dans le monde et du droit des citoyens de tous les pays à une alimentation saine et suffisante.

Elle va ainsi de pair avec l'agriculture écologique et paysanne, tout en s'opposant à l'utilisation des plantes transgéniques en agriculture, au brevetage du vivant et à la mainmise locale et mondiale des industries de l'alimentation. »  
(Union Paysanne, 2009, p. 2)

Le GESQ<sup>6</sup> suppose que c'est le système économique actuel qui affecte les populations les plus fragilisées. La spéculation en bourse est un des facteurs contribuant à affaiblir les populations déjà fragilisées. Un article intitulé « La souveraineté alimentaire est une réponse à la crise actuelle » paru dans un cahier spécial du Devoir par Reginald Harvey en octobre 2010 décrit bien la situation. Le GESQ a voulu démontrer que le système économique actuel est en train de détruire les pays les plus appauvris et que cette crise alimentaire s'avère être une crise sociale et humaine capitale.

« Quant au nom d'impératif lié à l'environnement, on se lance dans le développement des éco carburants, on détourne des terres de la production alimentaire pour les soumettre à la production d'énergie qui est réservée principalement aux économies les mieux logées. »  
(René Lachapelle, président du GESQ, cité dans le devoir, p.10, 30 octobre 2010)

Le GESQ a donc voulu démontrer que les solutions passaient autant par la solidarité des milieux que par une solidarité internationale. Par conséquent, les enjeux nord-sud liés à la crise alimentaire et à la surpopulation nous amènent à nous questionner sur les changements nécessaires qui doivent s'opérer en occident afin de réduire les impacts et de tendre vers des moyens susceptibles de modifier les paradigmes économiques actuels.

---

<sup>6</sup> Groupe d'économie solidaire du Québec

Équiterre, un organisme bien implanté en matière d'environnement, défend, au même titre que l'Union Paysanne, les valeurs de la souveraineté alimentaire. Ils ont aussi recommandé à l'État québécois de privilégier l'utilisation des ressources d'un territoire donné pour nourrir la population locale d'abord, et ce, avant d'exporter les ressources et de créer de grandes entreprises agricoles. Car selon Equiterre, l'industrialisation de l'agriculture, la dépendance aux exportations, les monocultures, etc. amènent son lot de gaz à effet de serre (deuxième secteur, après les transports, qui participe à l'augmentation des GES<sup>7</sup>).

L'Organisme croit que l'agriculture doit être au service de la population locale, d'un point de vue social, l'agriculture vivrière respecterait davantage les cultures locales et diminuerait le transport des aliments ce qui ferait réduire les apports en GES. Selon Équiterre, l'agriculture biologique amène un avantage supplémentaire, sachant que les engrais et pesticides chimiques contribuent à la pollution de nos nappes phréatiques et des cours d'eau en général, celle-ci ne laisse pratiquement pas d'empreinte écologique sur les écosystèmes. Les différentes méthodes de l'agriculture biologique; le compagnonnage, les engrais naturels ainsi que la biodiversité des cultures patrimoniales, sont des méthodes respectueuses de l'environnement et ne nécessitent pas d'engrais et de pesticides chimiques.

L'organisme souhaite également mettre en contact le citoyen et son fermier, selon eux, ceci permettra la sensibilisation des citoyens à l'égard de l'agriculture de proximité. De savoir que le «steak» que nous faisons cuire ne vient pas tout simplement d'une usine, qu'il y a

---

<sup>7</sup> Gaz à effet de serre

des animaux, des jardins, des potagers, des fermiers derrière notre nourriture et qu'il est naturel de payer un prix équitable pour les aliments que l'on consomme. En étant pleinement conscients de ce que nous ingurgitons, peut-être serons-nous plus sensibles aux conditions dans lesquels notre nourriture est produite?

Les gouvernements provinciaux commencent eux aussi à prendre conscience des impacts reliés aux import-export et de l'importance de se tourner de plus en plus vers une agriculture de proximité. Des termes tels que « Achat Québec », « Produit du Québec », etc. font tranquillement leur apparition dans les supermarchés et s'inscrivent dans les pratiques de consommation des Québécois.

Enfin, chacun y va de son grain de sel, d'un côté nous avons les partisans radicaux de la souveraineté alimentaire et de l'autre côté nous avons des sympathisants qui s'intéressent à la cause. Maintenant que nous avons étudié l'expérience québécoise, nous explorerons au chapitre suivant la question de l'Outaouais comme étant une région en émergence, nous verrons comment nous pouvons appliquer les principes de souveraineté alimentaire à l'échelle régionale.

#### 1.4. L'Outaouais, une région en émergence

Nous avons constaté plus haut que plusieurs organisations s'intéressent à la question de la souveraineté alimentaire, qu'elles soient internationales, européennes ou québécoises. Portons maintenant notre regard vers l'Outaouais. Force est de constater que la région 07 a

beaucoup évolué dans les dernières années. Par différentes actions, l'Outaouais a tenté de graduellement se définir à l'échelle nationale et de se démarquer par des initiatives régionales.

« Elle<sup>8</sup> a tout de même atteint une nouvelle étape dans son développement au cours des dernières décennies. Elle a développé différentes stratégies de diversification. Des projets et des organismes d'appui au développement ainsi que des instances de concertation dans les secteurs économiques stratégiques sont nés. Il y a eu une multiplication d'initiatives locales et l'émergence d'entreprises innovatrices. »

(Doucet, Favreau et Robitaille, 2007, p.19)

Doucet, Favreau et Robitaille ont su démontrer dans le livre; « L'Outaouais, une région qui gagne et qui perd », que cette région possède plusieurs forces et richesses, mais qu'elle croule également sous différentes problématiques sociales. Autant la région 07 semble fertile en emploi en milieu urbain, autant elle souffre de pauvreté dans certaines poches urbaines et en milieu rural. Les auteurs considèrent l'Outaouais *comme* « un lieu stratégique de développement au Québec qui combine diverses problématiques similaires à d'autres régions. » (p.22). Son paradoxe est de posséder des problématiques sociales tant urbaines que rurales, ce qui en fait une région des plus particulières.

Qu'en est-il du milieu rural de l'Outaouais? Les auteurs relèvent des disparités rurales et urbaines majeures. La Ville de Gatineau et la MRC des Collines (banlieue de Gatineau) possèdent un taux d'activité autour du 71 %, ce qui est très élevé comparé à la moyenne provinciale environnant les 64 % (p. 120). Tandis que l'Outaouais rural, soit les MRC du

---

<sup>8</sup> Ici mentionné, « elle » se réfère à l'Outaouais.

Pontiac, de la Vallée-de-Gatineau et de Papineau, possède une moyenne beaucoup plus faible que celle de Gatineau et que celle du Québec (entre 53 % et 57 %, p. 121). Le milieu rural de la région 07 vit les mêmes problématiques sociales qu'ailleurs au Québec, vieillissement, exode, activités économiques saisonnières, autrement dit, les auteurs identifient ces problématiques comme faisant partie d'une dévitalisation générale du territoire rural.

#### 1.4.1. L'agriculture en Outaouais

Doucet, Favreau et Robitaille croient que l'agriculture en Outaouais s'est vue déclinée, et ce, depuis les années 50, « ... le nombre de fermes a diminué de 77 % en Outaouais, une chute plus marquée qu'au Québec (66 %). » (p. 138). Malgré tout, ce secteur reste un générateur d'emplois relativement important en Outaouais rural.

« Même si le secteur agricole a subi de profondes restructurations au cours du dernier siècle, il ne faudrait toutefois pas sous-estimer son importance en Outaouais. Il demeure un secteur à fort potentiel de développement et, en ce sens, il prend de nouvelles orientations pour s'affirmer de nouveau. En milieu rural, l'agriculture occupe une part non négligeable de l'économie et ses retombées locales et régionales sont importantes. »  
(Doucet, Favreau et Robitaille, 2005, p. 139)

Il est à noter qu'en 2000, on a recensé des recettes agricoles de l'ordre de 71,3 millions de dollars dans les fermes de l'Outaouais. La MRC de Papineau étant grande championne et remportant 31 % des recettes. Malgré le fait que la région se classe parmi les bonnes dernières au Québec, on a noté une surprenante augmentation des recettes en 2005 avec un

total de 75 millions de dollars (p. 139). Néanmoins, le nombre de fermes a continué sa décroissance de l'ordre de 18 % (comparé au Québec; 10,7 %). Cette décroissance des fermes et l'augmentation des revenus laissent envisager une augmentation des productions agricoles. De plus, l'Outaouais est la région la plus homogène au niveau des entreprises agricoles puisque la moitié de sa production se consacre à l'industrie bovine, un des secteurs agricoles reconnus comme étant le plus dommageables pour l'environnement (méthane et gaz à effet de serre). Donc, face aux enjeux environnementaux reliés à l'augmentation de production et à l'industrie bovine, nous devons nous poser des questions sur l'avenir de l'agriculture en Outaouais ainsi qu'identifier des moyens pour diversifier les productions et pour imaginer un retour aux fermes familiales, paysannes et/ou vivrières. Les auteurs relèvent d'ailleurs que la MRC des Collines a voulu justement se doter de politiques agraires visant l'agriculture biologique et les saines pratiques agricoles, comme quoi il est possible d'envisager un avenir plus vert pour l'agriculture outaouaise. La région semble d'ailleurs posséder plusieurs atouts pour le développement d'une agriculture durable.

« Même si l'Outaouais fait piètre figure dans bien des aspects de son agriculture, il faut bien l'avouer, la région possède d'excellents atouts pour développer ce secteur. D'abord, ses terres sont propices à l'agriculture en plus de jouir d'une bonne nappe aquifère et d'un climat doux. »

(Doucet, Favreau et Robitaille, 2005, p.143)

Doucet, Favreau et Robitaille (2005) ont énoncé une étude de la Ville de Gatineau qui indiquait les sols des zones agricoles comme étant des plus fertiles (comparables à St-Hyacinthe). Certaines organisations paysannes souhaiteront certainement que cette fertilité

des sols attire des entreprises paysannes soucieuses de contribuer au développement local et durable plutôt que des producteurs orientés vers la production et les revenus. C'est pourquoi il nous faut identifier les enjeux qui viendront nuire à la relève agricole et au développement agricole de l'Outaouais afin de pouvoir les contourner en résolvant les problèmes. Même si l'intérêt est présent chez les jeunes, les finances ne leur permettent pas toujours de se lancer, sachant qu'il en coûte en moyenne plus de 800 000 \$ pour acquérir une ferme et qu'en plus le métier sera difficile, qui voudrait se démarrer une entreprise agricole? Certaines problématiques sociales liées à l'agriculture en Outaouais sont semblables au reste de la province; le métier d'agriculteur étant moins valorisé et plus difficile, les agriculteurs vieillissant, les terres et les équipements agricoles étant de plus en plus coûteux, ce qui nous amène à une relève agricole pratiquement inexistante.

#### 1.5. Le lien entre le rural et l'urbain en Outaouais

Afin de mieux comprendre la dynamique agricole de l'Outaouais, nous allons prendre l'exemple de la Petite-Nation, un territoire où se côtoient plusieurs problématiques sociales que l'on peut facilement associer aux régions rurales. Malgré ces problématiques rurales, force est de constater que cette petite région a quand même su évoluer en se développant un créneau bien à elle. Le dynamisme des communautés de la Petite Nation au niveau de l'agriculture l'a amené à revitaliser son terreau local. Par ses efforts de mobilisation, il semble s'y être développé une économie locale qui a transformé cette région en territoire fertile en entreprises locales et paysannes. On peut d'ailleurs retrouver quelques-unes de ces entreprises paysannes au Marché de Solidarité régionale de l'Outaouais (exemple : La

Défriche, les Gourmandises de St-Sixte, Ferme Fée et fougère, Vignoble biologique du domaine des météores, etc.). Qu'en serait-il si le milieu urbain contribuait davantage au milieu rural et vice-versa?

Le MSRO n'est-il pas un organisme pouvant faciliter cette relation? Plusieurs organisations veillent au développement de notre région (CLD<sup>9</sup>, CREO<sup>10</sup>, CDC<sup>11</sup>, CJE<sup>12</sup>, CLE<sup>13</sup>, SADC<sup>14</sup> etc.), mais peu d'organismes locaux se concentrent sur la question de l'agriculture soutenue par la communauté. En fait, le développement de l'agriculture peut être soutenu à différents niveaux par la SADC et d'autres organismes de développement économique tel que les CLD. Toutefois, ces organisations offrent surtout du financement et des ressources professionnelles visant le développement économique. Naturellement, elles prônent le développement local et elles sont certainement bienfaitrices pour le développement de l'agriculture, pourtant, elles n'ont pas comme mission de mettre en relation le producteur rural et le consommateur urbain.

Enfin, ce rapprochement entre l'urbain et le rural ne serait-il pas bénéfique au développement local autant urbain que rural? Nous croyons que le MSRO peut être une réponse à ce besoin et qu'il permet la mise en relation des producteurs (majoritairement ruraux) et des consommateurs (majoritairement urbains). Au chapitre suivant, le MSRO sera présenté comme une des solutions locale et durable possible à la crise actuelle et nous

---

<sup>9</sup> Centre local de développement

<sup>10</sup> Conférence régionale des élus de l'Outaouais

<sup>11</sup> Corporation de développement communautaire

<sup>12</sup> Carrefour jeunesse emploi

<sup>13</sup> Centre local d'emploi

<sup>14</sup> Société d'aide au développement des collectivités

tenterons de répondre à la question : « Comment, le Marché de Solidarité régional de l’Outaouais, une coopérative de solidarité, contribue-t-il au développement local et durable, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire? ».

Les marchés de solidarité régionale peuplent de plus en plus le Québec et deviennent une tendance dans pratiquement toutes les régions. En 2010, nous pouvions en compter neuf, soit celui de l’Outaouais, de Sherbrooke, Magog, Joliette, Waterloo, Québec, Cowansville, Brandon et de l’Estrie. C’est un phénomène récent, en fait, le premier marché de solidarité est né en 2006 par le biais d’une initiative citoyenne à Sherbrooke. Quelques organismes se sont associés à la création des différents marchés, soit les AmiEs de la Terre des différentes régions, Équiterre, etc. Sommes toutes, la création des marchés de solidarité sont tous issus d’une mobilisation citoyenne sur un territoire donné. Cette formule s’inscrit dans une perspective d’agriculture soutenue par la communauté telle que proposée par Équiterre, et ce, dans le but d’acquérir une certaine souveraineté alimentaire. Les valeurs fondamentales des Marchés de solidarité sont le respect de la terre et de l’humain.

Comment fonctionne le Marché de solidarité? Par le biais d’un site web, les adhérents peuvent commander leurs denrées et les récupérer bimensuellement à un point de chute donné. Plusieurs avantages se rattachent à l’adhésion au Marché de solidarité;

- Les membres peuvent avoir accès à des produits de qualité, sains et parfois biologiques;
- Ils peuvent être assurés de la traçabilité des aliments;
- Ils peuvent rencontrer les producteurs;

-Ils n'ont plus à parcourir de grandes distances pour aller acheter les produits directement chez le producteur;

-Ils permettent de diminuer les impacts du transport des aliments en se limitant aux produits de l'Outaouais.

Le MSRO se veut donc être un outil de développement durable et local. Serait-il un moyen de favoriser la solidarité entre les consommateurs et les producteurs? Pourrions-nous envisager ce modèle comme forme de prise en charge collective dans une perspective de souveraineté alimentaire? Nous tenterons de mieux le comprendre au chapitre de l'analyse.

Finalement, nous avons compris au chapitre de la problématique que les enjeux économiques, environnementaux et sociaux sont majeurs. Nous ne pouvons nous soustraire à la crise actuelle et des solutions doivent être envisagées. Nous avons constaté qu'un mouvement altermondialiste est en marche en Europe, et ce, via différentes alternatives locales telles que les AMAP. Nous avons également constaté que l'Outaouais est une terre fertile au développement d'une agriculture locale et durable et que plusieurs alternatives peuvent être mises en place pour faciliter la solidarité des milieux urbains et ruraux. Enfin, nous croyons que le fatalisme ne serait d'aucune façon utile à la réalisation d'un modèle agricole plus durable. Certaines solutions existent et nous tenterons, au chapitre de l'analyse, de mieux comprendre celle du Marché de Solidarité régionale de l'Outaouais. Mais tout d'abord, nous tenterons de ramener les éléments marquants de la littérature touchant les sujets de la souveraineté alimentaire, du développement durable et local afin de mieux comprendre les principes qui sous-tendent notre expérience terrain. Ces trois sujets

sont interreliés et nous tenterons d'analyser les différentes études dans la matière pour mieux cerner les sujets et les relier à notre expérience terrain.

## **2. Cadre théorique**

Les développements local et durable sont des principes incontournables lorsqu'il s'agit de développer des stratégies en souveraineté alimentaire. Nous avons compris plus haut qu'une des solutions à la crise alimentaire et environnementale est de joindre les initiatives locales aux mobilisations internationales, par exemple, la Via Campesina ou le mouvement Slow Food que nous aborderons dans notre cadre conceptuel. La création d'une solidarité internationale pourrait contrecarrer « un système fondé sur la domination des marchés » (Choplin, Strickner et Trouvé, 2009) et proposer une nouvelle façon de réfléchir nos politiques alimentaires, environnementales et agricoles. À ce chapitre, nous développerons notre pensée en nous reliant aux différents concepts et théories proposées par des auteurs contemporains. Nous tenterons de bien définir le développement durable dans un premier temps et ensuite nous nous pencherons davantage sur le développement local et ses retombées sociales. Dans un troisième temps, nous exposerons les concepts de souveraineté alimentaire et d'agriculture paysanne, ceci, dans le but de bien cerner les différents concepts entourant notre question de recherche et notre étude de cas, soit le Marché de Solidarité régionale de l'Outaouais.

## 2.1. Naissance du concept de développement durable et son évolution

Le concept de la souveraineté alimentaire s'est construit sur les bases du développement durable et local. On a commencé à parler de développement durable bien avant d'avoir commencé à réfléchir les principes de la souveraineté alimentaire et des solidarités locales et globales. Cependant, la base de création de ces concepts était la même, les problèmes environnementaux liés à l'agriculture et à la dégradation des ressources nous ont portés à réfléchir aux moyens de modifier nos pratiques et le concept de développement durable se vouait à être une des solutions.

Les pressions exercées par les problématiques sociales et écologiques des pays du Sud sur les pays du Nord ont graduellement réussi à sensibiliser les citoyens du monde. Les pressions citoyennes ont fait évoluer les États occidentaux et les ont amenés à produire de plus en plus de politiques publiques sur le développement durable. Naturellement, l'ONU n'a eu autre choix que de s'attarder à cette question. En créant le PNUE<sup>15</sup> dans les années 1972, les Nations Unies ont commencées à s'intéresser aux questions environnementales et aux retombées que pourraient avoir les activités de l'homme sur l'environnement. Nous avons pu prendre connaissance des six priorités environnementales de l'ONU (site web du PNUE consulté le 6 novembre 2010):

1. les changements climatiques;
2. les désastres et conflits;
3. la gestion des écosystèmes;
4. la gouvernance environnementale;

---

<sup>15</sup> Programme des Nations Unies pour l'Environnement

5. les substances toxiques;
6. l'utilisation efficace des ressources.

Le PNUE a donc mis en place la Commission mondiale de l'Environnement et cette dernière a élaboré le concept de développement durable dans les années 1985 et ce, à la suite d'une consultation. Cette Commission avait pour but de créer une démarche consultative visant à promouvoir l'intégration de l'environnement dans le développement. Suite à la consultation, la Commission a produit un rapport ayant pour titre « Notre avenir à tous » et ce rapport est désormais connu sous l'appellation du Rapport Brundtland (en l'honneur du nom de la présidente de la Commission). Plusieurs membres de la communauté internationale se sont ensuite approprié ses fondements et le développement durable, dans les années 2000, est devenu plus que jamais d'actualité.

Pourquoi les Nations Unies ont-elles mis en œuvre une telle démarche? Naturellement, pesaient sur elles de plus en plus de problématiques sociales issues des enjeux environnementaux.

« Pour que le développement durable puisse advenir dans le monde entier, les nantis doivent adopter un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète. »  
(Rapport Brundtland, 1987).

Figure 1: Le développement durable selon Brundtland



Brundtland a voulu proposer une nouvelle façon de concevoir le développement, et ce, en associant les dynamiques sociales et environnementales à celle de l'économie. Pour que l'économie ne soit plus l'apothéose du développement et que celle-ci respecte davantage les communautés locales et l'environnement.

Le développement durable a ensuite évolué, Jacques Theys (2002), a voulu le redéfinir autrement, en ajoutant les sphères territoriale et identitaire aux sphères sociale, environnementale et économique. Il a ainsi développé un nouveau concept soit : « L'approche territoriale du développement durable ».

« [...] la question des *finalités de la croissance* – et d'un compromis possible entre les intérêts divergents de l'économique, du social et de l'écologique; celle du *temps* et de la concurrence entre court terme et long terme, générations présentes et futures; celle, enfin, des « *identités spatiales* » – et de l'articulation problématique entre les logiques de globalisation et celles d'automatisation des territoires locaux. »  
(Theys, 2002)

Theys (2002) a voulu redéfinir le développement durable pour le rendre plus ancré dans les réalités locales, et ce, en considérant davantage les dynamiques territoriales et identitaires.

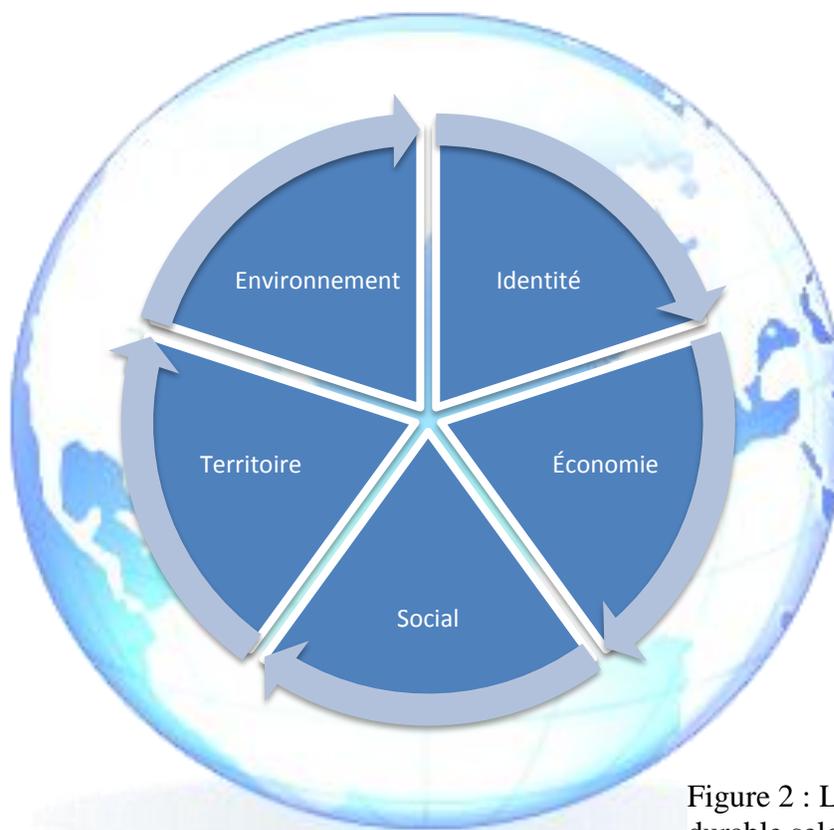


Figure 2 : Le développement durable selon Theys

En ayant une vision locale et globale soit « globale » et en essayant de concilier cette dualité, ceci permettra d'effectuer un réel changement dans les communautés locales. Même si, par le biais de la centralisation, de la mondialisation et de la globalisation, on a développé des politiques de développement durable, si elles ne tiennent pas compte de l'identité et du territoire, elles ne pourront pas être intégrées pleinement par les milieux. D'ailleurs, la planification économique et sociale du territoire s'inscrit dans des dynamiques de développement durable (Abdelhadi, 1999). Bernard (1999) souligne que l'aménagement du territoire doit se créer autour d'une « démarche collective et démocratique ». Dans un premier temps, la concertation entre les différents partenaires est primordiale, ensuite la création d'une structure décisionnelle viendra organiser les responsabilités de chacun, ensuite il faut se créer un contrat d'engagement des différents

partenaires, expérimenter le plan d'action, en faire le suivi et finalement évaluer la démarche.

Pourquoi la communauté internationale devra-t-elle se tourner vers un développement durable? Le rapport Brundtland énonce que la planète ne pourra bientôt plus supporter les activités humaines, les ressources s'épuiseront et les besoins augmenteront. De plus, ils s'entendent pour dire que ce sont les pays du Sud qui souffriront le plus des changements climatiques, la responsabilité appartiendrait donc aux pays du Nord à revoir leur développement afin d'atténuer les retombées dans les pays aux conditions climatiques et écologiques instables.

« Il y aura neuf milliards d'êtres humains sur la terre en 2050. Quelles seront leurs conditions d'existence? Aujourd'hui déjà les ressources naturelles s'épuisent, l'écart entre riches et pauvres s'accroît et les milieux naturels sont de plus en plus menacés. Le développement durable entend remédier à ces tendances néfastes afin de transmettre aux générations futures une planète vivable. Cela oblige à concevoir de nouvelles règles politiques, économiques et sociales. Les modes de production, de biens, les habitudes de consommation... doivent être remis en question. »  
(Chauveau, 2006, p.8)

Il est du devoir des Occidentaux et des pays favorisés, à modifier radicalement leur façon de consommer en intégrant l'environnement aux paradigmes économiques. Car selon Sachs (1980) la croissance économique ne doit pas se faire aux dépens de l'environnement. Selon lui, il est possible d'allier l'économie et l'environnement, il a d'ailleurs développé une autre façon de voir le développement en intégrant aux autres définitions du développement le nouveau concept d'écodéveloppement. « *L'écodéveloppement se voulait une stratégie de développement, fondée sur l'utilisation judicieuse des ressources locales et du savoir-faire*

*paysan applicable aux zones rurales isolées du tiers-monde.* » (Sachs, 1980, p.11). L'écodéveloppement pourrait être considéré comme un homonyme du développement durable vu par Theys (2002). La seule variation est l'emploi du terme culturel en remplacement du terme identité, termes qui peuvent s'apparenter. Enfin, quels moyens peuvent nous permettre de faire atterrir le développement durable dans les communautés locales?

L'identité et le territoire vu par Theys et par Sachs sont des dimensions incontournables du développement durable. Ces deux dimensions nous renvoient directement au concept de développement local. Le développement local et durable ainsi que la souveraineté alimentaire peuvent être une réponse aux enjeux environnementaux. Le développement, tel qu'il soit, semble incontournable. Nonobstant une croissance qui semble inévitable, il est certainement possible de modifier la doctrine économique du développement, en essayant de l'orienter dans une perspective sociale et durable orientée vers les populations locales [...] *Le développement local contribue à l'émergence de nouvelles façons de produire et de partager les richesses, de vivifier la participation citoyenne, de faire grandir la démocratie, pour que chacun ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre* ». (Déclaration de Sherbrooke citée par Houée, 2001, p. 107)

## 2.2. Du développement durable au développement local.

Le développement durable est donc un concept formé de cinq dimensions; sociale, environnementale, économique, territoriale et identitaire. Deux de ces sphères sont des

dimensions appartenant également à la définition du développement local. Nous porterons maintenant notre regard sur la question du développement durable. Considérant que l'étude de cas que nous étudions (le MSRO) s'inscrit dans une dynamique locale, il est d'autant plus important de bien comprendre cette dynamique.

Houée (2000) par ses différentes recherches a développé sa propre vision du développement local, il nous propose trois définitions dont certaines d'entre elles sont issues d'initiatives africaines. Voici sa propre définition qui touche à des enjeux plus vastes;

« Le développement local est une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux, culturels et politiques dans lesquels ils s'inscrivent. »  
(HOUÉE, 2000, p. 108)

Ceci voudrait donc dire que le développement local est un moyen de mettre en valeur une communauté, un territoire que ce soit par son terroir ou par ses habitants qui y vivent et cela, en restant ouvert et inclusif aux différentes sphères qu'elles soient politiques ou culturelles. Houée (2000) a fait référence à différentes composantes qui façonnent le développement local. Il a identifié la composante globale qui est, selon lui, reliée à la vie collective, la composante territoriale qui s'attache à un espace physique, la composante partenariale qui est composée d'acteurs locaux et finalement la composante prospective qui est composée de projets d'actions concertées.

Autrement dit le développement local c'est :

« [...] remettre le tissu social et revitaliser la démocratie : s'enraciner en des territoires vécus dans une mémoire prospective; s'appuyer sur les réseaux de la société de communication pour ouvrir des communautés enfermées et sur les ressources de communauté vivantes pour contenir les turbulences d'une économie spéculative; prendre part à la maîtrise du destin commun en renouvelant à tous les niveaux la démocratie de représentation, en favorisant la démocratie de participation; faire de la vie associative le poumon du développement local; réformer et recentrer l'État sur ses missions fondamentales. »  
(Houée, 2000, p.191)

En ce sens, la vie associative demeure le poumon du développement local et il doit passer par les acteurs locaux et ces acteurs sont souvent regroupés au sein d'organismes à but non-lucratif. Organismes possédant différentes missions, mais ayant pratiquement tous à cœur le bien commun. Ils contribuent à la création d'un tissu social et au développement de nos communautés. Ce réseau d'organismes communautaires est normalement très solide dans les communautés et sont parfois regroupés en table de concertation, tables ayant pour but de favoriser un développement local orienté vers les besoins réels du milieu, ces tables sont un autre exemple de partenariat entre les acteurs sociaux ayant pour but de remettre le tissu social. Lorsque la communauté se mobilise autour d'objectifs communs, elle favorise la démocratie de la participation, on pourrait même nommer cette démocratie : participation citoyenne.

La démocratisation du développement est également une dimension incontournable à la prise en charge de la collectivité face à son développement. Joyal (2002) insiste sur 5

principes d'une organisation territoriale, il impute l'organisation territoriale aux décideurs publics, à la mobilisation et à la participation citoyenne dans le processus décisionnel ainsi qu'au « *...comportement collectif des acteurs* », au « *...respect du processus identitaire sur le territoire* » et finalement à « *... l'allègement de la partisanerie politique et de l'esprit clanique* » (Joyal, 2002). Par et pour les citoyens, les choix, qu'ils soient politiques ou collectifs doivent s'orienter vers les besoins réels des populations locales et celles-ci doivent avoir un réel pouvoir sur les politiques publiques, municipales ou sur les décisions locales. En partant par la base, par la création « d'espace de solidarité » (Joyal 2002), en se mobilisant localement et en s'engageant dans la communauté, les citoyens développent un pouvoir d'influence.

Le terme local renvoi au territoire vécu est également une dimension fort importante en matière de développement local. L'appartenance au milieu et l'enracinement de la collectivité sur son territoire sont déterminants lorsqu'il s'agit de se mobiliser vers un objectif commun. Les citoyens engagés envers leur milieu partagent normalement une grande appartenance face à leur quartier, village, municipalité ou ville. Joyal (2002) croit que le développement se présente sous la forme territorialisée.

« La territorialité apparaît lorsque les gens qui vivent dans un milieu entretiennent des relations formelles (réseaux) et informelles (interpersonnelles). Cette vision de la réalité territoriale... s'avérera fort utile pour aborder le concept de milieu innovateur. »  
(Joyal, 2002, p. 40)

Ce territoire est parfois intangible et ne respecte pas toujours les limites d'une ville ou d'un district, il peut parfois s'agir d'un quartier ou d'une communauté ou une infrastructure telle qu'une école, un jardin communautaire ou un parc. La notion de territoire est donc incontournable lors de la mise en œuvre de projets de développement local. Les acteurs locaux peuvent donc avoir une influence directe sur l'évolution de leur milieu (Joyal, 2002).

Deffontaines et Prod'hommes (2001) vont plus loin, ils croient que ce sont les organismes sur un territoire qui doivent orienter les démarches de développement local, les coordonner et agir à titre d'expert du milieu. Les auteurs identifient les dangers qui guettent les organismes dans leur engagement, par exemple, lorsque les mandats viennent du politique ou qu'ils viennent des sphères administratives qu'elles soient municipales ou provinciales, ce type d'intervention ne permet pas aux organismes de s'inscrire dans une dynamique d'ensemble. Pour eux, la mobilisation collective qui doit être au cœur du développement local, l'engagement et l'implication des collectivités locales est incontestablement fondamentale au niveau des orientations locales. Ces auteurs croient que le développement local est un courant de pensée qui vient du terrain, que ce sont les acteurs locaux, les acteurs terrains qui ont la véritable compréhension du milieu.

Simard (2000) quant à lui, croit que le développement local doit s'appuyer sur la concertation et la participation encadrées sous la forme de partenariats locaux. Il soutient que le développement local est orchestré par les organismes communautaires, les

institutions et les différentes associations (ex. Associations de vie de quartier) plus que par le milieu de l'entrepreneuriat.

« Le développement local est une approche alternative de régulation sociale et territoriale qui vise à améliorer les conditions de vie des communautés vivant des problèmes socio-économiques, notamment les communautés situées dans les quartiers urbains centraux et dans les régions rurales périphériques. »  
(Simard, 2000, p. 89)

Selon l'auteur, on assiste depuis l'arrivée du nouveau millénaire à la revivification des pratiques traditionnelles et culturelles, à la revalorisation du local et à une montée fulgurante des mouvements identitaires. La question de l'appartenance au territoire prend ici toute son importance, que les innovations locales se doivent d'être rattachées à leur milieu pour pouvoir s'épanouir. Les stratégies de développement se doivent d'être imbriquées à leur agglomération, municipalité ou quartier. Pourquoi attacher le développement à son milieu? Parce que l'on a constaté, depuis les trente dernières années, l'insuccès des planifications et des politiques étatiques à l'échelle nationale. La participation des collectivités locales a graduellement amené un processus de changement au niveau des pratiques en développement régional.

Le développement local englobe également le développement communautaire qui lui « ...vise à intervenir pour améliorer les conditions de vie des populations à l'échelle locale. » (Simard, p. 91) et le milieu de vie qui « ...est vue comme formant un tout qui englobe tous les aspects de la vie de la communauté. » (Simard, p. 91). Simard croit que

les mouvements sociaux ont contribué à intégrer le concept de territorialité aux diverses formes de développement, pour graduellement le convertir en développement local.

Selon l'auteur, on a commencé à revaloriser le « local » lorsque l'on a commencé à pratiquer la concertation dans les milieux, ceci a incité la collectivité à collaborer au développement de leur région.

« L'espace local serait au centre de ces nouvelles solidarités en tant que lieu créateur de synergies basées sur l'existence d'intérêts communs et sur la présence d'un sentiment identitaire de type communautaire. » (Simard, 2000, p. 94)

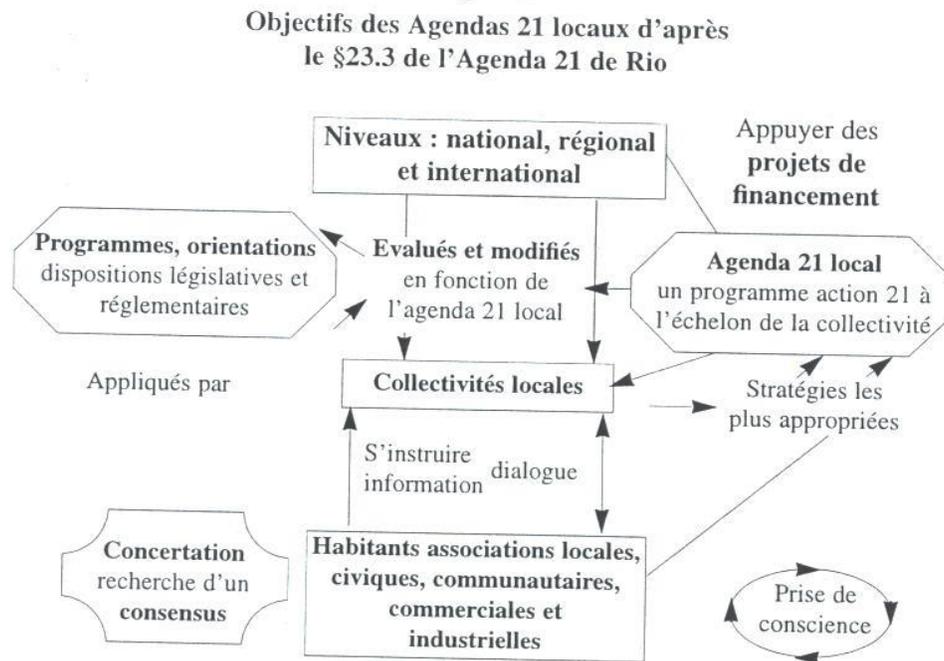
Le développement local serait donc un développement soucieux de respecter les réalités locales. Ce développement permet la mobilisation des milieux et contribue à créer la solidarité d'une région.

L'apparition des Agendas 21 sont un exemple de cette forme de développement intégré. Il y a quelques années, on a commencé à entendre parler des agendas 21 locaux. Initiés par L'ICLEI (Local Gouvernement for Sustainability), cette démarche visant à susciter le développement à l'échelle locale, devait répondre aux besoins locaux. Voilà un outil visant à développer durablement les communautés locales, nous tenterons de clarifier ce concept au chapitre suivant.

### 2.3. Une façon d'opérer le développement durable local, les agendas 21 locaux

Suite au rapport Brundtland, on a voulu opérationnaliser le développement durable. On réfléchissait à une façon de le faire en partant du global vers le local. Coordonner les actions pour en venir à des solutions visant de saines pratiques environnementales tout en se projetant dans l'avenir pour ne pas hypothéquer les ressources des générations futures. Voilà comment sont nés les Agendas 21, ils ont d'ailleurs vu le jour au Sommet de la Terre de l'Organisation des Nations Unies en 1992 à Rio. Ce projet devait s'intégrer aux politiques locales et se concrétiser dans une perspective de développement des communautés locales. Plusieurs domaines ont été identifiés comme priorités d'action (logement, pauvreté, environnement, agriculture, etc.). Les collectivités étaient ensuite invitées à les mettre en œuvre à l'échelle nationale, provinciale ou même municipale.

Figure 2: Les agendas 21, Sommet de la Terre, Rio, 1992



Source : Du territoire et développement durable, Brodagh, 1999, p.36

Le concept vise à partir du global vers le local, c'est, autrement dit, un organisme international qui veut avoir un impact local. Cet organisme a le mandat de réfléchir au développement des villes et pour ce faire, il propose quatre composantes :

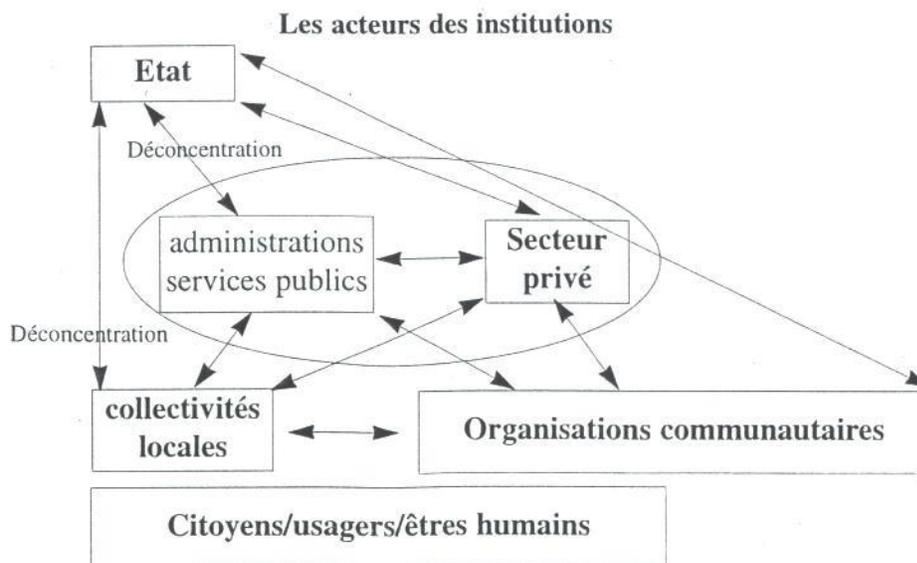
« Un engagement multisectoriel dans le processus de planification, à travers un groupe local réunissant les parties concernées qui sert d'organe de coordination et de politique, pour préparer un plan d'action à long terme pour le développement durable. La consultation avec les communautés, les associations, les entreprises, les églises, les agences gouvernementales, les groupes professionnels et les syndicats de façon à créer une vision partagée et d'identifier des propositions et des priorités d'action. Une évaluation participative des conditions et des besoins locaux dans

les domaines sociaux, économiques et environnementaux. Une élaboration de choix stratégiques, à travers la négociation entre les parties prenantes clés, de façon à traduire la vision et les objectifs en plan d'action. »  
(Brodagh, 1999, p. 37)

Voici quelques principes généraux identifiés par Brodagh pour une bonne gouvernance des agendas 21 locaux. Il y a tout d'abord la clarification des rôles et des responsabilités, ensuite, le partage des objectifs, le renforcement des capacités, la transparence, la confiance, l'évaluation et enfin, la concertation, sont autant de principes pour favoriser une bonne prise en charge du milieu.

Le graphique suivant nous démontre l'importance du rôle des différents acteurs, qu'ils soient étatiques, municipaux, privés, communautaires ou citoyens. La déconcentration est au cœur du processus des agendas 21. Déconcentrer les ressources vers le terrain soit, les collectivités locales et les organisations communautaires, les orientations doivent répondre aux besoins de la base. Les flèches multidirectionnelles de la figure #4 font référence à la concertation entre les différents acteurs.

Figure 4 : Agendas 21; Les acteurs des institutions.



Source : Aménagement du territoire et développement durable, Brodagh, 1999, p.42

Les Agendas 21 étant un phénomène assez récent au Québec, certaines régions en possèdent, mais l'opérationnalisation n'est pas encore concrète (Gagnon,2007). Dans le monde, en 2005, il y avait 6400 agendas 21 locaux.

« L'Agenda 21 local est un processus multisectoriel et participatif destiné à atteindre les buts de l'Agenda 21 au niveau local et au moyen de la préparation et de la mise en œuvre d'un plan stratégique d'action sur le long terme, plan qui traite des enjeux locaux et prioritaires de développement durable. »  
(ICLEI, 1997)

Cette façon de faire s'inscrit dans une démarche « globale » c'est-à-dire que la vision et les orientations sont données de façon globale et internationale, mais l'application s'oriente selon les réalités des milieux.

#### 2.4. Mieux comprendre la souveraineté alimentaire

Le concept de souveraineté alimentaire est encore assez récent au niveau de la littérature contemporaine. Choplin, Strickner et Trouvé (2009) définissent la souveraineté alimentaire sous six grands thèmes : la priorité donnée à l'alimentation des populations, la valorisation des producteurs d'aliments et l'établissement de systèmes locaux de production, le renforcement du contrôle local, la construction des savoirs et du savoir-faire et le travail avec la nature. Leur théorie comporte autant les dynamiques sociales telles que, la condition des agriculteurs et des populations locales, les pratiques agricoles, que les enjeux environnementaux comme le réchauffement climatique. La théorie se base sur des programmes qui respectent les générations futures, voilà un lien direct avec la définition du développement durable, selon laquelle nous devons préserver les ressources naturelles afin de permettre aux populations futures de bénéficier d'une terre saine et riche.

Tableau 1: Souveraineté alimentaire, les principes

Six principes de la souveraineté alimentaire		
CHOPLIN, STRICKNER, TROUVÉ. 2009		
Souveraineté alimentaire	Pour quelle cause nous battons-nous	Contre quoi nous battons-nous
1. La priorité donnée à l'alimentation des populations	La souveraineté alimentaire place au centre des politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche le droit à une alimentation suffisante, saine et respectueuse des cultures, pour l'ensemble des individus, des populations et des communautés, englobant celles souffrant de la faim, sous occupation, dans des zones de conflits ou marginalisées.	Elle rejette l'assertion selon laquelle l'alimentation est un produit comme un autre, géré par le secteur agroalimentaire.
2. La valorisation des producteurs d'aliments	La souveraineté alimentaire valorise et soutient les pratiques, de même qu'elle respecte le droit, des hommes et des femmes, des paysans et des petits agriculteurs familiaux, des pasteurs, des pêcheurs artisanaux, des habitants de la forêt, des peuples indigènes et des travailleurs agricoles, des travailleurs de la mer, dont les migrants, qui cultivent, font pousser, récoltent et transforment les aliments.	Elle rejette les politiques, actions et programmes qui les dévalorisent, menacent leurs moyens de subsistance et contribuent à les faire disparaître.
3. L'établissement de systèmes locaux de production	La souveraineté alimentaire rapproche producteurs et consommateurs, les place au centre du processus de décision sur les questions alimentaires. Sur les marchés locaux, elle protège les producteurs du dumping des importations et de l'aide alimentaire, elle protège les consommateurs d'une nourriture pauvre et malsaine, d'une aide alimentaire inappropriée et d'aliments contaminés par des organismes génétiquement modifiés.	Elle permet de résister aux institutions, aux accords et aux pratiques qui dépendent et qui promeuvent un commerce mondial non durable et inéquitable et qui donnent un pouvoir considérable et injustifiable aux transnationales.
4. Le renforcement du contrôle local	La souveraineté alimentaire place la gestion des territoires, des terres, des pâturages, de l'eau, des semences, du bétail et des ressources halieutiques dans les mains de producteurs locaux et respecte leurs droits. Ceux-ci peuvent en faire usage et les partager selon des systèmes socialement et écologiquement durables, qui permettent le maintien de la diversité. La souveraineté alimentaire reconnaît que les territoires locaux ne respectent parfois	Elle refuse la privatisation des ressources naturelles, qu'elle soit permise par des lois, des contrats commerciaux ou des régimes de propriété intellectuelle.

	pas les frontières géopolitiques et permet aux communautés locales d'habiter et d'utiliser leurs territoires. Elle promeut la concertation et l'action collective entre les producteurs de différentes régions et territoires, de différents secteurs d'activités, contribuant à la résolution de conflits internes ou de conflits avec les autorités locales ou nationales.	
5. la construction des savoirs et du savoir-faire	La souveraineté alimentaire se construit sur les savoirs et savoir-faire locaux des producteurs et sur leurs organisations locales qui préservent, développent et gèrent les systèmes de production et de cultures locaux. Pour cela, elle permet le développement de programmes de recherches appropriés et qui ne menacent pas les générations futures.	Elle rejette donc les technologies qui les soumettent, les menacent ou les contaminent, par exemple l'ingénierie génétique.
6. le travail avec la nature	La souveraineté alimentaire utilise les apports de l'environnement selon des pratiques de cultures et de production agro-écologiques diversifiées et faibles consommatrices d'intrants, qui optimisent les apports des écosystèmes, améliore la résilience et l'adaptation, particulièrement face aux changements climatiques.	Elle cherche à guérir la planète pour qu'elle puisse nous guérir. Elle refuse les pratiques qui mettent à mal les écosystèmes, les monocultures et les élevages intensifs fortement consommateurs d'énergie, les pratiques de pêche destructrices et les autres modes de production industriels, qui détruisent l'environnement et contribuent au réchauffement mondial.

Source : Souveraineté alimentaire, que fait l'Europe?  
Choplin, Strickner et Trouvé, 2009, p.88-89

Enfin pour synthétiser, les auteurs affirment que la souveraineté alimentaire c'est « *...un droit, un devoir, une alternative au cadre de l'OMC et un moyen de réappropriation par les citoyens de leur alimentation et de leur agriculture* » (Choplin, Strickner et Trouvé, 2009).

Donc de redonner le pouvoir aux populations locales afin qu'elles puissent avoir accès à une alimentation saine tout en développant une agriculture respectueuse de l'environnement.

## 2.5. Quelques tendances en souveraineté alimentaire

Voici quelques façons de définir ou de comprendre la souveraineté alimentaire. Celle-ci peut avoir diverses appellations qui sont différenciées par quelques éléments divergents, mais qui s'engagent dans la même école de pensée. Que l'on parle d'agro écologie ou de souveraineté alimentaire, les concepts se rejoignent et se ressemblent. La souveraineté alimentaire pourrait être définie ainsi :

« Le concept de souveraineté alimentaire est, quant à lui axé sur le commerce international. Ceux qui proposent la souveraineté alimentaire estiment que les systèmes alimentaires devraient prioriser avant tout les producteurs et les citoyens locaux, et que ceux-ci devraient décider du fonctionnement du système. »  
(Beatriz Oliver, 2006, p. iii)

Oliver (2006) a voulu aller voir sur le terrain si les fondements mêmes des deux principes mentionnés s'appliquent au niveau de l'agriculture en Uruguay. Sa recherche nous mène à comprendre que les petites entreprises familiales critiquent le modèle productiviste qui prend de plus en plus d'ampleur au niveau international.

« Plusieurs chefs d'organisations uruguayennes représentant les petits agriculteurs mettent l'accent sur la valeur culturelle des fermes familiales et critiquent le modèle productiviste. »  
(Beatriz Oliver, 2006, p. iii)

Selon Oliver (2006), le concept de souveraineté alimentaire est souvent porté par un mouvement de gauche visant à respecter et à unir les concepts sociaux, économiques et environnementaux, et ce, dans une perspective locale, selon un territoire, touchant autant l'urbain que le rural. Selon elle, la souveraineté alimentaire doit créer un réseau reliant le consommateur au producteur tout en leur permettant de faire leurs propres choix en matière d'agriculture et que ces choix ne soient pas orientés vers la productivité et le capitalisme, mais qu'ils se rattachent davantage aux cultures locales.

## 2.6. L'agro écologie

L'agro écologie est plutôt orientée vers la compréhension des systèmes et elle met l'emphase sur la biodiversité. Les deux concepts vont dans la même direction et peuvent définitivement être interreliés.

« L'agro écologie est une approche axée sur la diversité biologique et culturelle comme fondation des systèmes agricoles. Le concept de la souveraineté alimentaire est, quant à lui axé sur le commerce international. »

(Beatriz Oliver, 2006, p. iii)

Par sa recherche, Oliver a remarqué en Uruguay le peu de protection des fermes familiales par l'État. Celles-ci ne sont aucunement protégées contre les politiques publiques qui permettent l'importation de produits peu dispendieux pour le consommateur. Cette situation nuit aux efforts des fermes familiales souhaitant offrir des produits frais et locaux aux consommateurs, qui eux, semblent de plus en plus les daigner.

## 2.7. L'agriculture vivrière et paysanne

D'autres formes d'agriculture sont également énoncées dans un principe de souveraineté alimentaire, l'agriculture vivrière et l'agriculture paysanne en font partie. L'agriculture vivrière étant une agriculture orientée vers la production d'aliments de qualité et sains destinés strictement aux populations locales. L'agriculture paysanne s'inscrit également dans une dynamique territoriale et durable, telle que l'adoption de pratiques saines pour l'environnement, la desserte locale et la conservation du tissu social.

## 2.8. La souveraineté alimentaire versus la sécurité alimentaire

Il faut différencier les concepts de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire, ceux-ci ne partageant pas les mêmes objectifs. Selon l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal, l'insécurité alimentaire est nécessairement associée à la pauvreté. Il y a insécurité alimentaire lorsque les individus n'ont pas accès à la nourriture nécessaire pour nourrir leur famille, qu'ils ont peur d'en manquer ou que leurs contraintes budgétaires les empêchent de se nourrir adéquatement. La sécurité alimentaire impose l'accès en tout temps à la nourriture à un coût raisonnable, avec un pouvoir d'achat acceptable tout en informant judicieusement les individus afin de leur permettre de faire des choix alimentaires éclairés.

Nous nous permettons de faire certains parallèles entre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. Sachant que les produits de qualité coûtent plus chers, il est normal que les populations défavorisées ne soient pas en mesure de consommer des

produits biologiques, car ils favorisent souvent la quantité plutôt que la qualité. C'est pourquoi, selon Sachs, il est nécessaire de proposer un changement de mentalité, avec des politiques publiques qui viendraient soutenir les entreprises locales et favoriser l'achat de produits de proximité plutôt que de favoriser le libre marché, un plus grand contrôle de l'État est nécessaire.

« Dans la mesure où les “inégalités morales” proviennent du tissu social, elles ne peuvent être surmontées que par un volontarisme responsable – politiques publiques pour engager les réformes institutionnelles nécessaires et prendre des mesures positives en faveur des segments de la population qui sont faibles... »  
(Ignacy Sachs, 2007, p.2)

## 2.9. Autonomie alimentaire

Le français Pierre Gevaert, qui se consacre depuis longtemps au monde rural ainsi qu'à l'importance de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture responsable, respectueuse et biologique, croit que nous devons nous positionner rapidement comme société afin de révolutionner le monde agricole et que ce changement devra définitivement passer par l'autonomie alimentaire. Dans son livre; «L'avenir sera au rural : au secours du monde moderne en dérive», il remet en perspective la ruralité et l'apparition du phénomène urbain.

« Un clivage ville/ruralité va rapidement voir le jour, l'homme de la ville a trouvé le temps de s'instruire, il recherchera à dominer les gens de la terre. Bien évidemment, la portion ville/campagne restera pratiquement jusqu'à l'ère industrielle, dans une fourchette de 85 à 95 % de ruraux pour 5 à 15% d'urbain. »  
(Gevaert, 1994, p.26)

Gevaert croit que pour redorer les blasons de l'agriculture nous devons redonner la fierté aux agriculteurs en payant le juste prix des aliments qu'ils produisent. Le modèle productiviste et capitaliste dans lequel nous vivons aujourd'hui nous amène à en vouloir toujours plus au moindre coût. L'auteur croit que c'est ce système qui nous a transformés en société de gaspillage.

Si une loi nationale obligeait le consommateur à payer le juste coût des aliments, les agriculteurs n'auraient pas à recourir aux stratagèmes actuels tels que la surproduction, l'utilisation d'engrais chimiques, la production de masse et à faible coût, l'usage de semences haut rendement et génétiquement modifiées, le désherbage chimique, l'utilisation de pesticides chimiques, etc. Pratiques qui nous mènent graduellement vers la destruction des terres agricoles. En ayant des mesures qui incitent les citoyens à consommer nationalement ou localement, en les obligeant à payer le juste prix, les agriculteurs n'auraient plus à subir la pression économique et à devenir de super producteurs, on pourrait s'en tenir aux fermes familiales.

Gevaert fait référence au modèle agraire suisse. Au début du 20<sup>ième</sup> siècle, ils ont pris le parti d'accéder au libre-échange, au même titre que les autres pays européens. Les deux guerres mondiales ont laissé l'agriculture en piètre état et pendant les guerres, ils ont manqué de denrées pour nourrir leur population. Cette situation leur fit prendre conscience qu'ils n'auraient pas dû abandonner aussi facilement l'agriculture vivrière. Ils ont donc voulu soutenir l'agriculture en offrant un soutien direct sur le revenu. De cette façon, ils ont pu garder une agriculture familiale solide en enlevant la pression économique tout en leur

permettant de se concentrer sur la qualité. Même si la Suisse n'est pas considérée comme un pays propre, qu'elle emploie toujours des engrais chimiques, son agriculture est moins dommageable pour l'environnement.

Gevaert en vient rapidement aux conclusions que la mondialisation du capitalisme est la doctrine imposée à tous et que celles-ci reposent sur l'individualisme, la dictature de la bourse et le profit. Il croit que « *Seules la réforme agraire (redistribution des terres) et la généralisation de l'agroforesterie pourront à terme sauver ces peuples du pire.* » (Gevaert, p. 129).

L'auteur croit que ce sont les petites productions qui sont souvent les plus efficaces, il fait d'ailleurs référence à l'Inde où un hectare peut produire 6 millions de calories dans une petite production tandis qu'une méga production produira 3.5 millions de calories (p. 163).

Gevaert en vient à faire trois grands constats :

- 1) La population mondiale augmente d'une Chine tous les 10 ans;
- 2) Nos meilleures terres sont dans un état d'épuisement avancé;
- 3) Le climat change chaque année un peu plus dans le sens du déséquilibre.

(Gevaert, p. 165)

Malgré le fait que la situation soit pratiquement irréversible pour la majorité des points, il croit que nous devons viser l'autonomie alimentaire et favoriser un retour au monde rural.

## 2.10. Opérationnalisation des concepts

Le cadre théorique nous a permis de prendre connaissance de plusieurs théories en matière de développement durable, de développement local et de souveraineté alimentaire. Maintenant, comment allons-nous utiliser ces théories pour orienter notre recherche? Nous avons classé les indicateurs sous les trois grands thèmes afin d'être en mesure de mieux comprendre les tenants et aboutissants de notre expérience terrain que nous verrons au chapitre de l'analyse.

Tableau 2: Tableau des indicateurs

Indicateurs	Développement durable	Développement local	Souveraineté alimentaire
Gouvernance organisationnelle	Suivi et veille stratégique pour l'assainissement des sols par l'élimination des engrais chimiques et des pesticides en agriculture	Développement des communautés par la mise en place d'une participation citoyenne par la vie associative	Donner accès à des produits sains et de qualité
	Protection de l'environnement par la réduction des gaz à effet de serre (élimination du transport des aliments) et par la stimulation de la biodiversité	Engagement des membres au cœur de la mission du MSRO	Éducation et formation
		Pérennité de l'organisation (ex. : réseautage)	Motivations et engagements des membres (bénévoles, consommateurs et producteurs)

Économie	Développement d'une économie sociale et environnementale	Renforcer l'économie locale	Démocratisation de l'alimentation biologique, équitable et locale
	Viabilité et rentabilité financière à long terme	Valorisation de l'agriculture locale et de l'entrepreneuriat agricole	Augmentation de la production agricole régionale
Enracinement dans la collectivité	Enrichissement de notre identité culturelle et régionale	Création d'un sentiment d'appartenance dans les territoires vécus	Développement d'une agriculture vivrière et paysanne respectueuse des communautés locales et de l'environnement
	Création de solidarités rurales et urbaines	Création d'un tissu social par le rapprochement des consommateurs, des producteurs et des bénévoles	Valorisation de l'agriculture locale

Enfin, le cadre conceptuel nous a permis de colliger les différentes théories en matière de développement durable, de développement local et de souveraineté alimentaire. Cette revue de littérature nous a permis de mieux comprendre les différents concepts et de classer correctement les différents indicateurs. En tentant de répondre à la question : « Comment, le Marché de Solidarité régional de l'Outaouais, une coopérative de solidarité, contribue-t-il au développement local et durable, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire? », plusieurs sous-questions nous sont venues en tête. Est-ce que les motivations des membres, des bénévoles et des employés sont directement reliées à la mission de l'organisme? Quel est l'intérêt pour les consommateurs d'acheter au MSRO plus qu'ailleurs? Nous voulions également savoir si le MSRO répond à des principes de

souveraineté alimentaire. Répond-il à des actions environnementales? S'inscrit-il dans une démarche environnementale? Favorise-t-il la solidarité de notre collectivité? Nous tenterons de répondre à ces questions au chapitre de l'analyse, mais nous commencerons tout d'abord par énumérer les différentes méthodes choisies dans le cadre de la méthodologie de recherche. Ces méthodes nous permettront d'aller sur le terrain chercher les données nécessaires que nous mettrons ensuite en relation avec le cadre conceptuel et les indicateurs de recherche.

### **3. La méthodologie de recherche**

Au chapitre de la méthodologie, nous positionnerons à nouveau nos objectifs et notre question de recherche. Ensuite, nous expliquerons notre stratégie de recherche et nous relaterons les différentes théories en matière de méthodologie. Nous allons également énoncer les questions d'analyse, de validation et d'éthique de recherche.

#### 3.1. L'objectif et la question de recherche

L'objectif de cette recherche est de bien comprendre les mécanismes que se donne une collectivité en matière de développement local et durable, en mettant sous la loupe le Marché de solidarité régionale de l'Outaouais et en y observant les motivations des individus. Il est pour nous primordial de bien comprendre comment l'organisme s'inscrit dans une dynamique de développement local et durable et c'est pourquoi nous tenterons de répondre à la question qui suit : Comment, le Marché de Solidarité régional de l'Outaouais,

une coopérative de solidarité, contribue-t-il au développement local et durable, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire?

### 3.2. Les indicateurs de recherche

Les indicateurs qui nous semblent les plus pertinents ont tous été déclinés plus haut au niveau du cadre théorique, mais il nous semble important de les rappeler, afin d'être en mesure de faire les liens au niveau de l'analyse des données. Nous avons bien sûr identifié les dimensions sociales, environnementales et économiques qui reviennent sous le thème du développement durable, mais plus précisément, nous voulons comprendre comment le MSRO s'inscrit dans une démarche de développement local et durable, et ce, par le biais des individus qui le compose, par la structure de l'organisation et par ses différentes activités. Quelles sont les motivations des membres à s'associer au MSRO ? Souhaitent-ils s'inscrire dans une démarche collective ou bien leurs intérêts sont-ils strictement personnels? Désirent-ils faire partie d'un projet commun, en s'associant à une cause portée par le MSRO ou simplement avoir accès à des produits de qualité? Il nous était important de bien comprendre tous les enjeux liés à la participation des membres, des bénévoles, des employés, etc. Les indicateurs que nous avons donc déterminés pour orienter notre recherche étaient liés aux motivations possibles des membres, que ce soit la solidarité, la santé, la souveraineté alimentaire, l'accès aux produits de qualité ou l'action écologique. Nous ferons l'analyse dans les chapitres suivants de ces différents indicateurs en lien avec l'expérience vécue sur le terrain.

### 3.3. La stratégie de recherche

Notre recherche qualitative s'établira selon une méthodologie inductive compréhensive. Nous tenterons d'illustrer notre stratégie de recherche en nous référant à Anadòn et Guillemette. Ceux-ci ont voulu démontrer dans leur article paru sous le nom: « La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive? » comment l'approche qualitative est normalement inductive. Notre étude de cas repose sur un organisme à but non lucratif ayant une mission sociale et il est formé d'individus ayant à cœur cette cause sociale, nous pouvons nous permettre de dire que notre recherche en est une qualitative portée par une méthodologie inductive.

« [...] la recherche qualitative se présente généralement sous la forme d'une construction souple et progressive de l'objet d'étude. Elle s'ajuste aux caractéristiques et à la complexité des phénomènes humains et sociaux. Elle met en valeur la subjectivité des chercheurs et des sujets. Elle est ouverte au monde de l'expérience, de la culture et du vécu. Elle valorise l'exploration et, enfin, elle élabore une connaissance holistique de la réalité. »  
(Anadòn et Guillemette, 2007, p.26)

Pour mieux comprendre le phénomène de l'induction nous nous référons aux recherches de Carine Villemagne (revue Recherches qualitatives, 2007).

« [...] l'induction guide la méthode globale de recherche... il apparaît que le chercheur peut faire appel à l'approche inductive à différentes étapes de recherche, de son intuition de départ puisée dans son « vécu personnel » (Chevrier, 2004), jusqu'au « construit » issu de l'analyse et de l'interprétation de données empiriques. Le choix de l'induction traduit aussi une attitude d'ouverture du chercheur à l'endroit d'un ensemble de données qui

sont recueillies et analysées, sans nécessairement prendre appui sur des théories, un cadre théorique solidement établi et préexistant. Le défi est alors de se donner une structure pour mener à bien le processus d'induction au regard de la diversité et du foisonnement possible des données. »  
(Villemagne, 2007, p. 134)

Cette recherche n'est aucunement basée sur le paradigme positiviste et objectiviste, car notre position ne sera pas externe, mais plutôt interne à la démarche. De plus, il faut ajouter l'approche compréhensive à notre méthodologie de recherche, nous tenterons de comprendre les phénomènes sociaux à même l'organisme ainsi que ses réalités subjectives et intersubjectives. Nous analyserons les différentes dimensions qui forgent le monde organisationnel, social et humain. Anadon et Guillemette nous rappellent qu'il doit y avoir une interaction entre le chercheur et les participants pour que naisse de cette interaction une compréhension construite à même les valeurs des participants et du chercheur. Autrement dit, les valeurs prennent une place importante au sein de la discussion et elles enrichissent la recherche qualitative. On ne tente pas de créer la connaissance et la théorie, on tente plutôt de comprendre les sujets d'étude pour mieux analyser notre monde social, pour avoir une meilleure conception de la réalité humaine. Nous avons énoncé les valeurs comme étant une base importante, mais les connaissances antérieures et le vécu du chercheur et des participants viennent également teinter la recherche, et ce, parce que nous ne pouvons faire abstraction de ce qui nous a formé comme être humain. Nous avons pris tous ces éléments en compte lors de l'élaboration de la méthodologie dans le but de bien définir l'épistémologie de la recherche.

### 3.4. Les méthodes utilisées pour la cueillette de données

Notre méthodologie est composée de quatre méthodes. Dans un premier temps, nous avons fait la revue de la documentation de l'organisme. Ensuite, en utilisant la méthode de l'observation participante nous sommes allés vivre une expérience terrain intrinsèque à l'organisation. Nous avons complété cette recherche par une activité de groupe de discussion et de quelques entrevues semi-dirigées. Ces pratiques nous ont permis d'élaborer une recherche qualitative avec une méthodologie de type compréhensive.

### 3.5. Contact auprès de l'organisme

L'organisme est relativement connu, nous étions au courant de son existence et avons participé à titre de bénévole. Nous avons constaté qu'il y avait un réel sens de la solidarité, que les membres semblaient heureux de se présenter sur place et que cette journée de cueillette se déroulait dans une ambiance de fête. Fait intéressant, certains producteurs étaient présents donc, les membres pouvaient non seulement les rencontrer, mais ils pouvaient également échanger et organiser une rencontre à la ferme. Par le biais de cette rencontre, les membres bénévoles pouvaient également passer la soirée à échanger avec les producteurs, ce qui m'a amenée à constater que le Marché de Solidarité permettait de réellement mettre en contact le producteur et le consommateur et pas seulement au sens littéraire.

Voilà pourquoi le choix du MSRO s'est imposé comme sujet de recherche. Nous avons donc organisé une rencontre qui a eu lieu en octobre 2010 et celle-ci nous a permis de faire

connaissance avec la Présidente de l'organisme et le Directeur général. Ils m'ont rapidement mise en confiance et ouvert les portes du MSRO. Avant tout, ils voulaient s'assurer que la question de recherche pourrait répondre également à leurs préoccupations et que le mémoire pourrait par la suite leur servir. Ils ont d'ailleurs voulu valider avec tous les membres du Conseil d'administration afin de s'assurer que tous étaient intéressés à se joindre à la démarche selon la question abordée. Tous ont accepté de participer à cette recherche et plusieurs ont semblé enthousiastes d'y collaborer. Certains semblaient attendre depuis un certain moment qu'un chercheur ou un étudiant s'intéresse au MSRO Ce qui était définitivement de bon augure. Ils ont néanmoins voulu s'assurer que nous pourrions leur livrer, à la fin du travail, le fruit de notre labeur.

### 3.6. Recensement et analyse des données bibliographiques et électroniques de l'organisation

La grande ouverture de l'organisme face à notre travail de recherche nous a permis d'avoir accès à leurs fichiers électroniques et à leurs rapports d'activités antérieurs. Il fut cependant difficile de pouvoir construire une banque de données substantielles puisque l'organisme, ayant tout juste trois ans d'existence, ne possède pas une bibliographie importante c'est pourquoi nous n'avons pas pu trouver tous les documents susceptibles d'être utiles au niveau de la recherche (par exemple statistiques d'utilisation, présentation PowerPoint de l'organisme avec historique, etc.). Toutefois, nous avons pu analyser les différents rapports d'activité (2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012) qui nous ont été remis afin de pouvoir mieux comprendre l'organisme au niveau organisationnel.

Nous avons eu accès à un document de recherche produit par Normand Bourgault, ayant pour titre « *La relation client au MSRO : une expérience humaine au cœur d'une région. Portrait et orientation.* » Cette recherche avait pour but d'aller explorer les motivations des membres à acheter au MSRO dans le but d'augmenter leur chiffre d'affaires. Cette recherche fût d'une grande aide au niveau de la création du portrait de l'organisme, ce matériel était fort pertinent et nous a permis d'aller plus en profondeur à différents niveaux.

### 3.7. L'observation participante

Nous avons participé à quatre journées de cueillette des denrées pendant le mois d'avril 2011. Normalement, ces journées se déroulent selon un horaire bien précis. À chaque jeudi de chaque semaine de 15 h à 20 h, c'est le jour de cueillette. Ceci nous a facilité la cueillette des données que nous avons faite de façon informelle et aléatoire. Au départ, nous croyions qu'il y aurait plus de temps morts, ce ne fût pas le cas, les soirées étaient fort occupées. Nous avons été présentes à 3 soirées de cueillette et à une matinée où les producteurs venaient décharger leur marchandise, moment qui nous permettait d'échanger avec les producteurs. Nous avons quand même eu plusieurs moments d'échange entre les bénévoles, nous avons pu à certains moments prendre quelques notes afin de relever les éléments importants. Comme nous étions en observation participante nous devions nous fondre dans la mêlée et tenter d'enregistrer le plus d'information possible (Soulé 2007). Néanmoins, lorsque nous discussions informellement avec les membres et les bénévoles nous leur indiquions que ces questions étaient dans le but de bien comprendre l'organisme

MSRO, et ce, dans le cadre d'un mémoire à la maîtrise en développement régional. Cette participation bénévole nous a permis de nous fondre dans le groupe et de ne pas être considérée comme observatrice externe qui vient recueillir des données. Cette façon de procéder nous permettait de nous laisser influencer par les différents mouvements, positions ou orientations des membres. Ceci nous a permis de rendre notre recherche plus ancrée sur le terrain et également plus réaliste au niveau des données. Nous avons donc questionné de façon informelle les participants, que ce soit les adhérents (clients), les bénévoles, les employés ou les producteurs. Ceci nous a donné une palette d'information des plus colorée puisque les participants voyaient l'organisme sous des angles parfois différents, parfois similaires. Notre immersion nous a permis de comprendre toutes les subtilités que nous n'aurions pu recueillir seulement par le biais d'entrevues dirigées ou semi-dirigées.

La prise de note était importante pour que l'information soit la plus complète possible. Cependant, afin de ne pas confondre les bénévoles et les participants, nous nous devions de le faire discrètement afin de ne pas nuire aux principes de la méthode. Nous avons des grilles d'observation (annexe 2) qui nous ont permis de tenir l'information la plus complète. Notre observation participante s'est entreprise de façon ouverte, déclarée et transparente, car dès le départ, notre nom circulait et nous informions les membres et bénévoles que notre présence se justifiait par notre recherche ayant pour étude de cas, le MSRO.

Dans ce contexte, comment conserver une position de chercheur alors que nous nous intégrons dans le milieu? Certains auteurs s'attardent à ce débat épistémologique de « *la primauté de l'implication interactionnelle et intersubjective sur la prétention à l'observation objective* » (Soulé, 2007). Ces deux positions se confrontent clairement dans les différentes littératures sur la méthode d'observation participante et peuvent même être identifiées comme étant un risque épistémologique. Étant déjà impliquée dans le MSRO, nous devons trouver un moyen de nous distancer de façon réaliste. Étant collée sur la matière, notre risque était de ne pas toujours adopter la position de chercheuse, notre souci était de constamment garder un certain recul nous permettant de porter un regard détaché sur l'organisme.

« Les réserves émises par certains sociologues quant à la pertinence méthodologique de l'OP se centre sur la contradiction pratique que représente le fait d'être à la fois partie prenante du jeu social et observateur distancié (Bourdieu 1978). D'un côté, le chercheur qui se distancie voit son objet « lui glisser des mains »; de l'autre, celui qui accepte une participation de près doit gérer les « risques de la subjectivation » (Favret-Saada, 1977). »  
(Soulé, 2007, p. 131)

En fait, notre mode d'implication sera sous la forme d'« *une participation intellectuellement engagée* » (Soulé, 2007).

### 3.8. Le groupe de discussion

Nous avons choisi le groupe de discussion comme méthode de recherche dans le but de recueillir des données spécifiques sur des thématiques précises telles que les forces et

limites de l'organisme, les motivations des bénévoles et des adhérents et la cause qu'ils soutiennent en côtoyant le MSRO. Selon Paul Geoffrion, « *Le groupe de discussion facilite la compréhension du comportement et des attitudes d'un groupe cible* » (Gauthier, 2009). Geoffrion dans son chapitre sur les groupes de discussion fait un excellent rapport des différents avantages du groupe de discussion, nous en ferons l'inventaire au paragraphe suivant, en les reliant à notre propre expérience.

Le fait que les questions soient ouvertes et qu'elles portent les participants à exprimer leur point de vue sans être limités, a permis aux participants de formuler leurs commentaires tout à fait librement. Ensuite, le contact direct avec les participants nous a permis de vérifier si les membres du groupe avaient bien compris le sens réel de la question. Avant ou pendant la discussion, nous pouvions revenir sur la question et nous assurer que son sens avait été bien compris par le groupe, et ce, dans le but d'orienter la discussion dans le bon sens. Il nous était également possible d'aller chercher davantage de détails sur les réponses fournies par les participants afin de bien comprendre les motifs réels des différentes réponses, toujours dans le but d'avoir un matériel des plus juste et approprié. Le groupe de discussion permet également de créer un lieu d'échange, l'interaction entre les membres est également un facteur important dans l'analyse de la discussion. Par la création d'une dynamique de groupe, par la création d'un débat, nous pouvions sentir la conviction des différents membres présents. Finalement, la flexibilité de cette méthode nous a permis d'aller chercher de l'information congruente, et ce, dans un court laps de temps.

Le groupe de discussion se devait d'être complémentaire aux méthodes de l'observation participante et de l'entrevue semi-dirigée, tout en nous permettant d'aller vérifier certaines informations qui nous auraient échappées suite à l'observation participante. Toutefois, le groupe de discussion s'est avéré des plus pertinent puisqu'il mettait les différents membres, qu'ils soient producteurs, consommateurs ou employés en interaction constante. Nous avons cependant grand besoin de la collaboration de l'organisme pour la mise en œuvre de ce groupe de discussion. L'organisme nous a donc invitées dans le cadre d'une rencontre de leur Conseil d'administration. Naturellement, ce n'était pas la situation idéale puisque ceci nous plaçait entre plusieurs points à l'ordre du jour. Les membres ont participé avec aplomb et ils ont grandement collaboré à l'avancement de la recherche.

Notre groupe était composé de huit membres provenant de l'Outaouais dont deux producteurs, un employé et de cinq bénévoles, c'était parfait pour avoir une discussion avec des opinions variées. Le but de ce groupe de discussion était d'aller vérifier les perceptions des participants en regard des différents indicateurs :

- Quelle est la cause qu'ils croient soutenir par le biais du MSRO;
- Quelles sont les motivations des adhérents de se lier à cette cause ou à la mission abordée par le MSRO
- Quelles sont les forces et les limites de l'organisme en lien avec la souveraineté alimentaire et le développement local, durable.

Le groupe de discussion nous a permis d'aller chercher de l'information primaire et des données tout à fait pertinentes au suivi de notre recherche et cette facilité était en partie due

à la formation du groupe, étant tous au fait de la mission du MSRO, étant tous engagés au sein du MSRO, ils étaient dégourdis et loquace sur le sujet.

### 3.9. Les entrevues individuelles semi-dirigées

Avec les entrevues semi-dirigées, nous voulions aller chercher le plus d'information possible pour être en mesure d'avoir le meilleur portrait possible de l'organisme et de ses membres.

« L'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé. »

(Gauthier, 2009, p. 340)

Nous avons donc choisi quatre personnes à interviewer, deux producteurs et deux employés. Ces personnes ont été stratégiquement choisies en lien avec leur engagement au cœur du Marché de solidarité régionale de l'Outaouais.

Enfin, nous jugeons donc que ces quatre méthodes nous ont permis d'élaborer notre recherche en répondant à notre question de recherche. Loin de nous l'idée d'élaborer une théorie en lien avec le développement local et durable, ce que nous souhaitons c'est de démontrer comment le MSRO peut être un outil de développement local et durable. Nous voulons également vérifier s'il peut être un moyen que peuvent se donner les citoyens de

l'Outaouais pour contribuer à l'essor économique local dans une perspective environnementale et sociale, et ce, dans un esprit de solidarité.

### 3.10. L'analyse des données

Nous avons donc choisi de relier les différents concepts identifiés plus haut, la souveraineté alimentaire, la solidarité, les principes environnementaux, le développement durable et local aux données que nous avons recueillies dans les différentes activités de recherche.

En ce qui concerne l'analyse de l'observation participante, nous avons donc étudié nos grilles d'observation en utilisant une grille d'analyse appropriée qui intégrait les différents objets d'observation. Nous avons ensuite procédé à l'analyse des données du groupe de discussion en utilisant le procès-verbal. Nous avons procédé de la même façon pour les entrevues semi-dirigées, pour finalement en venir à la présentation des données qui suivra dans au chapitre de l'analyse. Selon Blais et Martineau, il est impératif de procéder à ces phase afin de « [...] *donner un sens à un corpus de données brutes, mais complexes dans le but de faire émerger des catégories favorisant la production de nouvelles connaissances en recherche.* » (Blais, Martineau, 2006, p.2)

Selon ces deux auteurs, le sens doit être au centre de l'analyse inductive, c'est-à-dire de partir des données brutes afin de les transformer en un schéma précis et cohérent. En croisant les différentes données, en les interprétant et en les associant aux concepts clés de la recherche, nous forgeons ainsi notre pensée et nous donnons un sens à l'activité de

recherche. Selon Blais et Martineau, le sens est une activité herméneutique, une construction mentale développée à la suite d'une expérience.

« En schématisant et en simplifiant, il est possible d'identifier quelques caractéristiques du processus de construction de sens (Barbier et Galatanu, 2000) : il peut être tout autant cognitif qu'affectif; il se réalise sur la base d'une certaine tradition interprétative; il implique une mise en relation des représentations préalables avec des nouvelles; il implique aussi une opération de qualification des nouvelles expériences ou des nouvelles interprétations au regard des anciennes; il conduit à une transformation des représentations, pour aboutir à une modification de l'identité de l'acteur qui construit du sens. »

(Blais, Martineau, 2006, p. 3)

L'analyse inductive nous amène également à traiter les données qualitatives selon différentes démarches, par exemple, par la lecture des différentes grilles d'observations ou des verbatim, en les interprétant et en faisant ressortir les différentes catégories ceci nous permet de classifier l'information. Toujours selon Blais et Martineau, l'analyse inductive permet de mettre de l'avant trois procédures systématiques dans une recherche qualitative :

- « 1- de condenser des données brutes, variées et nombreuses, dans un format résumé;
- 2- d'établir des liens entre les objectifs de la recherche et les catégories découlant des données brutes;
- 3- de développer un cadre de référence ou un modèle à partir des nouvelles catégories émergentes; » (Blais et Martineau, 2006, p. 4)

Nous avons continuellement gardé en tête qu'il nous fallait guider notre analyse toujours en rapport avec notre question et nos objectifs de recherche. Il est impératif de ne pas se laisser influencer par les réponses souhaitées. Finalement, l'induction est un procédé qui

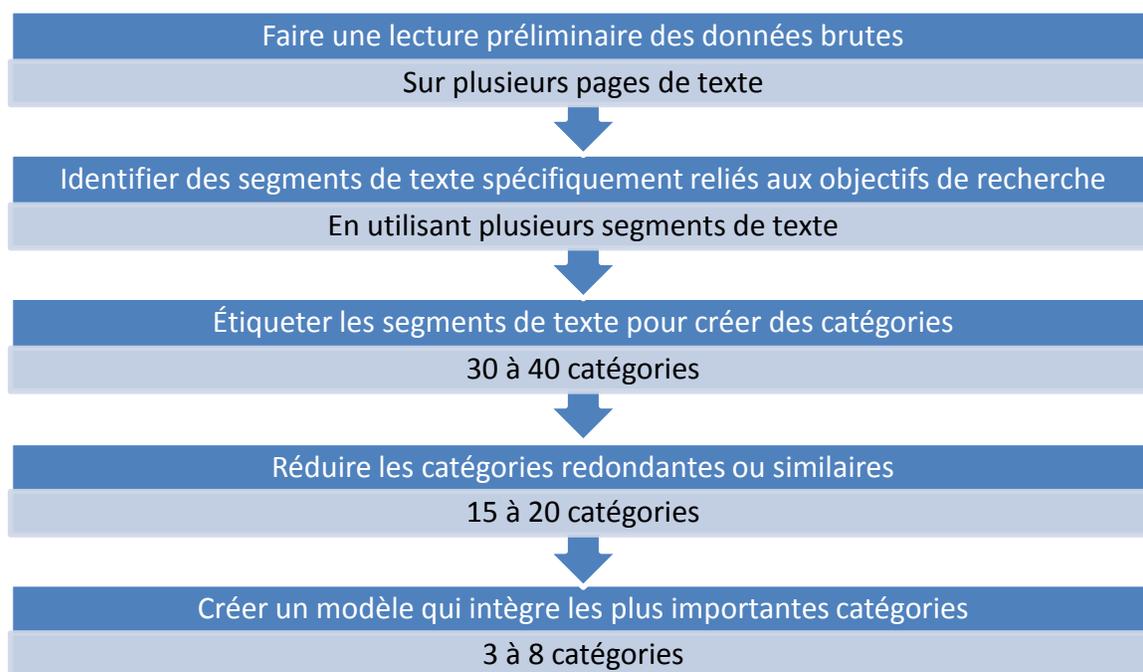
nous amène à « passer du spécifique vers le général », nous allons donc forger nos idées par généralisation plutôt qu'en tentant de démontrer la preuve.

Nous avons procédé tel que Blais et Martineau le suggère dans leur texte sur l'analyse inductive, soit en respectant les quatre étapes du « processus inductif de codification ». Dans un premier temps, nous avons fait un ménage des données brutes, en les formatant pour qu'elles soient relativement conformes. Nous avons classé les données par dossier selon la méthode choisie, chaque document est imprimé, annoté et classé. Dans un deuxième temps, nous avons fait une lecture des différentes données et nous avons relu à plusieurs reprises jusqu'à une maîtrise totale du texte. Nous avons fait des résumés des différentes approches afin d'être familière avec l'ensemble des textes. Les auteurs croient que le but est d'aller chercher la signification réelle des données brutes à partir des objectifs de recherche pour finalement dégager les catégories les plus probantes, et ce, toujours en les rattachant aux objectifs de recherche. La troisième étape consistait à identifier les premières catégories et en étiquetant via un mot ou une phrase, les catégories dans le but d'aller chercher des unités de sens. Les premières catégories devaient être associées à l'objectif de recherche.

« Les autres niveaux (de catégories) proviennent des lectures répétitives des données brutes, souvent liées à un codage in vivo. Ainsi, dans le processus de codification inductif, les catégories sont généralement créées à partir des phrases ou des sens trouvés dans les portions de texte. »  
(Blais et Martineau, 2006, p. 8)

Nos grilles d'analyse ont facilité cette classification. La dernière étape consistait à réviser les différentes catégories et en faire ressortir les éléments marquants, soit par le biais de citations ou par association avec d'autres catégories, cela dans le but de donner un sens aux données brutes.

Tableau 3: Le processus de codification menant à la réduction des données



Source : Blais et Martineau (2006, p.9) adapté de Thomas (2006, p. 242) et de Creswell (2002, p. 266)

Finalement, l'analyse inductive nous permet de faire parler les données brutes pour que nous puissions en extraire tout le sens. En traitant les données qualitatives, en les inter reliant et en les ramenant toujours à l'objectif de recherche, ceci nous permet de fermer la boucle et de donner un sens à la recherche. Les méthodes de recherche choisies nous ont permis d'aller plus loin dans la compréhension de l'organisme.



#### **4. Analyse des données**

Au chapitre de l'analyse, nous étudierons le cas du MSRO en le regardant sous la loupe de notre cadre conceptuel. Nous analyserons donc le Marché de solidarité régional de l'Outaouais en l'associant aux concepts de développement durable et local ainsi qu'au concept de souveraineté alimentaire. Après avoir mis la table en façonnant le portrait et l'historique de l'organisme, nous diviserons notre analyse en trois dimensions; la dimension de la gouvernance organisationnelle, la dimension économique et la dimension de l'enracinement dans la collectivité locale et les indicateurs sous-jacents (p. 62).

Lorsque nous aborderons la dimension organisationnelle, nous tenterons tout d'abord d'étudier sa gouvernance, ses ressources humaines, ses membres, etc. dans le but de mieux comprendre la gouvernance organisationnelle de l'organisme et sa capacité de rendre compte des principes du développement local et durable ainsi que de la souveraineté alimentaire.

Dans un deuxième temps, nous nous arrêterons sur la dimension économique. Même si le MSRO est un organisme sans but lucratif, il est également une entreprise d'économie sociale et une coopérative de solidarité ce qui veut donc dire que la dynamique économique est tout de même un enjeu de base. Même s'il ne fait pas de profit, à proprement parlé, il doit s'assurer d'être viable, dans un premier temps, pour être en mesure de couvrir ses

dépenses, dans un deuxième temps, pour pouvoir innover, se développer et enfin pour pouvoir réinvestir dans la collectivité lorsque les assises sont bien solides.

Nous terminerons avec la dimension de l'enracinement dans la collectivité locale, nous tenterons de déterminer comment l'organisme réussit à se fondre dans notre paysage régional, comment s'inscrit-il dans un développement local et durable, etc. Ces éléments d'analyse viendront compléter notre recherche compréhensive et nous permettront de mieux saisir l'outil de développement local et durable qu'est le Marché de Solidarité régionale de l'Outaouais.

#### 4.1. Historique et portrait du MSRO

La constitution de l'organisme s'est réalisée lors de l'Assemblée générale de constitution le 22 mai 2008. Les bénévoles du MSRO ont mis en route l'organisme lors de son premier jour de cueillette, le 17 juillet 2008. Cet organisme régional est issu d'une mobilisation citoyenne. Leur première démarche qui a eu lieu à l'hiver 2008 a consisté à rassembler, dans le cadre d'une rencontre, un groupe de citoyens et de producteurs intéressés à la cause de l'agriculture régionale et à l'accès aux produits régionaux. Cette rencontre devait jeter les bases de la création du Marché régional de Solidarité de l'Outaouais. Il est à noter qu'une des fondatrices avait déjà vécu l'expérience d'un Marché de Solidarité à Sherbrooke et qu'elle s'est basée sur ce modèle pour développer le MSRO. C'est d'ailleurs ainsi que le

MSRO a été fondé sous forme d'une coopérative de solidarité<sup>16</sup>. L'Organisme a d'ailleurs été soutenu par la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) lors de sa fondation. La CDROL a comme mission de soutenir le développement des coopératives dans les deux régions adjacentes, de faciliter la coopération entre les différentes coopératives et de faire la promotion des différentes coopératives afin de sensibiliser et de valoriser la coopération auprès de la population (source : Site web CDROL). La CDROL fût donc un partenaire clé lors de la création du MSRO et ils ont certainement eu une influence sur le fait que le MSRO se soit développé sous la forme d'une coopérative de solidarité.

La mission du MSRO consiste à rendre accessibles les produits de la région à la population de l'Outaouais en créant un lien direct entre les consommateurs et les producteurs dans le but d'encourager le développement régional, l'esprit de communauté, de solidarité et de responsabilité environnementale. Leurs valeurs sont la coopération, la solidarité, l'équité, le respect de l'environnement, la consommation responsable ainsi que la convivialité entre producteurs et consommateurs.

Voici les objectifs de l'organisme :

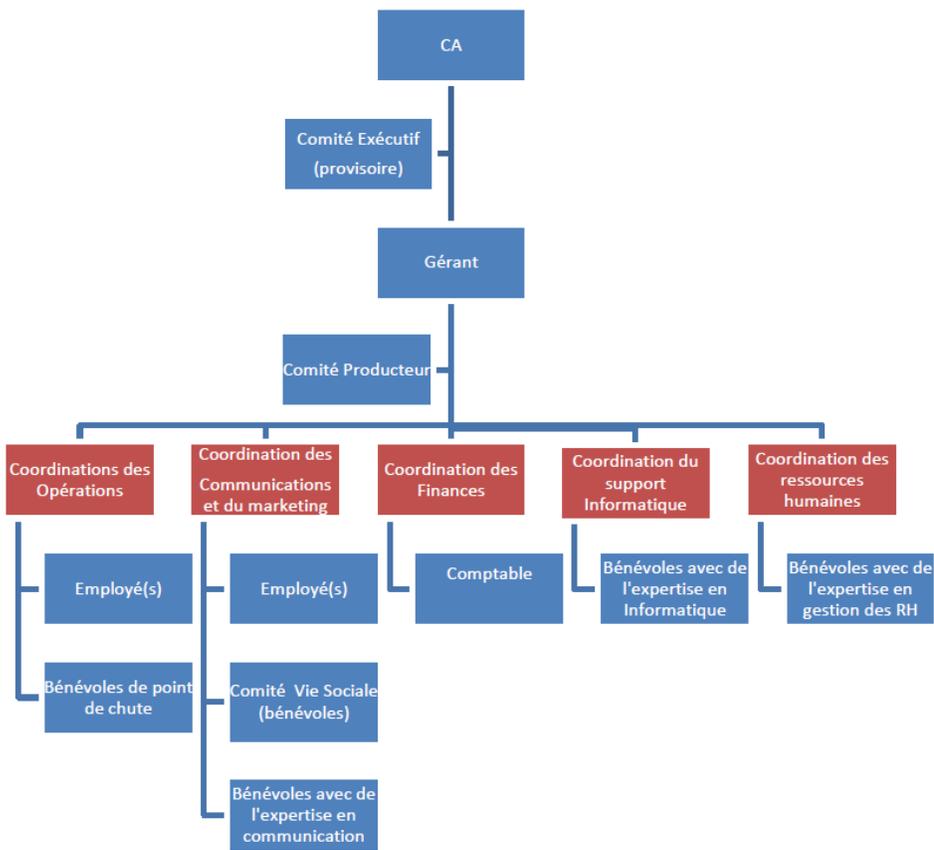
- Rendre accessible la production alimentaire régionale à la population de l'Outaouais;
- Offrir un prix équitable tant pour le producteur que le consommateur;

---

<sup>16</sup> Selon la division gouvernementale du « Développement Économique, Innovation et Exportation du Québec », une coopérative de solidarité se définit par ses différents partenariats ainsi que par la diversité de son membership. Elle rejoint autant les membres utilisateurs que les membres travailleurs et elle se compose autour d'activités qui sont supportées par le milieu.

- Réduire l'impact de notre consommation sur l'environnement;
- Participer au développement d'un réseau national de Marchés de solidarité;
- Encourager la relève agricole afin de freiner l'exode rural des jeunes.

Figure 3: Organigramme du MSRO



(Source : rapport d'activités MSRO 2012-2013, p. 5).

Plusieurs acteurs animent le Marché de Solidarité Régional de l'Outaouais, cette coopérative de solidarité est formée de membres qui croient profondément dans la mission de l'organisme.

L'organisme est davantage orienté vers le capital humain que vers le capital financier. Non seulement il est formé de membres appartenant à une collectivité, mais il permet l'interaction entre ces membres. Notre analyse nous a permis de constater que ce sont des humanistes « convaincus » d'un système orienté vers les valeurs humaines, environnementales et sociales qui s'associent au MSRO. Que ce soit au niveau des

membres du Conseil d'administration, des consommateurs, des producteurs ou des bénévoles, tous ceux qui font du MSRO une réussite y sont intimement liés d'une façon ou d'une autre.

« ...je fais du bénévolat et je crois définitivement au marché, à la qualité des produits. J'aime participer à ce projet, une alternative selon moi aux supermarchés actuels, je m'intéresse à cette initiative citoyenne. Je veux un mode d'agriculture respectueux de l'environnement et des humains. Je commande deux semaines sur trois... »

(Bénévole #2, observation participante du 21 avril 2011)

Le consommateur qui devient membre du MSRO a fait le choix de s'associer à l'organisme. Contrairement à un consommateur qui se rend au dans une grande chaîne d'alimentation seulement pour ses besoins personnels, quand on adhère au MSRO on s'associe à la cause qu'il défend soit, la desserte de produits régionaux de qualité, la création d'un lien entre le consommateur et le producteur et le soutien d'une économie et d'une agriculture locale respectueuse de l'environnement.

Comme tout organisme sans but lucratif, la Coopérative de solidarité est régie en Assemblée générale annuelle. C'est l'Assemblée des membres qui élit et mandate un Conseil d'administration à gouverner l'organisme avec une gestion saine et efficace. C'est le coordonnateur qui doit régir l'organisme, veiller à son bon fonctionnement, coordonner le plan d'action et encadrer les employés et les bénévoles. Deux permanents veillent à la saine gestion et au bon fonctionnement du MSRO.

Comme mentionné par le directeur de la CDROL, le MSRO est une coopérative de consommateurs et non une coopérative de producteurs, ceci implique que le nombre de producteurs au Conseil d'administration (CA) est minime comparé au nombre de membres consommateurs. Le CA est composé de sept membres, deux membres producteurs, un membre travailleur et quatre membres consommateurs. Il a cependant été mentionné par un partenaire que certains producteurs désireraient avoir une plus grande place au niveau décisionnel, afin que le MSRO réponde davantage à leurs besoins. Selon le directeur, la composition du CA est représentative de l'organisme. Il faut cependant ajouter que les producteurs ont tout de même leur propre influence au sein du MSRO, leur opinion est considérée, car ils font partie du moteur du MSRO, cette influence leur a permis d'avoir des représentants producteurs au sein du conseil d'administration.

Le fonctionnement du MSRO est assez simple mais les efforts sont concentrés autour de la livraison des producteurs et de la cueillette par les membres. Lors des soirées de cueillette, une employée temporaire s'occupe d'encadrer les différents bénévoles. Cette supervision demande beaucoup de gestion parce que les nouveaux bénévoles s'ajoutent constamment à l'équipe, la superviseuse doit les rencontrer, les former et les intégrer au milieu de vie qu'est le MSRO. La formation consiste à identifier les sections de produits et expliquer le fonctionnement général. Considérant qu'il y ait une quarantaine de producteurs, retracer chacun de ces producteurs n'est pas tâche facile, chacun des producteurs a sa place que ce soit au niveau des congélateurs, des frigidaires ou des tablettes. Cette personne qui s'occupe des bénévoles est donc la personne de référence pendant la soirée de cueillette, ce qui l'amène à répondre aux différentes questions pendant la soirée. Nous avons tenté

l'expérience et nous avons rapidement constaté que la donne avait changé. Autrefois (en 2008), le MSRO ne comprenait que 18 producteurs, alors qu'aujourd'hui, la cinquantaine de producteurs peut donner du fil à retordre aux bénévoles. Sachant qu'il y a un énorme frigidaire, un énorme congélateur et quelques frigidaires supplémentaires ce n'est pas chose facile que de s'y retrouver. La tâche du bénévole est d'accueillir le membre, de lui sortir la liste des achats ou de prendre la copie de la facture du membre et d'aller chercher les produits pour les amener au comptoir, le membre passe ensuite à la caisse qui est gérée par le coordonnateur.

Il y a également les matinées du jeudi et vendredi qui nécessite une bonne équipe de bénévoles. Considérant que l'organisme reçoit quantité de produits en peu de temps, les permanents ont besoin d'une équipe de bénévoles pour recevoir les producteurs et les orienter. Pour certains producteurs, ils fonctionnent avec un système de sacs de victuailles qui regroupent plusieurs produits de producteurs différents, ce mode de fonctionnement diminue la tâche et le va-et-vient lors des soirées de cueillette. Le système par sac permet de regrouper divers produits pour éviter aux bénévoles d'avoir à courir pour chercher les différents produits aux différents endroits dans le local. Ce système demande du temps de préparation, c'est pourquoi la coordination nécessite une équipe en place pour recevoir les producteurs, mais pour également faire le montage des sacs de victuailles. Nous avons pu observer le fonctionnement pendant une matinée et étonnamment, le climat est beaucoup plus calme le matin que lors des soirées de cueillette. Il régnait une ambiance de camaraderie, les bénévoles avaient du temps pour discuter tranquillement. Les producteurs se succédaient, mais certains prenaient le temps de discuter et d'échanger pendant qu'ils

déchargeaient leur marchandise aidés par les bénévoles. Le tout se déroulant dans le calme et la bonne humeur.

#### 4.2. Gouvernance organisationnelle

Nous commençons notre analyse avec la dimension organisationnelle, et ce, pour bien comprendre l'organisme avant d'explorer la dimension économique et celle de l'enracinement dans la collectivité locale. La dimension organisationnelle touche davantage les valeurs organisationnelles, le fonctionnement et la gouvernance de l'organisme. Nous explorerons donc le fonctionnement interne de l'organisme, que ce soit au niveau du Conseil d'administration, du membership et des divers comités.

En matière de développement durable, le MSRO valorise et favorise les entreprises qui ont des pratiques responsables et durables. Lorsque le comité analyse le dossier des producteurs, ils se basent sur une grille de critères orientés vers huit conditions d'admission touchant notamment, le territoire, le prix de vente, l'accès, la quantité et la qualité des produits ainsi que l'agriculture raisonnée et responsable. Lors de nos entrevues, de notre observation participante et de notre groupe de discussion, nous avons bien compris à quel point la protection de l'environnement est au cœur des préoccupations du MSRO.

« On ne veut pas trop de pesticide, des poules pas entassées par-dessus l'autre, le bien-être des animaux et pas d'utilisation d'hormones. Ce que les producteurs font ne devrait pas nuire au futur de leur environnement. »  
(Participant #3, groupe de discussion, 2011)

C'est pourquoi ils tiennent à être fidèles à leurs conditions d'admission, ils ne souhaitent pas avoir à tout prix des producteurs locaux pour augmenter leur variété de produits, ils veulent d'abord choisir des producteurs respectueux de l'environnement. Certains croient même que le MSRO pourrait être plus sévère sur certaines normes par exemple en évitant le plastique ou en utilisant des emballages recyclés ils sont néanmoins conscients que l'implantation de telles normes doit se faire progressivement.

« La dynamique de développement durable ça passe par les individus, le MSRO est un premier pas vers le changement des comportements des gens pour faire des meilleurs choix. Plus les gens l'adoptent (le changement) meilleur ce sera. » (Participant # 7, groupe de discussion, 2011)

Un des participants a énoncé que l'organisme se doit d'être un catalyseur de bonnes intentions, la présence de l'organisme dans le milieu permet aux participants de poser des actions concrètes en matière d'environnement.

Le lien avec le développement durable est au cœur des préoccupations pour les membres du Conseil d'administration. Les cinq sphères du développement durable c'est-à-dire, l'identité, le territoire, le social, l'environnement et l'économie sont toutes complètement assumées par l'organisme, et les objectifs de l'organisme s'inscrivent directement dans une démarche de développement local. Rappelons que Houée (2001) a défini le développement local comme étant une démarche des différents acteurs locaux ayant pour but de mettre en valeur une communauté, que ce soit en rapport avec les questions économiques, culturelles, sociales ou politiques, ce mouvement des forces créant une synergie dans le milieu. C'est

une telle synergie que les fondateurs du MSRO ont voulu développer en ralliant les membres de la communauté autour d'un commerce de produits régionaux. La mise en relation des producteurs avec les consommateurs est en soi du développement local puisque l'organisme est créateur d'une synergie entre les différents acteurs de la communauté. Selon les membres du Conseil d'administration, l'organisme, par son action, revitalise l'agriculture de l'Outaouais et fait aussi la promotion de cette agriculture régionale. Actuellement, l'organisme contribue à la pérennité de certaines entreprises agricoles et il fait en sorte que certaines d'entre elles soient viables sans quoi, elles auraient beaucoup de difficultés à survivre. Voilà pourquoi nous constatons que cet organisme est un organe vivant et son action contribue au développement local et régional que ce soit au niveau économique ou social.

#### 4.2.3. Le Conseil d'administration

Nous avons observé un peu plus haut que les membres sont engagés dans la mission du MSRO. Les membres du Conseil d'administration sont très impliqués au niveau opérationnel. Un CA très impliqué au niveau opérationnel comporte des aspects positifs et certaines difficultés. L'aspect positif est relié à cet engagement hors du commun, les membres du CA croient dans la cause et ils sont là pour le bien de l'organisme. Ils veulent le développer et ils veulent participer activement à ce développement, ils veulent prendre part aux décisions et intervenir au niveau des formalités opérationnelles. Considérant que notre groupe de discussion était composé majoritairement de membres du CA (6 personnes/8 personnes) nous avons pu constater au fil de la discussion que les membres du

CA semblaient bien comprendre les enjeux du MSRO. Nous avons rapidement saisi qu'ils avaient une grande capacité de gestion, non seulement ils comprenaient bien les enjeux du MSRO mais ils étaient également capables de donner les orientations et de soutenir la vision et les valeurs du MSRO. Les intérêts du MSRO étaient au centre de la discussion, jamais nous n'avons senti que les intérêts personnels venaient interagir dans les décisions. Le MSRO a un CA qui est apte à réfléchir collectivement aux conditions menant à l'amélioration de l'organisme et à mettre en place tous les moyens possibles à la réalisation de sa mission.

Lors de l'analyse des données, notre réflexion et les liens que nous avons faits nous ont permis de faire ressortir certains éléments marquants de cette rencontre. Notamment lorsqu'un des producteurs présents insistait sur l'importance d'entrer en relation avec les consommateurs, pour lui, le MSRO permettait cette connexion et devait faire fructifier ce type d'interaction. Nous avons pu constater que la dimension territoriale du développement durable tel que défini par Theys (2002) était également un enjeu majeur et cette question revenait constamment dans le cadre de la discussion. Une organisation telle que le MSRO doit développer un lien direct avec sa région, car il a comme mission de faire des liens sur son territoire. L'appartenance au territoire est donc l'incontournable d'une démarche de développement local. Cependant, le territoire « local », la conception du « local » n'est pas la même pour tous, certains auraient considéré Ottawa et ses environs comme faisant partie de la communauté locale tandis que d'autres attachaient beaucoup d'importance à rester sur le territoire de l'Outaouais. Le soutien aux entreprises locales et même à la relève agricole semblait faire l'unanimité. La question de développer l'offre régionale s'est insérée dans la

discussion, certains ont mentionné qu'il existait des coops d'agriculteurs, mais qu'avant le MSRO il n'y avait aucune coop de consommateurs (reliée à l'agriculture locale). La synergie régionale créée par le MSRO en reliant le monde urbain au monde rural, en mettant à contribution les ressources de l'agriculture aux besoins alimentaires des citoyens urbains et en mettant à contribution les ressources financières des citoyens urbains au profit des agriculteurs ruraux permet au MSRO de réellement contribuer au développement local.

Dans une perspective environnementale et durable, il faut également souligner que les participants au groupe de discussion ont énoncé l'idée qu'en mettant à disposition un guichet unique pour les citoyens, ceci leur évite du transport vers les producteurs et rend l'accès plus aisé aux produits frais et locaux.

« On n'a pas toujours le temps d'aller chercher (des produits) chez chaque producteur, on peut faire confiance au MSRO pour faire ce type d'évaluation. Ça facilite la tâche pour avoir des trucs locaux et bios, une diversité. »

(Membre du CA, groupe de discussion, 2011)

Vous constaterez par cette discussion que ce type de conseil d'administration peut être très motivant pour une direction, la direction se sentant appuyée et soutenue en rapport avec la réalisation de la mission. Les orientations sont claires et bien comprises. Lors de l'Assemblée générale annuelle à laquelle nous avons participé le 14 mai 2012, nous avons pu constater la confiance régnant entre le CA et ses membres. Les membres étaient au rendez-vous en grand nombre, nous avons compté plus d'une quarantaine de membres producteurs et consommateurs sur place

Toutefois, au nombre des difficultés rencontrées lors de nos entrevues semi-dirigées, nous avons pu comprendre qu'un CA très engagé peut devenir un problème lorsque les ressources humaines ne peuvent prendre des décisions sans avoir à se référer constamment au CA, cette situation peut paralyser les employés. En date de nos entrevues en 2011, le CA était très engagé et jusqu'à un certain point, il semblait s'immiscer trop intensivement dans les décisions opérationnelles. Le CA doit être présent pour établir des politiques, pour intervenir auprès des instances politiques, pour s'assurer de la mise en œuvre du plan d'action ainsi que pour mettre en place des stratégies de développement. Dans ce cas-ci, le CA semblait avoir un droit de regard sur la majorité des décisions. Dans ce type de situation, il devient difficile pour la direction de réagir et d'amener des changements rapidement. Au tout début, les bénévoles ont eu la lourde tâche d'aller chercher le financement nécessaire, de trouver des bénévoles, de créer un site web (le moteur de vente), de trouver les producteurs, d'analyser les produits et de se créer un membership, tout ceci avant d'avoir engagé les ressources humaines. C'est seulement après avoir ajusté la machine opérationnelle pendant quelques mois qu'ils ont embauché une coordonnatrice. C'est pourquoi le CA s'est développé sa propre culture d'engagement au niveau des décisions.

Malgré ces inconvénients, nous constatons que le CA du MSRO est définitivement engagé au niveau des enjeux reliés au développement local et durable, le transport, la provenance des produits, l'agriculture responsable et durable, l'offre régionale sont tous des préoccupations sous la loupe du MSRO. Dès le début, les membres du CA ont su dégager une mission et des orientations claires en lien avec le développement local et durable et par

la suite ils ont su ancrer ces principes et les rendre vivants dans les pratiques quotidiennes de l'organisme

#### 4.2.4. Les ressources humaines

Nous avons parlé des membres du Conseil d'administration qui est le cœur de l'organisation, mais les permanents veillent également au bon fonctionnement de l'organisme. En 2011, l'organisme avait deux employés permanents ainsi qu'une coordonnatrice lors des soirées de cueillette et ils ont parfois des étudiants en stage.

Quand le coordonnateur (celui présent lors de nos entrevues en 2011), a pris le poste, cela faisait plus d'un mois et demi qu'il n'y avait personne en poste, ce qui a fait que le CA a dû prendre beaucoup de place au niveau opérationnel. Le CA était lui-même tout nouveau, les membres du conseil précédant ayant presque tous quitté en même temps, il restait qu'un seul membre de la vieille garde. Le coordonnateur faisait donc face à une nouvelle équipe et un nouveau CA c'était donc du nouveau pour tout le monde. Malheureusement, il ne restait que très peu de mémoire corporative qui eut pu lui être d'une grande aide pour son intégration. Au début de notre recherche, nous n'avions accès qu'aux rapports d'activité des AGA, nous n'avions malheureusement pas accès à de l'information pertinente reliée à la création de l'organisation.

Cette situation nous amène à croire que ce manque de mémoire corporative et de documents archivés peut en venir à créer une difficulté d'intégration des nouveaux

employés ou nouveaux membres du CA. Actuellement, les conséquences n'ont pas été trop grandes parce qu'il y avait toujours un ancien pour pallier au manque d'information. Il en reste que les nouveaux (membre ou personnel) peuvent avoir un certain mal à bien saisir la vision globale s'ils ne connaissent pas les principes fondateurs de l'organisme. Qu'arrivera-t-il dans 10 ans si l'organisme souhaite faire le bilan de son évolution? Il sera difficile de retracer les données de l'organisme, car il semble n'y avoir aucun système d'archivage. Bourry-Brisset (1999) qui a rédigé un essai à propos de la gestion des connaissances croit qu'afin de rendre pérenne l'organisation, afin de conserver une mémoire corporative, il en va de soi qu'un système d'archivage est nécessaire et il serait définitivement un atout au sein du MSRO. Selon l'auteur, trop d'organisations n'utilisent pas assez efficacement la masse d'informations qui restent en dormance, l'intégration cohérente de ces informations constitue la mémoire corporative d'une organisation et cette mémoire permet une exploitation intelligente des données. C'est certainement avec cette intention que l'organisme a développé en 2012 le guide des membres. Le document d'une quinzaine de pages s'adresse aux membres et fait part autant de la mission et des orientations que du fonctionnement général du MSRO, il explique notamment la position des membres producteurs au sein du MSRO et il fait part de la politique de prix et des frais de gestion. Ce document est somme toute assez complet et peut bien faire comprendre « l'ABC » du MSRO aux nouveaux membres.

Nous avons également noté une certaine évolution dans les deux dernières années avec la création d'un plan directeur 2013-2015 élaboré au début de l'an 2013. Le plan directeur énonce la mission et les objectifs de l'organisme, mais il va plus loin en élaborant sur les

orientations et les objectifs stratégiques pour les deux prochaines années. L'objectif du plan directeur vise à fournir une direction au CA et aux employés ainsi que de mettre en œuvre de façon efficace les différents services et activités (Plan directeur 2013-2015 p. 3). Des indicateurs sont attachés aux objectifs ce qui nous laisse croire qu'une forme de suivi permettra de tenir compte de l'atteinte des résultats. Considérant que les objectifs sont majoritairement orientés vers la question des finances, nous y reviendrons plus bas, au chapitre des finances.

#### 4.2.5. Les bénévoles

Dès les débuts, le MSRO s'est appuyé sur une équipe solide de bénévoles. De prime abord, l'organisme était tenu à bout de bras par onze bénévoles. En 2012-2013, ils avaient plus d'une centaine de bénévoles. L'organisme repose en grande partie sur les bénévoles qui le composent, que ce soit au niveau des différents comités que nous énoncerons un peu plus bas, que ce soit lors des jours de cueillette ou au niveau du Conseil d'administration. Les bénévoles semblent être la pierre angulaire de l'organisme.

« Voici ce que les bénévoles du MSRO représentent en chiffres,  
1 750 heures lors des journées de cueillettes;  
350 heures de rencontres passées en comité;  
110 heures passées à promouvoir le Marché lors d'événements; »  
(Rapport annuel MSRO 2012-2013, p. 12)

L'ambiance pendant les jours de cueillette est définitivement à la fête, les bénévoles sont tous enthousiastes et semblent heureux d'être présents pour donner un coup de main, on sent réellement une bonhomie et une candeur à participer aux soirées de cueillette. Ce n'est

pas seulement un moment où nous allons recueillir les denrées, c'est également un « happening ». Ils peuvent se retrouver à plus de sept à huit bénévoles pendant une soirée, ils apprennent tous à se connaître et peuvent discuter pendant les temps morts.

Lors de notre observation participante en soirée, nous avons également pu constater que les bénévoles sont très engagés envers l'organisme, ils prennent part à la cause portée par le MSRO, soit le développement local et durable ainsi que l'esprit de communauté et de solidarité. L'esprit de communauté semble être très présent, l'engagement dépassait l'intérêt personnel, la majorité d'entre eux étaient engagés collectivement envers la cause.

« On fait du bénévolat parce que l'on est dédié à la cause, c'est plus que juste venir chercher sa commande, on échange et on partage une cause avec ceux qui nous entourent. Je fais du bénévolat depuis deux ans et je suis un consommateur régulier. »  
(Bénévole #1, observation participante du 21 avril 2011)

Il était intéressant de constater la diversité des bénévoles présents, nous y avons rencontré autant des retraités que des jeunes ou des gens qui s'y rendent avec l'objectif de se réinsérer dans la société, toute cette communauté se rassemble une fois par semaine et s'active autour des différentes tâches pendant les journées de cueillette. Les gens que nous avons rencontrés étaient de différentes catégories sociales. Nous n'avons pas rencontré que des jeunes altermondialistes mais nous avons rencontré des aînés désirant faire du bénévolat et s'investir de cette mission, des jeunes, des gens plus favorisés et d'autres beaucoup moins. Nous avons quand même remarqué beaucoup de jeunes mamans, mais l'ensemble des bénévoles était plutôt varié en représentation. Cela dit, les valeurs peuvent être partagées, que l'on soit jeune ou retraité, que l'on soit favorisé financièrement ou non, que l'on soit de

toute catégorie sociale, le MSRO est inclusif. Nous avons aussi rencontré un jeune souffrant de problèmes de santé, il a décidé de se joindre au MSRO pour se réintégrer tranquillement à la société. « *J'ai décidé de donner du temps au MSRO, dans le but de voir du monde et de sortir de chez moi.* » (Bénévole #2, observation participante du 28 avril 2011).

Finalement, le MSRO rejoint des membres qui choisissent de ne pas être de simples consommateurs, mais qui s'impliquent avec beaucoup d'énergie et d'entrain, qui contribuent à ce que le jour de cueillette devienne plus qu'un jour de marché, qu'il devienne également un milieu de vie. On nous a dit que lorsqu'on fait du bénévolat au MSRO ce n'est pas une corvée, c'est un moment de partage, un lieu d'échange et ces échanges contribuent à la conscientisation des membres.

#### 4.2.6. Les membres consommateurs

Les adhérents du MSRO se répartissent en deux catégories, les consommateurs et les producteurs. Ce sont eux qui permettent au MSRO d'être et de croître. Nous dresserons plus bas un portrait des producteurs associés. Ici les membres consommateurs pourraient être également nommés membre « consomm-acteur » (terme entendu lors du groupe de discussion) puisqu'en adhérant au Marché de solidarité, ils ne sont pas que consommateurs, ils s'inscrivent dans une logique de développement local et durable.

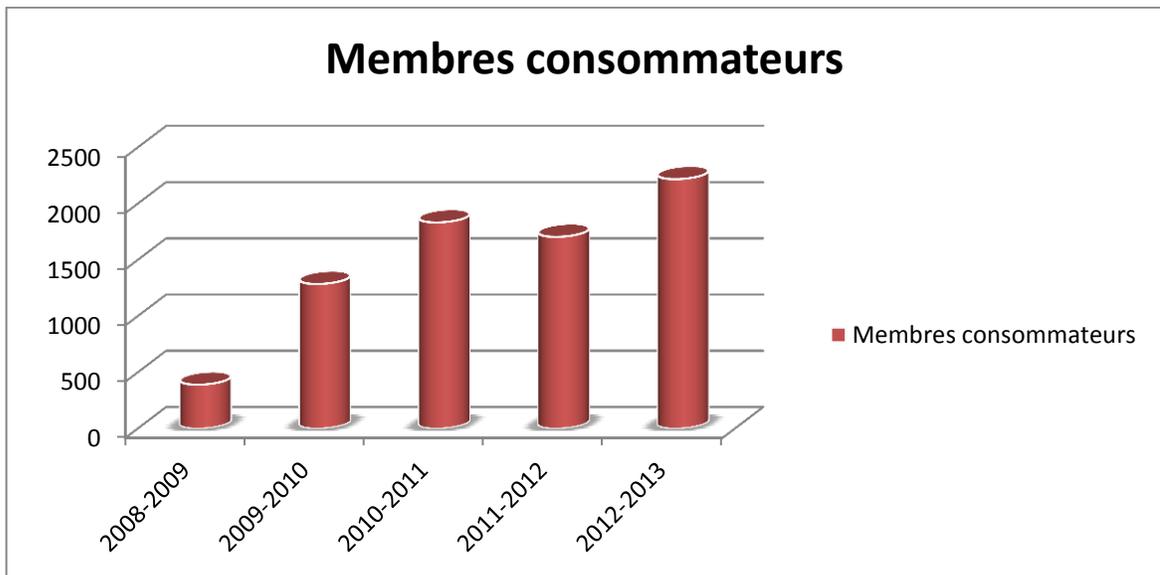


Figure 4: Statistiques des membres consommateurs

Il est intéressant de constater l'augmentation du nombre de membres annuellement, considérant que le MSRO n'investit pas de grandes sommes au niveau de la promotion et des communication, nous considérons que le bouche-à-oreille a fait son œuvre, les convertis en convertissent d'autres, et ainsi de suite, c'est une roue qui tourne. Cette convergence des membres vers le MSRO est relativement normale puisque c'est un petit milieu où les individus qui sont sensibles à la cause du développement local et durable partagent normalement ces valeurs avec leur entourage, ils deviennent donc promoteurs de l'organisme.

On retrouve deux types de consommateurs, ceux qui sont très impliqués et qui joignent les comités et travaillent à la réalisation de la mission du MSRO et les autres sont plutôt spectateurs et leur engagement s'arrête à la consommation et à l'achat de produits du

MSRO. La majorité des membres rencontrés en observation participante ne faisaient pas que consommer les produits, ils adhéraient à la mission du MSRO. Il était fascinant de constater que sans s'être consultés, ils semblaient tous adhérer à l'organisme pour les mêmes raisons telles que :

- Action écologique et responsable;
- Agriculture soutenue par la communauté;
- Solidaire envers l'économie locale;
- Élimination du transport (importations) donc réduction des gaz à effet de serre;
- Bons produits sains (sans pesticide ni hormone et gamme de produits biologiques)

Lorsque l'on parle aux membres, on entend souvent le même discours. Ils nous disent qu'ils veulent bien manger en consommant les produits du MSRO, mais tout en encourageant les producteurs locaux, en discutant avec eux, on comprend qu'une forme de solidarité anime les consommateurs envers leurs producteurs locaux.

Bourgault dans son rapport de recherche produit pour le MSRO en 2011, tend à catégoriser sensiblement de la même façon les motivations ou plutôt les « valeurs partagées », voici les valeurs qu'il a fait ressortir de ses consultations avec un échantillonnage du membership, il les a classés sous quatre thèmes soit ; les valeurs « responsables de ma région », les valeurs « mode de production respectueux et responsable », les valeurs « me nourrir sainement » et les valeurs « gastronomie ». Que ce soit le souci de bien manger, l'agriculture

traditionnelle, l'achat local, les produits biologiques, l'engagement régional, nous avons recensé la majorité des valeurs énoncées par Bourgault.

Nous avons voulu nous référer à notre cadre conceptuel c'est pourquoi nous avons fait l'analyse de nos données recueillies sur le terrain en lien avec nos trois concepts soit; le développement local, le développement durable et la souveraineté alimentaire. Nous avons rapatrié l'information recueillie lors du groupe de discussion, des entrevues et de l'observation participante et nous l'avons classé sous ses 3 dimensions.

Tableau 4 : Données recensées sur le terrain

<b>Développement local</b>	<b>Développement durable</b>	<b>Souveraineté alimentaire</b>
Soutien des petites entreprises agricoles	Diminution de l’empreinte écologique	Accès aux aliments locaux et biologiques de proximité
Développement d’une offre de produits régionaux.	Diminution du transport, réduction des gaz à effet de serre via un guichet unique en alimentation locale	Accès à de la viande locale et saine (sinon viande de l’Ouest canadien)
Ça permet aux producteurs d’essayer de nouveaux produits (tester le produit)	Diminution ou élimination des pesticides, des engrais chimiques et hormones de croissance	Diversité des produits alimentaires de proximité
Aide les petites entreprises agricoles à survivre en ayant un marché direct de plus de 1 000 membres.	Soutien d’une agriculture « responsable »	Coop de consommateurs, nouveau concept, avant c’était des coops de producteurs
Niche de marché créée par le MSRO, produits locaux de qualité	Soutien au commerce équitable	Lien direct entre le consommateur et le producteur
Développement du sentiment d’appartenance identitaire et régional	Animaux en liberté ou traités avec respect.	
Le MSRO une entreprise d’économie sociale, une coopérative de solidarité.	Incitation aux changements des comportements des gens, sensibilisation, influence positive en matière d’environnement.	

Lorsque nous étions en observation participantes, nous entendions constamment les mêmes énoncés, le respect de l’agriculture locale, le lien entre le consommateur et le producteur, etc. Les énoncés ci-haut ont été répétés à maintes reprises.

Une solidarité semble s'être développée, un groupe d'intérêt qui a fait fructifier un discours orienté vers la souveraineté alimentaire, l'agriculture locale et les saines pratiques environnementales. Ce groupe n'est pas opaque, il ne possède pas que des adeptes ou des militants, mais il fait également des percées auprès de citoyens qui normalement ne sont pas nécessairement sensibilisés à la cause environnementale. Des citoyens qui sont eux-mêmes sensibilisés par des « convaincus », les mêmes citoyens qui n'auraient jamais fait de compostage il y a 5 ans, mais qui en font aujourd'hui pour suivre le courant. C'est un courant, pour ne pas dire une mode, un mouvement de gens qui trouvent de plus en plus important de poser des actions concrètes au quotidien, et ce, en relation avec les cinq sphères du développement durable vu par Theys (voir chapitre 2.1), environnement, identité, économie, social et territoire. Une nouvelle forme de marketing social, un mouvement qui s'adresse à des initiés mais qui tente de se démocratiser, un mouvement qui est de plus en plus encouragé, il n'y qu'à voir les publicités des « Produits du Québec », le MSRO regroupe définitivement ces « convaincus » et ces « initiés », mais ce marketing social contribue néanmoins à développer une approche territoriale du développement durable.

Nous avons remarqué que la génération Y était très présente au niveau du bénévolat et du « membership ». En groupe de discussion lorsque nous avons posé la question, on nous a répondu en majorité que ce sont donc plutôt les jeunes (20-35 ans) qui s'intéressent à l'action du MSRO. Nous avons aussi remarqué qu'il y avait plusieurs Français comme membres et certains comme bénévoles. Lorsque nous leur demandions ce qui les intéressait au niveau du Marché de solidarité, ils nous disaient qu'en France ce genre de mouvement

relié aux choix de consommation avait pris beaucoup d'ampleur, et ce, depuis un certain temps. Ils semblaient tous concernés par l'agriculture biologique et par les produits locaux. On peut en comprendre que la culture d'utilisation des produits locaux est déjà présente en France, avec les marchés publics, les petites épiceries de quartier, les appellations contrôlées de terroir, etc. Nous avons discuté avec plusieurs Français, nouveaux arrivants, qui, dès leur arrivée, se sont mis à la recherche d'un marché offrant des produits locaux et c'est ainsi qu'ils sont devenus membres consommateurs

« Je suis très heureux d'avoir découvert le MSRO. J'apprécie la flexibilité du Marché de solidarité... Je voulais retrouver ici le mouvement bio qui prend de plus en plus d'importance en France. »

(membre # 2, observation participante du 21 avril 2011)

D'ailleurs, un des jeunes Français nous a recommandé de nous référer AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne qui semble prendre de plus en plus d'importance en France et qui s'inscrit dans le même mouvement que le MSRO. Voilà les ramifications internationales que nous énoncions plus haut, un certain réseautage de citoyens s'intéressant aux questions du développement local et durable et de la souveraineté alimentaire. Les nouveaux arrivants tentent de rejoindre des mouvements inscrits dans leurs valeurs. C'est ce que nous avons constaté avec l'apport de plusieurs français au cœur du MSRO que ce soit à titre de membre ou de bénévoles.

Finalement, les produits du MSRO sont majoritairement plus chers que ceux achetés dans des marchés de grande surface, il est également plus contraignant d'avoir accès aux

produits seulement lors des jours de cueillette. Être membre et consommer les produits du MSRO demande un effort, ce qui nous amène à dire que ceux qui le font, adhèrent avec conviction à la mission du MSRO. Ils veulent avoir accès à des produits sains, auprès de producteurs locaux ayant de saines habitudes environnementales.

#### 4.2.7. Les membres producteurs

La plupart des producteurs sont impliqués dans la démarche du MSRO, certains d'entre eux sont plus sceptiques quant à son fonctionnement. Pour quelques producteurs, le MSRO est lié à leur survie, le MSRO étant leur principal lieu de vente. Les administrateurs et dirigeants nous ont laissés entendre que l'implication du producteur est directement liée à son chiffre de vente.

« Si on voit les chiffres d'affaires des producteurs, on voit que s'ils investissent du temps ils ont plus de vente tandis que ceux qui ne sont pas impliqués et qui ont juste des valeurs mercantiles, ils n'ont pas autant de succès. Ça prend une personnalité, un producteur qui veut s'investir pour établir des relations. »  
(Participant # 4, groupe de discussion, 2011)

C'est-à-dire que plus un producteur s'engage dans le MSRO, notamment par sa présence aux soirées de cueillette, plus il vendra ses produits. Les membres ont davantage tendance à se fidéliser à un producteur qu'ils connaissent et qu'ils ont rencontré qu'à un producteur qui ne se présente jamais à ces soirées et qu'ils n'ont jamais vu. Les producteurs font partie de ce « tout » qu'est le MSRO, de l'ambiance bon enfant régnant dans les lieux, à l'harmonie

entre les producteurs, les bénévoles et les membres, lorsqu'il fait goûter ses produits aux membres et aux bénévoles, il participe à l'organisation d'une soirée festive autour d'une cause commune.

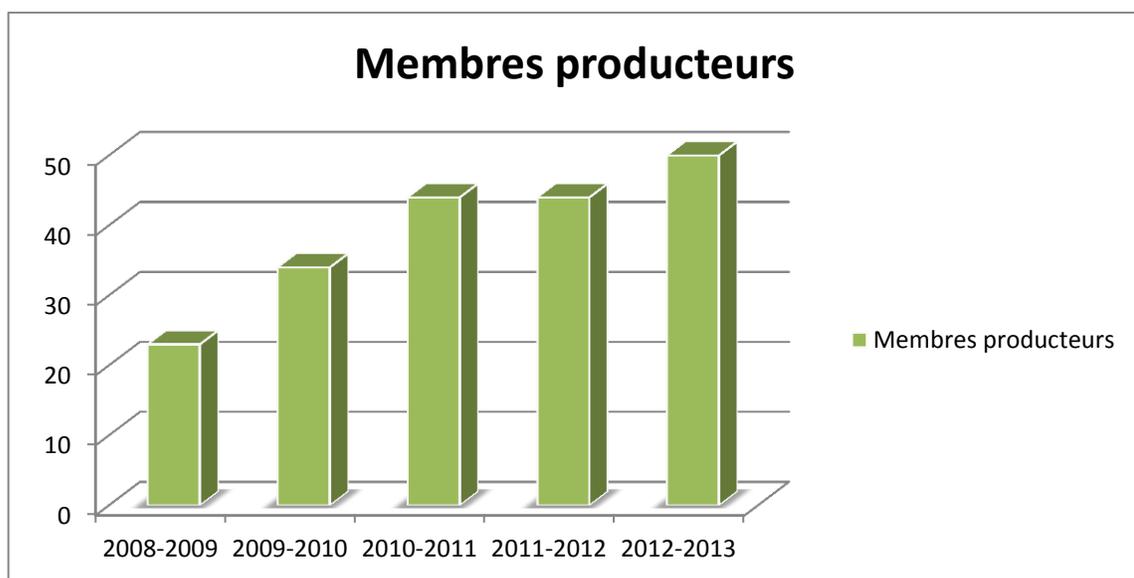
Il existe cependant des producteurs moins intéressés à s'impliquer, par manque de temps ou manque d'intérêt, ceux-ci vendent normalement moins que les autres et moins ils vendent, plus ils se désintéressent, c'est un cycle qui peut facilement mener à l'arrêt du partenariat. Un des producteurs nous a dit que c'était pour lui plus demandant d'aller porter ses denrées au MSRO et que ça lui coûtait plus cher d'aller porter ses produits que ce que lui rapportait la vente. D'autres ont plutôt des problèmes avec le « membership », ils comprennent moins la notion de « membership » et les frais à payer. Ils voient le MSRO comme un point de vente au lieu de voir le MSRO comme une opportunité d'être en lien avec les consommateurs régionaux, et ce, via un organisme de solidarité en matière d'agriculture locale et durable. Au tout début, ils ont commencé avec dix-huit producteurs, ils sont maintenant rendus avec cinquante producteurs, c'est un gain considérable, sachant que l'organisme n'existe que depuis quelques années. Ils ont su rallier les producteurs à leur cause et rassembler une belle variété de produits afin d'être en mesure d'offrir aux membres une gamme de produits régionaux.

Le guide des membres produit en 2012 a énoncé clairement les valeurs que doivent avoir les producteurs avec la « Charte du producteur ». Cette charte traduit l'engagement que doit avoir le producteur en lien avec les valeurs du MSRO.

- «
- Respect : envers les employés, bénévoles et autres producteurs
  - Qualité des produits irréprochable;
  - Produits livrés selon la bonne quantité commandée;
  - Heure de livraison respectée;
  - Prix de vente final au consommateur est moindre ou égal au prix de vente pour le même produit dans un autre point de vente en Outaouais, mis à part à la ferme du producteur;
  - Minimum de deux présences pour dégustation des produits lors des jours de cueillette ou lors d'évènement de promotion. »
- (Guide des membres, MSRO, 2012, p.15)

Cette charte peut sembler sévère, mais cette rigueur donne toute la probité à la démarche du MSRO, de plus, elle a été mise en place par les producteurs eux-mêmes, ceci confère donc intégrité et crédibilité à la charte. Ceci vient en quelque sorte contrôler la qualité des producteurs associé au MSRO. C'est pourquoi l'augmentation du nombre de membres producteurs se stabilise d'année en année.

Figure 5 : Évolution du nombre de producteurs membres entre 2008 et 2011



Une à deux fois par année, le MSRO met sur pied une rencontre de producteurs. Ils profitent de cette rencontre pour faire part de leurs suggestions, de leur enthousiasme ou leur mécontentement en lien avec les différents points à l'ordre du jour. Le processus d'analyse pour l'ajout de producteurs est un point essentiel à la rencontre, car les producteurs doivent faire partie de ces décisions. On se questionne sur les nouveaux producteurs à intégrer, si on doit ajouter plus de variété, comment respecter la régionalité du produit, (ex. si le produit vient d'Ottawa est-il considéré comme régional ?), etc. On aborde les questions de point de chute, d'informations, les analyses financières, le dépôt des stocks, les différentes activités spéciales (ex. Marché de Noël) et les différents projets mis de l'avant par le MSRO ou par les producteurs. Le comité se réunit quelques fois dans l'année selon les besoins et il permet de sentir le pouls des producteurs, de les écouter et de voir comment on peut les soutenir. Le comité sert à identifier les critères de sélection des nouveaux producteurs et il sert à faire participer les producteurs aux prises de décision, nous y reviendrons au chapitre des comités.

Nous devons cependant clarifier le rôle des membres producteurs, tel que mentionné par le directeur de la CDR Outaouais Laurentides, le MSRO est une coopérative de solidarité s'adressant d'abord aux consommateurs. Ce n'est pas une coopérative de producteurs (exemple : Agrodor). Le producteur est au service du consommateur, il met en place une offre pour les consommateurs, il a donc droit à une part de décision, mais le vrai décideur reste le consommateur.

Lorsque nous avons eu la chance d'échanger avec certains producteurs, nous avons trouvé intéressantes les perspectives de chacun, ils voyaient tous le MSRO avec un regard différent. Un des producteurs voit le MSRO comme étant très artisanal, il trouve le processus d'analyse long et complexe, il considère qu'il y a un manque de structure. Selon cette personne, le pouvoir des bénévoles est questionnable, ceux-ci contribuent énormément, mais peuvent à certains moments ralentir la machine. Selon lui, le défi du MSRO est d'ordre entrepreneurial, il partage une excellente vision, mais ils doivent générer plus de revenus pour survivre. Pour engendrer plus de revenus, il faut davantage se structurer. Toutefois, il voit le MSRO comme un excellent moyen de tester ses produits, le contact avec les membres lui donne une rétroaction directe par rapport à la qualité de son produit. De plus, tel que nous le mentionnions plus haut, plus il se déplace aux soirées de cueillette, plus il vend son produit.

Lors de notre rencontre avec un des producteurs qui était présent aux tous premiers balbutiements du MSRO, celui-ci désirait depuis longtemps la création de ce type d'organisme. Il n'avait aucun problème avec l'ajout de producteurs qui touchaient à sa niche de marché, car il a de la difficulté à fournir à la demande du MSRO, son principal lieu de vente. Ce producteur aime bien rencontrer les gens du MSRO au moins une fois par année, pour lui, le MSRO est un partenaire de choix.

Il semble y avoir deux types de producteurs, ceux qui sont très engagés, qui s'associent à la mission du MSRO et ceux qui offrent un produit par le biais du MSRO, ces deux tendances sont pratiquement opposées. Ceci nous amène à poser la question suivante : comment le

MSRO peut favoriser l'engagement de tous les producteurs et les faire interagir entre eux? La soirée de rencontre des producteurs touche en partie à cet objectif, toutefois, il est difficile de faire participer les producteurs. Il faut considérer leur manque de temps, ils doivent produire et vendre leur produit, ceci demande beaucoup d'effort et les difficultés vécues par les producteurs peuvent en venir à compromettre leur engagement au sein du MSRO. Le MSRO doit se questionner sur sa façon de rejoindre les producteurs, de les faire participer plus activement et de renforcer ces liens qui unissent le consommateur et le producteur.

Pour conclure, nous avons clairement constaté que ce sont les producteurs qui s'investissent le plus au sein du MSRO qui en retire le plus de bénéfices. Le lien consommateurs – producteurs n'est pas que théorique et bucolique, il est réel. Lors des jours de cueillette des denrées, les producteurs rencontrent les membres, ils organisent des dégustations, ils savent conquérir les membres, plus ils se font connaître, plus les membres leur sont fidèles. Plusieurs membres ont énoncé cette relation et ce désir d'aller à la rencontre de l'autre, de sortir de notre bulle individualiste. En connaissant le producteur et son produit, on veut l'encourager, on développe une empathie et une sympathie qui nous amènent à vouloir davantage le soutenir au niveau de son entreprise, c'est plus personnalisé, une relation de solidarité s'installe.

#### 4.2.8. Les différents comités :

Le MSRO a mis sur pied différents comités où prennent part les employés et certains bénévoles. En 2011, il y avait le comité vie sociale, le comité rentabilité et un comité pour chaque activité spéciale de l'organisme. Ces comités permettent une réelle prise en charge des membres envers leur organisation, cette façon inclusive de procéder permet de former les bénévoles à la vie associative. Ces moments de rencontre leur permettent de prendre part aux décisions et aux orientations ainsi que de participer activement à la vie démocratique du MSRO. Ces principes sont d'ailleurs les principes de base d'un modèle d'entreprenariat en économie sociale, concept sur lequel nous reviendrons au chapitre suivant.

Vous constaterez qu'il y a une certaine dichotomie entre l'organigramme produit en 2013 et les comités qui ont été analysés en 2011. Les comités ont évolué et l'embauche des ressources humaines ont permis au MSRO de régulariser les différents comités. Nous avons cru bon d'orienter notre analyse sur les données recueillies en 2011, car celles-ci donne une bonne idée de l'orientation du MSRO et de ses différents axes d'intervention. Même si certains comités n'existent plus en 2013, notamment le comité structure organisationnelle ou le comité réseautage, ceux-ci ont permis de faire évoluer le MSRO est nous croyons nécessaire de les nommer afin de bien comprendre l'origine et l'évolution du MSRO.

### **Comité communication et marketing**

Le mandat du comité de communication et de marketing est de mettre en œuvre le plan de communication. En travaillant sur le partenariat, sur la plate-forme web, ils veulent donner plus de visibilité aux partenaires. Les producteurs étant des partenaires et l'organisme étant une coopérative de solidarité, les membres du comité veillent à bien représenter leurs partenaires producteurs et à leur donner la visibilité qui leur revient.

Ils ont différents objectifs tels que : trouver des moyens pour fidéliser les membres et faire connaître davantage le MSRO en mettant sur pied un kiosque qui pourrait être utilisé pendant les différents événements au cours de l'année. Par le biais de communiqués de presse, ils veulent rejoindre plus de gens pour avoir un plus grand « membership ». Malgré leur budget limité, ils veulent trouver des moyens pour rejoindre la masse afin de faire connaître le Marché à une plus vaste population.

### **Comité producteur**

Ce comité existe presque depuis les tous débuts, il a été mis sur pied pour aider le CA à répondre à la demande des producteurs qui souhaitaient s'associer au MSRO. À chaque fois qu'il y a une demande d'un producteur désirant offrir ses produits via le MSRO, les membres du comité de producteurs se déplacent et vont analyser l'entreprise selon une grille de critères. Les producteurs, pour être admissibles, doivent répondre à plusieurs critères touchant à l'environnement et à des critères touchant à l'aspect régional. Ils doivent parfois refuser certains producteurs, et ce, pour différentes raisons, notamment à l'égard de la provenance des produits puisqu'actuellement 50% du produit transformé doit

provenir de l'Outaouais. Ceci cause parfois quelques problèmes puisque l'organisme aimerait mettre certains produits à la disposition des membres, mais sachant que certains produits ne sont pas accessibles en Outaouais (ex. : chocolat ou café) ils doivent donc faire une entorse aux principes établis. Considérant que le MSRO est également un organisme axé sur la solidarité et sur l'environnement, il souhaite offrir une alternative équitable et solidaire aux consommateurs. C'est pourquoi certains critères n'ont pas été respectés dans le cas du café et du chocolat, ils offrent néanmoins ces produits seulement sous l'appellation équitable. Il peut arriver qu'un producteur enfreigne certaines règles liées à la provenance, à l'environnement ou à l'hygiène et ces manquements peuvent mener à l'exclusion du producteur.

### **Comité point de chute**

Ce comité a permis l'ouverture d'un nouveau point de chute dans le secteur de Gatineau pendant la saison estivale 2011, cette expérience a pris fin après une saison d'essai. Ce comité est responsable d'analyser les besoins en matière de point de chute, que ce soit au niveau de sa localisation, des locaux à utiliser, de l'organisation de l'espace, etc. Les employés du MSRO ont d'ailleurs réalisé un sondage auprès de leurs membres pour analyser où le deuxième point de chute devait être implanté, il s'est avéré que le secteur de Gatineau était l'endroit le plus approprié. Cependant, les ventes ne se sont pas avérées à la hauteur des espérances, c'est pourquoi ils ont dû fermer ce point de chute qui était situé au Marché Notre-Dame.

Un des heureux problèmes qu'ils vivent actuellement touche au point de chute situé dans le « Vieux Hull Ouest », celui-ci arrivant bientôt à sa capacité d'accueil maximale. Actuellement, le plus grand nombre de commandes qu'ils ont par semaine est de 221 et leur capacité maximale est de 250. Ils doivent gérer l'achalandage notamment en réfléchissant à la possibilité d'agrandir ou de voir à la mise en place d'un autre point de chute. Ce n'est pas simple d'ouvrir un point de chute, parce qu'ils doivent penser à la rentabilité; deux points de chute demande plus de ressources humaines, un autre loyer à payer, fournir le local en équipements réfrigérés, etc. C'est pourquoi le comité doit réfléchir aux possibilités les plus viables et rentables. La gestion de la croissance n'est pas évidente, car la rentabilité doit toujours être au rendez-vous. En augmentant l'espace, en augmentant le membership, on doit augmenter les ressources humaines. Certains producteurs peuvent en venir à une rupture de stock, en développant davantage cela demande plus de ressources. Ce sont tous des éléments à considérer et en sachant que la rentabilité et la viabilité sont les chevaux de bataille du MSRO, le développement doit se faire prudemment.

### **Comité structure organisationnelle**

Ce comité s'est mis en branle pour mettre en œuvre une politique et une structure organisationnelle, le CA a accepté cette nouvelle politique. C'est le comité "structure organisationnelle" qui doit veiller à la création de nouveaux comités au besoin, de mettre fin à d'autres comités ou de fusionner les comités. Ils s'occupent également des ressources humaines que ce soit au niveau de l'embauche ou pour trouver des stagiaires, gérer les horaires, etc. Ce comité se penche surtout sur les enjeux en lien avec les ressources humaines que ce soit au niveau de l'embauche ou de la gestion. Le comité aurait tout

avantage de faire un diagnostic organisationnel sur l'ensemble de l'organisation. En construisant un questionnaire, en le diffusant à l'ensemble des comités, aux ressources humaines et au CA, et en analysant ensuite les réponses, ceci serait un excellent moyen d'amener les comités et le CA à se remettre en question en matière des structures décisionnelles et organisationnelles.

### **Comité réseautage**

La première coordonnatrice faisait plusieurs liens avec le premier Marché de solidarité régionale de Sherbrooke. C'est notamment le Marché de Sherbrooke qui a hébergé le site web du MSRO. Ceci l'a amené à participer à la mise sur pied du regroupement des marchés de solidarités régionaux. Leur objectif était de créer une union entre les différents marchés de solidarité régionaux du Québec, pour ainsi, avoir une voix nationale. Ils ont voulu mettre leur force en commun et incorporer leur regroupement pour avoir une structure stable. Malheureusement, l'orientation n'était pas la même pour tous, ils ont donc laissé tomber l'incorporation pour finalement utiliser le regroupement davantage comme un lieu d'échange. En 2011, le regroupement n'a pas l'envergure souhaitée cependant, il existait toujours et il permettait un certain réseautage des différents marchés de solidarités. L'ouverture du MSRO vers les autres marchés de solidarité devrait-elle être priorisée ? À quelle hauteur sont les efforts pour engager un réseautage solide au niveau provincial? Le MSRO aurait certainement tout à son avantage d'avoir un regroupement solide soutenant les efforts et les missions des différents marchés de solidarité.

Le MSRO n'est pas seul dans sa région, il a des ramifications panquébécoises qui sont porteuses d'un mouvement national. Considérant que le MSRO est inspiré du Marché de solidarité régional de Sherbrooke et qu'il a été lié dès le départ à des organisations telles que la CDR Outaouais Laurentides ou la SADC Papineau, il est fort de constater que son réseau plus ou moins formalisé a pu lui permettre de développer aisément tout son potentiel. Nous avons eu une discussion avec une des productrices, elle avait participé avec la délégation canadienne à une conférence internationale à Turin de l'organisation Terra Madre, un projet conçu par Slow Food. En soutenant les petits producteurs responsables, en faisant la promotion de l'agriculture durable et locale, Terra Madre se voulait une voix rassembleuse représentant les petits producteurs et elle visait également à multiplier les actions locales. Cette productrice a donc eu la chance de participer à cette conférence et elle s'est associée à une foule d'autres producteurs internationaux, ensemble, ils ont pu partager cette vision et adhérer à cette mission proposée par Terra Madre. C'est pourquoi nous en revenons à dire que ce mouvement de souveraineté alimentaire est informel et international. Une certaine branche de la communauté internationale s'intéresse à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire. Le MSRO fait partie de cette dynamique, il partage cette logique avec les autres organisations de ce type, il a avantage à s'unir aux autres pour se développer, pour faire fructifier ces valeurs.

### **Comité vie sociale**

Le comité de la vie sociale a comme mandat d'aider à la planification des événements, d'encadrer les bénévoles et de les reconnaître, ainsi que de planifier et d'organiser les bénévoles lors des activités (Rapport d'activité 2011-2012 p. 11). Le comité organise de 10

à 12 rencontres par année et il a contribué à l'organisation de la fête champêtre, de la vente de Noël, de la fête des bénévoles ainsi que de la fête des semences. Ce comité est le «comité organisateur» de la programmation annuelle du MSRO.

Nous avons, au chapitre de la dimension organisationnelle, traité des différents sujets touchant la structure organisationnelle de l'organisme. Nous avons dressé le portrait au mieux de nos connaissances et nous avons tenté de bien situer l'organisme au niveau de sa gouvernance. Nous nous sommes surtout intéressées aux individus formant cette entité. Les individus semblent tous interreliés entre eux, qu'ils soient membres, membres du CA, employés, bénévoles ou producteurs, ils semblent tous partager la même vision. Ils participent tous à la structure de l'organisation. Les membres les plus engagés, les bénévoles et les employés participent à la gestion démocratique du MSRO et favorisent le développement de l'appartenance des membres en lien avec leur coopérative de solidarité. Leur engagement citoyen au cœur de l'organisme participe au développement de nos communautés. Cependant, la pérennisation de l'organisme passe par les ressources humaines. La dynamique entre les ressources humaines et le Conseil d'administration peut amener des difficultés et fragiliser l'organisme. Nous croyons qu'il serait tout à l'avantage du MSRO de remettre en question la structure décisionnelle et organisationnelle actuelle de l'organisme. La création d'un diagnostic organisationnel pourrait donner un nouvel élan à l'organisme et le rendre plus efficace.

Enfin, les ressources humaines, les comités et le CA sont tous dédiés à la mission du MSRO, afin de réaliser cette mission ils doivent s'assurer de faire les bons choix de

producteurs afin que ceux-ci respectent les principes de base de l'organisme, soit l'agriculture responsable. En éliminant les producteurs utilisant les engrais chimiques et les pesticides, le MSRO peut ainsi s'assurer d'offrir des produits sains et de qualité à ses membres, il répond aussi aux principes de développement durable en offrant une terre plus saine aux générations à venir. En protégeant l'environnement et en diminuant les gaz à effet de serre par une offre alimentaire de proximité, l'organisme répond à sa mission et à la demande des membres.

Dans les années à venir, le MSRO aura comme défi d'assurer sa rentabilité et sa viabilité à long terme, il semble voué à croître, cependant cette gestion de la croissance reste un enjeu de taille. Comment croître progressivement en conservant les principes de développement durable et local? Ceci nous mène à réfléchir à la dimension économique de l'organisme.

#### 4.3. Au plan économique

Considérant qu'à la base du développement durable, tel qu'énoncé par le rapport Brundtland, nous retrouvons les sphères sociales, environnementales et économiques, nous ne pourrions passer outre la sphère économique qui est une dimension incontournable à la réussite du projet. Pour que le MSRO fonctionne, il doit être rentable, cependant, cette rentabilité ne doit pas se faire au profit de ses fondements sociaux.

Nous traiterons d'ailleurs plus bas la question de l'engagement dans la communauté, un des principes fondateurs de l'organisme. Malgré le fait que le MSRO doive assurer sa viabilité

et jusqu'à un certain point sa rentabilité, il doit toujours avoir en tête les principes sociaux derrière cette rentabilité. Les retombées économiques doivent être retournées à la communauté, que ce soit par la création d'emplois, par le lien créé entre le consommateur et le producteur, par la création d'une mobilisation communautaire ou par une accessibilité financière aux produits de qualité. Lors de nos entrevues, il a été mentionné que le contact du MSRO avec son propre quartier est plus difficile, considérant que l'organisme est situé dans un des quartiers les plus défavorisés de la Ville de Gatineau, les habitants du quartier n'ont pas pu développer l'habitude de consommer au MSRO.

« On s'adresse à des gens qui ont un bon revenu, les gens qui sont très au courant et très engagés. C'est un bassin de gens limité, ce n'est pas le grand public, pour atteindre le grand public ça prend une boutique. »

(Participant # 4 au groupe de discussion, 2011)

Nous pouvons comparer le MSRO à une bulle dans le quartier qui dessert des citoyens provenant de tous les quartiers sauf de celui dans lequel il évolue. La coopérative doit chercher à faire plus de lien avec son milieu d'adoption, il doit s'assurer de ne pas servir qu'à une certaine élite qui a les moyens de consommer au MSRO, il doit pouvoir être en mesure d'appartenir à son milieu et de développer des liens avec sa communauté. Finalement, il doit s'assurer que ses orientations économiques soient toujours déterminées en lien avec sa dimension sociale.

#### 4.3.1. Le MSRO, une entreprise d'économie sociale

Étant une entreprise d'économie sociale, l'organisme est sans but lucratif, mais il doit tout de même être créateur d'emploi, de ressources et de retombées sociales et économiques. Selon la définition proposée par le Chantier de l'économie sociale qui a été acceptée lors du Sommet sur l'économie sociale et sur l'emploi en 1996 sous le thème « Osons la solidarité » du Québec, l'économie sociale a plusieurs principes :

« - l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;  
-elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;  
-elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;  
-elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;  
-elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective. »  
(Site web, Chantier de l'économie sociale,  
<http://www.chantier.qc.ca/>)

Nous avons noté au chapitre de la gouvernance que l'organisme est assis sur une base solide d'acteurs engagés dans la mission du MSRO. Il prouve sa démocratie, par les différents comités auxquels il fait participer activement ses membres aux décisions et aux orientations. L'objectif de l'organisme est d'être autonome, les administrateurs ne souhaitent pas dépendre des subventions ou autres moyens financiers provenant de bailleurs de fonds externes, c'est pourquoi sa viabilité est un enjeu majeur.

Nous constatons que le MSRO respecte définitivement tous les principes énoncés plus haut, d'ailleurs le directeur de la CDR Outaouais-Laurentides a bien confirmé que le Marché de

solidarité n'est pas qu'une coopérative de solidarité, mais qu'il est également une entreprise d'économie sociale. Les deux types d'organisation partagent d'ailleurs certains principes. Les coopératives de solidarité doivent quant à elles respecter les sept grands principes suivants;

- « - L'adhésion volontaire et ouverte à tous;
  - Le pouvoir démocratique exercé par ses membres;
  - La participation économique des membres;
  - L'autonomie et l'indépendance;
  - L'éducation, la formation et l'information;
  - La coopération entre les coopératives;
  - L'engagement envers la communauté. »
- (Site web du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, <http://www.coopquebec.coop/fr/principes-cooperatifs.aspx> , 2012)

Les principes de l'économie sociale et ceux de la coopération se rejoignent à bien des égards. Notamment au niveau de la participation et de l'implication des membres, de l'autonomie et de l'engagement dans la communauté.

#### 4.3.2. Vente et secteur d'activité

En matière de vente, une des difficultés majeures est le fait que les membres ne commandent pas assez régulièrement. Certains deviennent membres, mais commandent peu, ils croient dans l'organisme, mais pour différentes raisons, ils ne peuvent consommer régulièrement les produits du MSRO. Le consommateur est fidèle à la mission de l'organisme, mais pas toujours lorsqu'il s'agit de consommer. Cette situation risque de compromettre la stabilité financière de l'organisme, un enjeu majeur auquel il doit s'adresser. D'ailleurs, c'est pourquoi l'organisme avait donné le mandat à M. Bourgeault

de produire une étude ayant pour but sonder les consommateurs afin de donner des réponses à ces questions de base et de s'outiller pour répondre à cette problématique. L'étude de Bourgeault a d'ailleurs exposé que 80% des membres commandent rarement au Marché de solidarité, les nouveaux membres commandent une fois pour tenter l'essai, mais ils espacent ensuite leurs achats.

Tout au long de nos discussions avec le MSRO, nous avons senti que l'année 2011-2012 était une année charnière au niveau des décisions à prendre en lien avec la santé financière de l'organisme. L'augmentation du « membership » est indéniable, toutefois, plusieurs membres ne consomment pas de façon régulière et le nombre de commandes n'augmente pas nécessairement avec l'augmentation du nombre de membres. Nous avons senti un paradoxe tout au long de notre recherche, Normand Bourgeault indique dans l'introduction de son étude que le MSRO a atteint en avril 2011 un million de dollars de ventes, et ce, via l'accumulation des produits depuis son ouverture en 2008. *« Ce résultat est d'autant plus méritoire qu'il est obtenu via un support technologique, internet avec lequel, traditionnellement, les marchandises « voyagent » difficilement. »* (Bourgeault, 2011, p. 5)

Considérant que le nombre de consommateurs a quadruplé entre 2008 et 2011, l'augmentation des membres producteurs allait avec un surplus de travail. Malgré le fait que l'opération demandait plus de gestion, les recettes n'étaient pas toujours au rendez-vous. Cependant, on est passé de cinquante commandes hebdomadaires à plus de deux cents commandes hebdomadaires, ceci a demandé à l'organisme de s'ajuster en conséquence de la demande toujours plus forte. En 2010-2011, le nombre moyen de

commandes hebdomadaires était de cent-soixante-quinze commandes ce qui est relativement élevé considérant que les cent-soixante-quinze membres viennent tous la même journée c'est-à-dire le jeudi, jour de cueillette.

Le financement restera certainement pour quelques années un enjeu d'importance, et ce, même si la demande est en augmentation. L'organisme chargeait en 2011, 17% de frais de gestion à ses membres (une augmentation de 2% par rapport à 2010) afin de couvrir les coûts d'opération. Un des changements apportés qui semble être apprécié par les membres consiste à inclure les frais de gestion au coût des aliments, autrefois, les frais étaient clairement inscrits à la fin de la commande, maintenant, ils sont chargés à même les produits.

Un autre constat d'un des producteurs nous amène à nous arrêter sur la question de la différence du coût d'achat d'un même produit vendu en épicerie et au MSRO. Un producteur a souligné qu'une différence de prix entre le produit acheté en épicerie et celui acheté au marché régional de solidarité pourrait indubitablement en décourager plus d'un à y faire ses emplettes. Selon lui, les producteurs devraient vendre au MSRO leurs produits au même coût qu'ils le vendent en épicerie lorsque c'est le cas, c'est d'ailleurs une des conditions lors de l'adhésion. C'est-à-dire que si un client d'une épicerie paie 3,50 \$ un litre de lait et que le même litre de lait au MSRO coûte 3,75 \$ plus les frais de gestion, le consommateur pourrait se sentir floué. Le MSRO s'est questionné à ce sujet, car il a, en 2012, conçu la charte des producteurs (voir plus haut au chapitre des membres producteurs) soit, le prix de vente doit être moindre ou égal aux prix de vente des autres points de vente

en Outaouais (Guide des membres, 2012, p.15). Nous croyons que cette charte est une façon de fixer un barème pour assurer une forme d'équité aux membres consommateurs. Finalement, la COOP aura le double défi d'assurer la régularité des ventes, donc une plus grande fidélisation des membres en matière de consommation et il devra supporter la croissance des membres tout en étant en mesure d'assurer un service de qualité et une offre de produits en quantité et en variété pour répondre à la demande.

En ce qui concerne le secteur d'activité, le MSRO se spécialise dans un secteur peu occupé en Outaouais, il n'y avait en Outaouais aucun endroit nous proposant une gamme de produits strictement régionaux. Quelques marchés publics ont été créés juste avant le MSRO, mais ce sont des initiatives récentes et les marchés publics ne sont actifs qu'à l'été. Le MSRO vient répondre à une demande de produits régionaux, et ce, à longueur d'année. Au début, il n'y avait que dix-huit producteurs affiliés ce qui ne permettait pas de proposer une grande variété de produits aux membres. Aujourd'hui, on compte cinquante producteurs, ce qui fait que les produits sont variés. Les membres ont accès à de la viande telle que du poisson, de l'agneau, du porc, du bœuf, du veau, du bison et du sanglier. Il y a également différentes sortes de fromage, autant de brebis, de vache que de chèvre, il y a des vins de fraises, de raisins, des cidres de glace, des cidres pétillants, nous pouvons y retrouver différents légumes, des pousses, du miel, du sirop d'érable, des champignons, des confitures, des baumes, et une foule d'autres produits régionaux.

Plusieurs membres nous ont également mentionné qu'ils appréciaient la flexibilité du MSRO, plusieurs d'entre eux avaient autrefois un panier biologique hebdomadaire. Ce

type d'entreprise agricole consiste à devenir partenaire du « fermier de famille », en étant partenaire, nous payons des frais pour la saison estivale et ensuite à partir de la mi-juin jusqu'au début octobre, nous avons accès à un panier de légumes biologiques chaque semaine, c'est une autre forme d'agriculture soutenue par la communauté. Certaines de ces fermes maraîchères sont maintenant partenaires du MSRO donc, certains des membres qui étaient affiliés à une ferme locale le sont maintenant via le MSRO. Malgré la biodiversité que nous font découvrir les paniers biologiques, les consommateurs apprécient la flexibilité du Marché régional parce qu'ils peuvent choisir une variété d'aliments à leur goût, de façon hebdomadaire.

Lors de notre observation, nous avons néanmoins senti une forme de compétition entre ces deux concepts d'entreprenariats, considérant qu'ils partagent sensiblement les mêmes valeurs et les mêmes types de consommateurs. Lors du groupe de discussion, nous avons constaté que le MSRO semble avoir attiré certains consommateurs de paniers biologiques. Tous les membres participants aux groupes de discussion étaient autrefois partenaire de ferme biologique et à la création du Marché de solidarité régional, chacun d'entre eux avait abandonné leur ferme biologique au profit du Marché. Considérant que les deux types d'organisation partagent les mêmes valeurs et les mêmes consommateurs, un partenariat pourrait être envisagé entre les fermes biologiques locales et le MSRO, le respect du territoire pourrait être considéré dépendant la provenance des consommateurs.

Le secteur d'activité du MSRO touche autant aux produits de base qu'aux produits fins. Ce commerce de spécialités régionales permet à la communauté de l'Outaouais d'avoir accès à

des produits régionaux de qualité. Le Marché de Solidarité régionale de l'Outaouais n'est pas seulement une coopérative de solidarité, mais il est également une entreprise d'économie sociale, il se doit donc de respecter autant les principes des coopératives que celles de l'économie sociale. Il ne développe pas seulement une économie sociale, mais également une économie environnementale qui n'a rien à voir avec le « green washing », son économie est orientée vers un développement des communautés axé sur la protection de l'environnement. En renforçant l'économie locale par une offre de produits locaux, le MSRO contribue à démocratiser l'alimentation biologique, équitable et locale. Certains producteurs que nous avons rencontrés ne jurent que par le MSRO et ne vendent leurs produits qu'à cet endroit, son action contribue donc à l'émergence de petits producteurs locaux et offre aux agriculteurs régionaux une plate-forme de vente d'un nouveau genre.

#### 4.3.3. Le plan directeur 2013-2015

Plusieurs idées que les membres nous ont soumises lors de nos activités terrains semblent avoir été entendues par le Conseil d'administration et la direction du MSRO. C'est pourquoi ils ont créé en 2013, un plan directeur identifiant les orientations et objectifs du MSRO. Ils ont identifié cinq grandes orientations stratégiques :

«

1. Assurer la pérennité du MSRO;
2. Accroître l'accessibilité;
3. Accroître la visibilité;
4. Améliorer la gestion interne;
5. Développer les réseaux et partenariats. »

(Plan directeur du MSRO 2013-2015, p. 6)

Ces orientations visent toutes à assurer la survie du MSRO, elles visent la permanence du MSRO. Nous croyons que l'atteinte de ces résolutions pourrait contribuer largement à la survie et à la viabilité du MSRO. Leurs objectifs spécifiques tels que l'augmentation de l'offre, de la fréquence d'achat des membres, de la facture hebdomadaire et du membership sont tous des objectifs concrets et atteignables dans le temps (plan directeur 2013-2015, p. 7). Ils ont également énoncé le souhait d'offrir un service bilingue, ceci leur permettrait d'atteindre une toute autre clientèle, telle que les anglophones du secteur Aylmer ou ceux de Chelsea par exemple, mais également les anglophones d'Ottawa, car même si le Marché offre des produits de la région 07, il accepte les membres de l'extérieur de la région. Une série d'idées est associée à la question de la visibilité, notamment l'utilisation des médias sociaux, les outils promotionnels ou les bulletins de nouvelles électroniques sont également des solutions possibles à la viabilité du MSRO.

Nous constatons à la lecture du plan directeur que le MSRO fait de réels efforts à la mise en place de stratégies visant le bon fonctionnement de la coop. Les objectifs stratégiques sont autant de solutions au développement du potentiel du MSRO et de l'atteinte d'une autonomie financière. Nous croyons que le MSRO respecte non seulement les principes d'une coopérative de solidarité, mais il honore également ceux de l'économie sociale soit, l'indépendance et l'autonomie de gestion, l'adhésion volontaire des membres, le processus décisionnel démocratique, le réinvestissement des surplus dans la collectivité, la formation, l'éducation et l'information ainsi que la participation et la prise en charge collective. Dans son cheminement et son évolution, le MSRO devra constamment se rappeler les principes sociaux derrière son action et nous croyons que le format utilisé soit le plan directeur est un excellent outil à l'atteinte de ces objectifs. Enfin, l'enjeu réel de l'organisme restera sa viabilité financière, pour ce faire il devra trouver des stratégies de communication pour atteindre davantage la population de masse. La publicité, la promotion et les communications seront des outils indispensables au développement du MSRO.

#### 4.4. L'enracinement dans la collectivité locale

Nous rappelons que la définition du développement durable selon Theys vient renforcer la définition de Brundtland en ajoutant deux sphères supplémentaires, soit les sphères identitaires et territoriales. Selon nous, la faiblesse de la définition du rapport Brundtland se retrouve à ce niveau, les sphères identitaires et territoriales sont des sphères incontournables. En ce qui concerne le MSRO, il intervient de façon territoriale puisqu'il s'adresse à la région 07, soit l'Outaouais. Il ne dépasse pratiquement pas ces limites

territoriales à l'exception de quelques producteurs qui viennent de la région d'Ottawa. Le concept de territoire est définitivement ancré dans la mission du MSRO, son objectif étant de stimuler l'agriculture régionale et de mettre en contact les consommateurs et les producteurs d'un même territoire au lieu de n'avoir accès qu'aux produits proposés par l'industrie agroalimentaire via les marchés d'alimentations traditionnels.

Cette notion territoriale est indissociable du concept de développement local. Deffontaines et Prod'homme nous ramène au concept de développement local qui est né dans les années 1970 à la suite des enjeux de dévitalisation des milieux ruraux. Les territoires ruraux se sont approprié dès les débuts les notions de développement local, car ils devaient s'assurer de répondre aux besoins de leurs citoyens que ce soit en matière d'emploi, de services sociaux et publics ou d'alimentation, et ce, pour éviter l'exode des familles et des jeunes vers les centres urbains. Marie-Pier Bédard a voulu dans son essai, identifier les différents moyens employés par nos institutions gouvernementales pour enrayer cette dévitalisation.

« La dévitalisation peut être définie comme un processus qui entraîne une diminution progressive et quelquefois rapide de l'activité socio-économique d'une entité spatiale donnée et dont les effets se font sentir au niveau de la démographie, de l'occupation du sol, de l'habitat, de l'infrastructure des services, de la qualité de vie et des perspectives d'avenir. »  
(Dugas, 1991, p. 3, cité par Bédard, 2011,p.3)

Il y a un intérêt réel de nos institutions étatiques d'intervenir en matière de développement local au niveau des municipalités rurales. Voici les principes fondateurs sur lesquels s'appuie la *politique nationale (québécoise) de la ruralité 2007-2014*.

« ... elle favorise une approche par laquelle ce sont les communautés locales qui doivent prendre en charge leur développement; ensuite, elle met sa confiance dans les institutions et les organisations locales sur la base des principes d'imputabilité et de reddition de comptes; également, elle envisage le milieu rural comme un univers où les ressources humaines et naturelles sont appréciées à leur juste valeur... »  
(Bédard, 2011, p. 12)

Le développement local est plus souvent relié au milieu rural lorsqu'il s'agit de politique gouvernementale, mais le développement local se réalise dans tous les milieux et à toutes les échelles. Si on prend par exemple une Maison de quartier en milieu urbain, on peut considérer cet organisme comme un acteur en développement local, il agit sur un milieu précis et il possède une « *approche alternative de régulation sociale et territoriale* » visant à « *améliorer les conditions de vie des communautés...* » (Simard, 2000, p.89). Donc le milieu urbain peut également se mobiliser pour développer son propre milieu, la notion de territoire dans le concept de développement local prend ici toute sa place. Voilà ce que le MSRO a voulu concrétiser, les initiateurs se sont mobilisés pour créer des solidarités entre le monde rural et urbain et ce en rendant accessibles les produits régionaux et en reliant le producteur et le « consomm'acteur ». La création du MSRO a permis une nouvelle forme de solidarité régionale, en développant un commerce de spécialités régionales, il a réussi le défi de répondre aux besoins autant des consommateurs (acheter localement), que des producteurs (vendre localement). C'est une innovation sociale majeure pour l'Outaouais; un marché de produits régionaux créateurs de nouvelles solidarités. Cette initiative locale est indubitablement créatrice de retombées régionales telles que le rapprochement du

producteur et du consommateur, le soutien à l'agriculture régionale et la fortification de l'économie locale.

En ce qui a trait au concept de l'identité régionale, nous le rattacherons à la notion d'appartenance qui est très importante au niveau de l'engagement des membres. En s'associant au MSRO, les membres ont l'impression d'appartenir à un groupe partageant les mêmes valeurs. On peut même dire que cet engagement dépasse les valeurs, car une identité et une appartenance se créent autour de ce regroupement.

En échangeant avec les membres, les bénévoles et les employés et nous avons compris que les gens se reconnaissent dans leurs schèmes de valeurs respectifs ainsi que dans leurs fondements philosophiques. Non seulement ils se reconnaissent, mais la discussion permettait d'approfondir les connaissances dans la matière, que ce soit au niveau environnemental ou social. La pensée se développait par le biais des discussions. Cette construction de la pensée passait par cet outil de développement local qu'est le MSRO. Le MSRO est non seulement créateur de changement social, mais il crée également une émulation entre les membres, il devient donc un tremplin, un terrain d'essai où les nouveaux membres discutant avec les anciens deviennent également des initiés. Cet organisme va bien au-delà de la vente de produit, cet organisme offre un lieu d'échange et de partage auprès d'individus que l'on peut nommer sous différents chapeaux qu'ils soient altermondialistes, citoyens responsables ou citoyens du monde et il participe ainsi à la création de l'identité régionale. C'est là où nous croyons que l'organisme est producteur non seulement de marchandises, mais également d'un tissu social entre les différents

membres le composant. Ceci est l'essence même de la conception du développement local tel que définie plus haut.

Considérant qu'une telle mobilisation régionale autour de la création d'un marché de solidarité était une première en Outaouais et qu'il est un atout en matière de souveraineté alimentaire en Outaouais, nous pouvons affirmer que l'organisme pourrait être considéré comme une innovation sociale de l'Outaouais. Par la création d'une communauté solidaire, le MSRO a innové et poussé les frontières du développement durable en Outaouais. En reliant le consommateur au petit producteur local, le MSRO permet au producteur local de vivre de ses produits sans avoir à se conformer aux attentes de l'industrie agroalimentaire et permet au consommateur d'avoir accès à une nourriture de qualité à un juste prix.

« En créant des liens entre la campagne et la ville, le MSRO renforce le sentiment d'appartenance identitaire à l'Outaouais, avant on avait pas de notion de fierté régionale, on n'était pas fiers de venir de l'Outaouais. Le fait de pouvoir être membre d'une coop et de pouvoir mettre de l'avant les produits des producteurs, ça nous rend fiers de notre région. C'est un lieu qui fait en sorte que le consommateur devient un consomm'acteur. »  
(Participant # 3, groupe de discussion, 2011)

Concrètement, comment peut-on dire que l'organisme s'enracine dans sa communauté? Nous croyons que lors de ses journées de cueillette, le MSRO contribue à la vie communautaire de son milieu par la création d'un rassemblement des membres, des bénévoles et des producteurs. Chaque journée de cueillette est un moment unique qui permet aux membres d'échanger, de se rencontrer et de participer à la vie associative de la coopérative.

Il peut être complexe pour l'organisme de bien s'implanter dans son quartier vu la nature de la communauté dans laquelle il s'est établi. Le lien avec le quartier n'est pas toujours facile, car les membres ne viennent pas nécessairement de cette communauté. Étant situé dans la communauté 70<sup>17</sup> du Portrait des communautés de l'Outaouais<sup>18</sup>, cette communauté est dans les quatre communautés les plus vulnérables de l'Outaouais. L'indice de pauvreté y est assez élevé et c'est une communauté où on retrouve trois fois plus de crimes contre la propriété en comparaison à l'Outaouais. Les statistiques de 2006 démontrent que le nombre de personnes ou de familles vivant sous le seuil de faible revenu est presque deux fois plus élevé dans cette communauté qu'ailleurs en Outaouais. C'est définitivement un quartier que l'on considère fragilisé. Ceci n'est donc pas toujours simple pour l'organisme d'entrer en contact avec sa population d'accueil, ceux-ci n'ayant pas nécessairement les moyens de se procurer les denrées proposées par le MSRO. C'est définitivement une préoccupation de l'organisme et ils aimeraient développer plus de liens avec le quartier.

« C'est une ironie sociale (mais on est situé) dans un milieu pauvre et les gens vivant ici ne peuvent se permettre d'acheter ici, ce n'est pas les clients du MSRO qui vivent dans le quartier, c'est un défi. »  
(Participant #4 du groupe de discussion, 2011)

Ceci nous amène à constater que leur marché n'a pas été développé pour répondre à la demande du quartier (problématique identifiée depuis longtemps dans le vieux Hull; besoin d'une épicerie de proximité sur l'île de Hull), mais bien pour répondre à la demande des

---

<sup>17</sup> Vieux-Hull Ouest, rue Frontenac.

<sup>18</sup> Le portrait des communautés est un produit de L'Agence des Services sociaux de l'Outaouais en collaboration avec Centraide, la Ville de Gatineau, les MRC, et d'autres partenaires.

citadins urbains. Voilà pourquoi nous identifions ce marché comme étant un commerce de spécialité régionale plus que comme un marché d'alimentation de proximité.

Malgré cette difficulté, l'organisme a souhaité mettre en branle plusieurs activités ayant pour but de rassembler la population tout en mettant de l'avant les produits régionaux. Ces activités permettent à la collectivité de se rencontrer dans un encadrement festif et convivial et contribuent à l'enracinement du MSRO dans sa collectivité locale. En étendant ses bras plus loin pour rejoindre la plus grande population possible, il peut sensibiliser une plus grande masse à sa cause et se rallier davantage de membres.

C'est avec ces intentions qu'ils ont organisé la fête des semences, un beau rassemblement familial sur une ferme avec un repas champêtre fourni par les producteurs locaux. Ils ont mis cette activité en branle avec l'apport des producteurs, ils ont partagé les frais de publicité et ils ont organisé l'évènement en partenariat avec la Coopérative Cbio. Une autre des activités qui touchent la masse c'est le Marché de Noël qui vise à permettre aux citoyens, qui ne sont pas nécessairement membres, d'avoir accès aux produits régionaux pendant la saison des fêtes. Les producteurs étaient donc invités à tenir un kiosque lors du Marché de Noël. Toutes ces initiatives offrent de la visibilité à l'organisme et permettent aux producteurs de promouvoir leurs produits. Ils ont constaté des résultats immédiats suite aux différentes activités, ayant eu une augmentation substantielle des membres et des ventes. C'est pourquoi la direction croit que ces activités de grand rassemblement sont vraiment importantes même si leur organisation demande du temps et de l'énergie.

Enfin, le MSRO est une initiative régionale qui permet de créer de nouvelles solidarités régionales, en structurant son milieu et en associant le milieu rural au milieu urbain, il crée une synergie sur le territoire de l'Outaouais. Ses activités de grand rassemblement, son marché de Noël, sa fête des semences sont des activités lui permettant de mieux s'intégrer à son milieu et de faire la promotion de sa mission. Le MSRO a des devoirs en matière d'enracinement dans sa collectivité, il va devoir trouver des moyens pour mieux interagir avec sa « terre d'accueil », soit le quartier du Vieux Hull Ouest.

En conclusion, le MSRO repose sur une base solide d'administrateurs convaincus de la mission et des valeurs de l'organisme. Ils ne font pas juste du bénévolat, ils sont créateurs d'un mouvement et le MSRO leur offre un espace de réflexion et d'échange. Ce milieu d'échange, ce rapprochement entre les membres est créateur d'un tissu social solide. Les membres producteurs contribuent au développement d'une agriculture vivrière et paysanne respectueuse des communautés locales et de l'environnement, les consommateurs soutiennent les producteurs et ont par le fait même, accès à une nourriture saine, de qualité et de proximité. Cette relation est porteuse de changement social.

La force vitale de cette coopérative est définitivement les membres qui la composent, que ce soit les employés, les bénévoles, les administrateurs, les producteurs ou les consommateurs. L'humain est au cœur de cette entreprise d'économie sociale et coopérative de solidarité, son objectif n'est pas seulement d'offrir un lieu pour se procurer des produits régionaux, il crée des liens entre le monde rural et urbain. Cette liaison qu'il crée, enrichie notre identité culturelle et notre sentiment d'appartenance à notre région.

#### 4.4.1. Réponse à la question de recherche

À notre question de recherche : « Comment, le Marché de Solidarité régional de l'Outaouais, une coopérative de solidarité, contribue-t-il au développement local et durable, et ce, dans une perspective de souveraineté alimentaire? ». Nous sommes maintenant en mesure de répondre oui, le Marché de solidarité respecte les valeurs du développement durable et local et il s'inscrit dans une perspective de souveraineté alimentaire. En ayant pu observer de près cette coopérative de solidarité, nous sommes en mesure de constater que le MSRO a répondu positivement à nos indicateurs de recherche que ce soit au niveau de la gouvernance organisationnelle, de l'économie ou de l'enracinement dans la collectivité.

Tableau 4: Tableau des indicateurs

Indicateurs	Développement durable	Développement local	Souveraineté alimentaire
Gouvernance organisationnelle	Suivi et veille stratégique pour l'assainissement des sols par l'élimination des engrais chimiques et des pesticides en agriculture	Développement des communautés par la mise en place d'une participation citoyenne par la vie associative	Donner accès à des produits sains et de qualité
	Protection de l'environnement par la réduction des gaz à effet de serre (élimination du transport des aliments) et par la stimulation de la biodiversité	Engagement des membres au cœur de la mission du MSRO	Éducation et formation
		Pérennité de l'organisation (ex. réseautage)	Motivations et engagements des membres (bénévoles, consommateurs et producteurs)
Économie	Développement d'une économie sociale et environnementale	Renforcer l'économie locale	Démocratisation de l'alimentation biologique, équitable et locale
	Viabilité et rentabilité financière à long terme	Valorisation de l'agriculture locale et de l'entrepreneuriat agricole	Augmentation de la production agricole régionale
Enracinement dans la collectivité	Enrichissement de notre identité culturelle et régionale	Création d'un sentiment d'appartenance dans les territoires vécus	Développement d'une agriculture vivrière et paysanne respectueuse des communautés locales et de l'environnement
	Création de solidarités rurales et urbaines	Création d'un tissu social par le rapprochement des consommateurs, des producteurs et des bénévoles	Valorisation de l'agriculture locale

En soutenant des petites entreprises agricoles locales, en développant une offre de produits régionaux, en tentant de diminuer son empreinte écologique, en soutenant l'agriculture responsable et écologique et en donnant accès aux produits locaux, nous croyons que le MSRO respecte les principes du développement local, du développement durable et de la souveraineté alimentaire. Sa façon de créer un réseau entre les villages ruraux des MRC et la Ville de Gatineau et de relier le consommateur au producteur contribue à développer l'appartenance à notre région.

La gouvernance organisationnelle nous a permis de mieux comprendre l'organisme et son fonctionnement, que ce soit au niveau de ses ressources humaines ou de son conseil d'administration. L'implication des bénévoles, des membres consommateurs et des membres producteurs reste un atout indiscutable au cœur du MSRO. Ensuite, avons compris qu'au chapitre de l'économie, l'organisme devra s'attarder aux enjeux de base soit sa propre survie financière. Étant une entreprise d'économie sociale, son autonomie comporte des avantages et des inconvénients, pour arriver à être viable et autonome, il doit faire plusieurs sacrifices et porter une attention toute particulière à sa rentabilité. En étant rentable et viable, il pourra continuer son œuvre et lorsqu'il n'aura plus à se préoccuper de cette viabilité, il pourra consacrer davantage d'effort à son enracinement dans sa collectivité et à la sensibilisation des citoyens urbains. Enfin, nous avons pu comparer les données recensées sur le terrain et les indicateurs proposés au cadre théorique et il était assez simple d'imbriquer les deux tableaux. Nous avons donc pu rapidement constater que le MSRO était directement relié aux concepts de développement local, de développement durable et de souveraineté alimentaire.

## **5. Conclusion**

Sachant que nous ferons face à des enjeux environnementaux de plus en plus importants et que les crises alimentaires risquent de se succéder dans les années à venir, l'atteinte d'un équilibre semblera de plus en plus nécessaire. En redynamisant le milieu rural, en mettant en commun nos efforts pour solidifier la solidarité de nos communautés, en contribuant à l'essor de petites entreprises paysannes locales et soucieuses d'adopter des pratiques environnementales saines, les populations locales pourraient-elles contrecarrer les enjeux environnementaux? Le Marché de Solidarité régionale de l'Outaouais (MSRO) s'inscrit certainement dans cette dynamique locale et environnementale et c'est pourquoi nous nous y sommes penchées par le biais de cette recherche.

Malgré l'engagement de ses membres, de ses bénévoles et de ses employés, l'organisme aura comme défi, dans un futur rapproché, d'assurer sa rentabilité financière à long terme. En mettant de l'énergie dans l'auto-promotion et les communications, ils pourront sortir de leur niche actuelle, soit la clientèle des initiés. Le MSRO devra tenter de convaincre les citoyens en général des bienfaits de l'agriculture locale et responsable. La démocratisation des produits locaux, les émissions de cuisine faisant la promotion des produits locaux se succédant, la population en générale semblant être de plus en plus sensibilisée, le moment Um est tout indiqué pour mettre de l'avant un organisme comme le MSRO . Le défi de la coopérative est de percer les différentes clientèles et de les intéresser à leur offre de service. Pour y arriver, des efforts en communication et marketing sont nécessaires, c'est

certainement dans cette volonté que le MSRO a développé son plan directeur 2013-2015. L'image corporative du MSRO doit arriver à refléter sa mission tout en attirant une clientèle plus diversifiée. Leurs enjeux économiques sont certainement un frein aux communications, mais ceci en va de leur survie. Les consommateurs de l'Outaouais semblent s'intéresser de plus en plus à l'offre alimentaire proposée par le MSRO mais celui-ci devra prendre une plus grande place et s'imposer face aux grands marchés d'alimentation pour atteindre une clientèle plus diversifiée

Ils auront également avantage à développer des points de service plus accessibles à la population. Le secteur où ils sont établis est facile d'accès pour les gens habitant le secteur de Hull, mais pas nécessairement pour les citoyens des municipalités environnantes. Le quartier du Vieux Hull est un quartier en développement avec un joli cachet et il est certainement idéal pour un organisme tel que le MSRO, mais il est difficilement accessible pour l'ensemble de la clientèle. Ceci comporte certainement son lot de difficultés considérant qu'ils ont déjà tenté l'expérience au marché Notre-Dame à Gatineau, mais différentes possibilités peuvent certainement s'offrir à eux. Ils ont d'ailleurs énoncé des vœux pour 2014 dans leur rapport annuel et cette vision de mobilisation, d'émancipation et de référence agroalimentaire vient démontrer le dynamisme et la volonté de l'organisme à devenir un leader de l'agroalimentaire en Outaouais.

« **M** pour Mobilisation des partenaires et des Membres dans tout l'Outaouais. **S** pour Sortir de notre local et exploser dans tout l'Outaouais. **R** pour Références en parlant de nos producteurs et des produits de qualité. **O** pour Oser penser grand, oser devenir La Référence agroalimentaire de l'Outaouais et pourquoi pas, au Québec! »  
(Rapport d'activité 2012-2013)

Plusieurs exemples peuvent être analysés par le MSRO pour trouver les meilleurs procédés possibles à la réalisation de sa mission. L'exemple des paniers bios avec point de chute en est un, l'association au marché public du Vieux Hull en est un autre qui pourrait rejoindre une clientèle régionale plus large, mais l'expérience des AMAP en France devrait certainement être analysée. De plus en plus d'organismes s'intéressent à la proximité des produits de consommation et au développement d'une agriculture régionale et responsable, l'exemple de la Plate-Forme agricole de L'Ange-Gardien est certainement une initiative en ce sens. Gérée par le CREDETAO<sup>19</sup>, la plate-forme agricole consiste à soutenir les nouveaux agriculteurs en leur offrant une parcelle de terrain à cultiver. Les agriculteurs peuvent louer le lopin de terre et démarrer leur entreprise. Cette façon de procéder leur permet de tester leur formule. De plus, les pratiques agricoles doivent être responsables et saines pour l'environnement. La plate-forme agricole permet certainement l'émergence de nouveaux agriculteurs, car elle offre une nouvelle façon de fonctionner qui demande moins d'investissements financiers au démarrage. En mettant en commun les ressources agricoles (tracteurs, serres, entreposage, etc.), les nouveaux agriculteurs peuvent démarrer leur entreprise en évitant de se ruiner au départ. Il faut analyser les retombées de ce genre d'organisme, car nous croyons que leur action permet de stimuler l'agriculture régionale et responsable.

Il faudrait également vérifier la possibilité de développer le terroir de l'Outaouais, en se basant sur différents exemples tels que Charlevoix ou certaines régions en France ou en

---

<sup>19</sup> Centre de recherche et de développement technologique agricole de l'Outaouais

Italie, les appellations contrôlées viennent protéger et valoriser les produits d'une même région. En mettant de l'avant les produits de leur terroir, les populations locales sont à même de développer une appartenance et des solidarités à leur milieu. La notion de territoire et d'identité telle qu'identifiée par Theys pourrait être associée au concept de terroir, dans une perspective de souveraineté alimentaire. Le terroir se réfère ainsi au potentiel d'un territoire donné et aux habitants qui l'exploitent. Le mouvement Slow Food allie le territoire et l'identité au terroir. Selon l'organisation, les citoyens du monde entier peuvent se connaître et se reconnaître par leurs diversités culturelles et par la variété de leur terroir.

«Du terroir, sont issus le vin, les matières premières, les histoires, l'identité, et l'usage de s'échanger des connaissances, des produits et des projets.» (Petrini, 2005, p. 53)

Cette démarche identitaire et territoriale serait certainement à étudier pour en voir les avantages et en comprendre tout le potentiel.

Enfin, par son action, le MSRO contribue au développement de notre région et facilite le lien entre le consommateur et le producteur. Le MSRO est créateur d'un mouvement social et de changement social, il amène non seulement les citoyens à modifier leurs habitudes alimentaires, mais il crée également un espace de discussion et de réflexion sur la question de l'agriculture locale et responsable. Même si cette initiative reste encore marginale, nous croyons que le MSRO est un tremplin au développement d'une réflexion en développement durable et local ainsi qu'en matière de souveraineté alimentaire. Le mouvement va

certainement s'amplifier avec les années, car la population semble devenir de plus en plus sensibilisée aux enjeux environnementaux et alimentaires. La modification des habitudes de consommation suivra certainement cette prise de conscience. Il faut se rappeler que le recyclage et le compostage étaient également autrefois marginaux, il fait maintenant partie de nos habitudes quotidiennes, être « locavore » sera peut-être, dans quelques années... la norme.

## 6. Bibliographie

### 6.1. Ouvrage bibliographique

ASSOGBA, Yao. 2008. Le dépanneur Sylvestre, une coopérative de solidarité multifonctionnelle dans l'Outaouais. ARUC-ISDC et CÉRIS, Gatineau, Québec, Canada, 53 pages.

BOUCHARD, Roméo. 2002. Plaidoyer pour une agriculture paysanne, pour la santé du monde. Les éditions éco-société, Montréal, Canada, 228 pages.

BOUCHARD, Véronique. 2008. Le potentiel éducatif de projets d'action sociale en agriculture : le cas de la coopérative de solidarité La Mauve. UQM, Montréal, Québec, Canada, 170 pages.

BOURRY-BRISSET, Anne-Claire. 1999. Gestion des connaissances d'une mémoire corporative construite autour d'ontologies. Chambéry, France. 181-188 pages.

CHAUVEAU, Loïc. 2006. Le développement durable. Produire pour tous, protéger la planète. Petite encyclopédie Larousse, Genève, Suisse, 127 pages.

CHOPLIN, Gérard, STRICKNER, Alexandra, TROUVÉ, Aurélie. 2009. Souveraineté alimentaire, que fait l'Europe?. Éditions Syllepse, Paris, France, 106 pages.

DEFFONTAINES, Jean-Pierre, PROD'HOMME, Jean-Pierre. 2001. Territoires et acteurs du développement local, Des nouveaux lieux de démocratie. Éditions de l'aube, France, 179 pages.

DESMARAIS, A.-A. 2008. La Via Campesina une réponse paysanne à la crise alimentaire. Éditions Éco-société, Montréal, Québec, Canada.

DIOP, Amadou. 2008. Développement local, gouvernance territoriale, enjeux et perspectives. Éditions Karthala, Paris, France, 227 pages.

GEVAERT, Pierre. 1994. L'avenir sera rural, au secours d'un monde moderne en dérive. Le courrier du livre, Paris, France, 303 pages.

HOUÉE Paul. 2001. Le développement local au défi de la mondialisation», L'Harmattan, Paris, France, 250 pages.

JOYAL, André. 2002. Le développement local, comment stimuler l'économie des régions en difficulté, Les presses de l'Université Laval, Les Éditions de l'IQRC, Sainte-Foy, Québec, Canada, 156 pages.

LATOUCHE, Serge. 1986. Faut-il refuser le développement? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde, Presses universitaires de France, France, Paris, 216 pages.

MARTIN, Véronique. 2009. Développement urbain durable et gestion de l'urbanisation à Gatineau : Vers un renouvellement des pratiques planificatrices. Mémoire présenté dans le cadre de la maîtrise en développement régional, UQO, Gatineau, Québec, Canada, 172 pages.

PETRINI, Carlo. 2005. Slow food, manifeste pour le goût et la biodiversité, Les éditions Yves Michel, Rome, Italie, 203 pages.

SACHS, Ignacy. 1980. Stratégies de l'écodéveloppement, Les Éditions Ouvrières, France, Paris, 140 pages.

SEDJARI, Ali. 1999. Aménagement du territoire et développement durable, quelles intermédiations, les Éditions L'Harmattan, 319 pages.

SIMARD, Martin. 2000. Le rôle du développement local dans la consolidation de l'identité communautaire : L'exemple du quartier Saint-Roch à Québec, Faculté des lettres, Université Laval, Québec, 270 pages.

VIEL, Jeanne-Marie. 1979. L'agriculture biologique : une réponse? Les cahiers de l'écologie, Éditions l'entente, Paris, France, 96 pages.

## 6.2. Articles

ANADON, Marta, GUILLEMETTE, François, 2007. La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive? Recherches qualitatives –Hors Série- numéro 5. P. 26-37. Actes du colloque RECHERCHE QUALITATIVE : LES QUESTIONS DE L'HEURE. Association pour la recherche qualitative. Canada, Québec. [www.recherche-qualitatives.qc.ca](http://www.recherche-qualitatives.qc.ca)

BLAIS, Mireille. MARTINEAU, Stéphane, 2006. L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes, Revue

Recherches qualitatives, vol. 26 (2), Trois-Rivières, Québec, Canada, pp. 1-18  
[http://www.recherche-qualitative.qc.ca/numero26\(2\)/blais\\_et\\_martineau\\_final2.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/numero26(2)/blais_et_martineau_final2.pdf)

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT. 1987. Notre avenir à tous, Rapport Brundtland, Nairobi, 349 pages.

EMELIANOFF, Cyria. 2005 « Les agendas 21 locaux : quels apports sous quelles latitudes? », Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 4 : La ville et l'enjeu du Développement Durable, mis en ligne le 31 mai 2005, consulté le 14 novembre 2010.  
URL : <http://developpementdurable.revues.org/532>

FAVREAU, Louis, MC SWEEN, Nathalie. Nourrir le monde, nourrir l'Afrique : les luttes paysannes ouest-africaines mises en perspective, Entrevue réalisée avec Nathalie McSween, doctorante en sciences sociales appliquées à l'UQO, Carnet de Louis Favreau, CRDC. UQO, Canada, Gatineau, 2011.

HARVEY, Réginald. 2010. La souveraineté alimentaire est une réponse à la crise actuelle, Le Devoir, cahier spécial Solidarité du 30 et 31 octobre 2010, p. 10, Montréal, Québec, Canada.

KEMENADE, Solange, FRÉCHETTE, Lucie. 2007. Participation significative des communautés dans le cadre des processus de consultation sur des projets à grande échelle. ARUC-ISDC, UQO, Gatineau, Québec, Canada, 22 pages.

MARTINEAU, Stéphane, 2007. L'éthique en recherche qualitative : quelques pistes de réflexion. Actes du colloque RECHERCHE QUALITATIVE : LES QUESTIONS DE

L'HEURE, hors série – numéro 5. Trois-Rivières, Québec, Canada, pages 70-81.

<http://recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

MSRO. 2012. Guide des membres, produit par le MSRO, Gatineau, Québec, Canada, 16 pages.

MSRO. 2013. Plan directeur 2013-2015, produit par le MSRO, Gatineau, Québec, Canada, 14 pages.

MSRO, 2008 à 2013. Rapports d'activités : 2008- 2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, produits par le MSRO, Gatineau, Québec, Canada.

REGROUPEMENT LONSDALE OUEST. 2009. Présentation PowerPoint « Éco-Quartier Lonsdale Ouest, L'Ange-Gardien, Québec, Canada.

SACHS, Ignacy. 2007. Le développement inclusif et travail décent pour tous, Revue internationale du travail : Paris, 24 pages

SACHS, Ignacy. 1993. Le développement reconsidéré, quelques réflexions inspirées du Sommet de la Terre, Persée, Revue Tiers-Monde, Année 1994, Volume 35, Numéro 137, P. 53 à 60.

SOULÉ, Bastien. 2007. Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. Recherches qualitatives, vol.27(1)pp. 127 à 140, Association pour la recherche qualitative.  
<http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

UNION PAYSANNE. 2009. L'union paysanne vous informe sur... la vraie souveraineté alimentaire, Québec, Canada, 2 pages.

UNION PAYSANNE. 2005. Mémoire sur le projet de loi concernant les produits du terroir, Le Devoir, Québec, Canada, 6 pages.

VILLEMAGNE, Karine. 2006. Des choix méthodologiques favorisant une approche inductive : le cas d'une recherche en éducation relative à l'environnement, *Recherches qualitatives*- Vo. 26(2), p. 134-144. Association pour la recherche qualitative, Québec Canada, <http://www.recherche-qualitatives.qc.ca/Revue.html>

THEYS, Jacques. 2002. « L'approche territoriale du " développement durable ", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable et territoire* [en ligne], Dossier 1 : Approches territoriales du Développement durable, mis en ligne le 23 septembre 2002, Consulté le 10 novembre 2009. URL : <http://developpementdurable.revues.org/index1475.html>

### 6.3. Thèse / rapport de recherche

BÉDARD, Marie-Pier. 2011. Essai : Contrer la dévitalisation en région par des projets en développement durable. Sherbrooke, Québec, Canada, 99 pages.

BOURGAULT, Normand. 2011. Rapport de recherche; La relation client au MSRO : une expérience humaine au cœur d'une région, portrait et orientation. Gatineau, Québec, Canada, 35 pages.

DOUCET, Chantale. 2010. L'agriculture dans les plans régionaux de développement des Conférences régionales des élus : vision multifonctionnelle ou productiviste. ARUC ISDC, Université du Québec en Outaouais, Gatineau, Québec, Canada, 53 pages.

OLIVER, Beatriz. 2006. A place for family farming : Food sovereignty in Uruguay. Departement of Anthropology, McGill University, Montréal, Québec, 405 pages.

#### 6.4. Documentaire

ACTION CARBONE, Vu du ciel, TV5 Monde, consulté le 3 janvier 2011.

ROBIN, Marie-Monique. 2008. Le monde selon Monsanto, documentaire, Canada, consulté le 20 octobre 2010.

#### 6.5. Site web

GAGNON, Christiane. (Éd) et E., ARTH, 2007. *Guide québécois pour des Agendas 21e siècle locaux : applications territoriales de développement durable viable*, [En ligne] <http://www.a21l.qc.ca/>, page consultée le 15 novembre 2010.

MURPHEY, Stacy, 2012. BK Farmyards [En ligne] [www.bkfarmyards.blogspot.ca/p/farms.html](http://www.bkfarmyards.blogspot.ca/p/farms.html), Awesome inc. template. Powered by blogger, consulté le 20 janvier 2013.

CDR OUTAOUAIS LAURENTIDES, 2012. [En ligne] <http://www.cdrol.coop/sections/cdr/index.php>, Québec, Canada, Conception 1-20 média, consulté le 10 juillet 2012.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, 2009. [En ligne]

<http://www.chantier.qc.ca/?module=document&uid=871>, Conception 1/20 média, consulté le 4 avril 2012. Conception 1/20 média, consulté le 4 avril 2012.

CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ, [En ligne]

<http://www.coopquebec.coop/fr/accueil.aspx>, généré par AXIS, Lévis, Québec, Canada consulté le 8 août 2012.

COALLITION POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, [En ligne]

<http://www.nourrirnotremonde.org/ScriptorWeb/scripto.asp?resultat=189694>, consulté le 8 novembre 2010

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION du QUÉBEC, 2011. [En ligne]

[http://www.mdeie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/cooperatives/page/guides-et-outils-10142/?tx\\_igaffichagepages\\_pi1%5Bmode%5D=single&tx\\_igaffichagepages\\_pi1%5BbackPid%5D=68&tx\\_igaffichagepages\\_pi1%5BcurrentCat%5D=&cHash=1d22526efe5519a8a1249d93e3be5194](http://www.mdeie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/cooperatives/page/guides-et-outils-10142/?tx_igaffichagepages_pi1%5Bmode%5D=single&tx_igaffichagepages_pi1%5BbackPid%5D=68&tx_igaffichagepages_pi1%5BcurrentCat%5D=&cHash=1d22526efe5519a8a1249d93e3be5194), Gouvernement du Québec, Québec, Canada. Consulté le 10 juillet 2012.

MONSANTO. 2006-2010. [En ligne] <http://www.monsanto.ca/>, Monsanto Company, consulté le 16 novembre 2010.

MSRO. 2008-2013. <http://www.marcheoutaouais.com/>, Gatineau, Québec, Canada, consulté le 22 septembre 2013.

PNUE, Programme des Nations Unies pour l'environnement, [En ligne]  
<http://www.unep.org/french/>, page consultée le 10 novembre 2010.

PLACE AUX JEUNES, [En ligne] <http://www.placeauxjeunes.qc.ca> . page consultée le 7 mars 2012, Orage communication, Québec, Québec, Canada.

PORTRAIT DES COMMUNAUTÉS, 2011. [En ligne] <http://communautesoutaouais.org/> ,  
page consultée le 4 avril 2012. Produit par l'Agence de Santé et des Services Sociaux de  
l'Outaouais avec la firme média LATINO, Gatineau, Québec, Canada.

REVUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITOIRE, © Revue Développement  
Durable et Territoires - 2002 – 2009, [En ligne]  
<http://developpementdurable.revues.org/532?&id=532> , ISSN électronique 1772-9971,  
Université de Lille, France, consulté le 10 novembre 2010.

UNION PAYSANNE. 2001-2007, [En ligne] <http://www.unionpaysanne.com/>, consulté le  
18 octobre 2010, site web produit par Kajoom Concept, Québec, Canada.

UPA.2010. [En ligne] [www.upa.qc.ca](http://www.upa.qc.ca) , L'Union des producteurs agricoles du Québec 2010  
- Site propulsé par Scriptor, consulté le 26 novembre 2010

VIA CAMPESINA. 1993. [En ligne] <http://www.viacampesina.org/fr/>, consulté le 18  
octobre 2010.

VISION MONDIALE. [En ligne] <http://www.worldvision.ca/wvmondiale/sommaire-des-articles/Pages/5minutespourmieuxcomprendrelacrisealimentaire.aspx>, consulté le 20 octobre 2010, Par Vision mondiale 2007.

ASSOCIATION POUR LE MAINTIEN D'UNE AGRICULTURE PAYSANNE,  
<http://www.reseau-amap.org/>, édité par Laurent Petr ([www.face-nord.net](http://www.face-nord.net)), consulté le 15 novembre 2011, France.

## 7. ANNEXE 1 : Grille d'analyse, observation participante

---

# ANALYSE, OBSERVATION PARTICIPANTE

---

<b><i>Thèmes reliés à la méthode</i></b>	<b><i>Observations</i></b>	<b><i>Liens avec les concepts</i></b>	<b><i>Analyse</i></b>
Motivations des bénévoles			
Organisation de l'espace			
Climat et ambiance			

## 8. ANNEXE 2 : Grille d'observation participante

# Grille d'observation

### Maîtrise en développement régional

Université du Québec en Outaouais

Case postale 1250, succursale B, Hull (Québec), Canada J8X 3X7, Téléphone (819) 595-3900. [www.ugo.ca](http://www.ugo.ca)

Par Karine Desaulniers

<b>Information générale</b>	
<b>DATE DE L'OBSERVATION</b>	
<b>ENDROIT DE L'OBSERVATION</b>	
<b>PRODUCTEUR PRÉSENT</b>	
<b>EMPLOYÉ</b>	
<b>PERSONNE EXTERNE</b>	
<b>NOMBRE DE BÉNÉVOLES</b>	
<b>NOMBRE DE MEMBRES (CUEILLETTE)</b>	
<b>CLIMAT ET AMBIANCE</b>	
<b>IMPRESSION GÉNÉRALE DES LIEUX ET ORGANISATION DE L'ESPACE</b>	

<b>Commentaires recueillis</b>	
<b>PRODUCTEUR #</b>	
<b>MEMBRE #</b>	
<b>BÉNÉVOLE #</b>	
<b>BÉNÉVOLE #</b>	
<b>Réflexions</b>	

## 9. ANNEXE 3 : Grille d'entrevue semi-dirigée

# Grille d'entrevue

### Maîtrise en développement régional

Université du Québec en Outaouais

Case postale 1250, succursale B, Hull (Québec), Canada J8X 3X7, Téléphone (819) 595-3900. [www.uqo.ca](http://www.uqo.ca)

Par Karine Desaulniers

#### 1. Questions générales

Date de l'entrevue : \_\_\_\_\_ Heure de l'entrevue : \_\_\_\_\_

Endroit de l'entrevue : \_\_\_\_\_

Personne (s) rencontrée (s) : \_\_\_\_\_

Membre du MSRO  Producteur  Employé  Bénévole   
Personne externe

La personne a signé le formulaire de consentement? Oui  non

#### 2. Thème abordé : Développement local et durable

2.1. Sous questions :

2.1.1. -Comment percevez-vous l'apport du MSRO au niveau du développement local et régional?

2.1.2. -Pourquoi est-ce important de participer au développement de telles initiatives régionales?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---





## 10. ANNEXE 4 : Guide d'animation groupe de discussion

---

# GUIDE D'ANIMATION

## GROUPE DE DISCUSSION

---

### Maîtrise en développement régional

Université du Québec en Outaouais

Case postale 1250, succursale B, Hull (Québec), Canada J8X 3X7, Téléphone (819) 595-3900. [www.uqo.ca](http://www.uqo.ca)

Par **Karine Desaulniers**

**Date :** Le 13 juillet 2011

**Horaire :** 18h à 19h

**Endroit :** Local du MSRO, rue Frontenac, Gatineau (Hull)

### Avant de commencer...

- 1- Inviter les gens à remplir individuellement le questionnaire et le formulaire de déclaration éthique;
- 2- Mot de bienvenue;
- 3- Introduire le sujet de recherche et l'objet de la rencontre;
  - a. Objectif du groupe de discussion :

Ce groupe de discussion est une méthode choisie dans le cadre de ma maîtrise ayant pour but de me permettre d'avoir une vue d'ensemble du MSRO, son CA, ses adhérents, ses bénévoles, ses producteurs. Cette démarche me permettra ensuite d'être en mesure de faire un portrait axé sur l'humain et ses motivations au cœur de l'organisme.

- 4- Rappeler les règles d'usage;
  - a. Ne pas entretenir deux conversations en même temps;
  - b. Lever la main avant de parler;
  - c. Respecter les idées des autres participants;
  - d. Ne pas avoir de filtre, toutes les idées sont bonnes.

## **Début de la discussion...**

### **6. Parlez-moi du MSRO...**

6.1. Sous questions :

- 6.1.1. Depuis quand y êtes-vous impliqués?
  - 6.1.2. Qui a participé à la création de l'organisme?
  - 6.1.3. Que représente pour vous la venue de cet organisme dans la communauté?
  - 6.1.4. Que souhaitez-vous que devienne l'organisme à long terme?
- 

### **7. Thème abordé : Développement local et durable**

7.1. Sous questions :

- 7.1.1. -Comment percevez-vous l'apport du MSRO au niveau du développement local et régional?
  - 7.1.2. -Pourquoi est-ce important de participer au développement de telles initiatives régionales?
- 

### **8. Thème abordé : Le développement durable**

8.1. Sous questions :

- 8.1.1. Selon vous est-ce que le MSRO est un organisme qui s'inscrit dans une dynamique de développement durable?
  - 8.1.2. Si oui, quels sont les éléments qui vous amènent à dire que cet organisme est un organisme qui porte une mission environnementale et durable?
- 

### **9. Thème abordé : L'organisme**

9.1. Sous questions :

- 9.1.1. Pour quelles raisons croyez-vous que les membres consomment les produits du MSRO?
- 9.1.2. Pour quelles raisons croyez-vous que les producteurs s'associent au MSRO?
- 9.1.3. Quelles sont selon vous les forces et les limites du MSRO?
- 9.1.4. Quelles sont ou étaient vos motivations à vous associer à un tel projet?

Solidarité, Économie, Souveraineté alimentaire, Achat local, Produits sains,  
Produits régionaux, Environnement, Développement durable, Développement  
local, Autre...

---

**10. Observation générale, questions ou commentaires.**

**Pour terminer, donner les suites du projet et remerciements.**

---

## LISTE DES PRÉSENCES

---

**S.v.p. cochez la case appropriée**

Nom	Bénévole	Producteur	Employé	Signature du consentement

## 11. ANNEXE 5 : Formulaire de consentement

### Formulaire de consentement



Université du Québec en Outaouais

Case postale 1250, succursale B, Hull (Québec), Canada J8X 3X7  
Téléphone (819) 595-3900  
www.uqo.ca

### **Maîtrise en développement régional Le Marché de solidarité comme outil de développement local et durable**

**Par Karine Desaulniers  
Département des Sciences Sociales  
Sous la direction de recherche de Martin Robitaille**

#### **Objectif**

Nous sollicitons par la présente votre participation à la recherche en titre, qui vise à mieux comprendre l'impact du Marché de solidarité de l'Outaouais au niveau du développement local et durable régional. Vous êtes invité à prendre part à ce projet qui permettra au chercheur de comprendre les motivations qui vous poussent à adhérer à la mission du Marché de Solidarité Régionale de l'Outaouais.

#### **Procédure**

La responsable du projet sera dans un mode d'observation participante, votre participation consiste à discuter de façon informelle avec la chercheuse et de faire part de vos idées, jugements et perceptions en lien le MSRO. Les échanges se feront dans l'informel toutefois, il vous sera possible de fixer une rencontre avec la responsable pour aller plus loin dans la discussion si vous en voyez la pertinence. Certaines interventions pourront être enregistrées (par exemple; groupe de discussion) sur cassette. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

#### **Confidentialité**

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seuls les membres de l'équipe de recherche auront accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (cassette codée et transcription) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé au laboratoire du chercheur responsable pour la durée totale du projet. Les cassettes ainsi que les formulaires de consentement seront détruits 2 ans après les dernières publications. Les grilles d'observation seront détruites 5 ans après le dépôt du mémoire et ne seront pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent document.

Votre participation à cette étude se fait sur une base volontaire. Vous êtes entièrement libre de participer ou non, et de vous retirer en tout temps sans préjudice. Les risques associés à votre participation sont minimaux et le chercheur s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les réduire ou les pallier. Le seul inconvénient est le temps

passé à participer au projet, ce temps peut varier entre quinze et trente minutes pour les entrevues informelles et deux heures pour le groupe de discussion (si vous êtes invité à y participer). La contribution à l'avancement des connaissances au sujet de votre implication au niveau du MSRO sont les bénéfices directs anticipés, c'est-à-dire que votre participation contribuera à l'avancement des connaissances en matière de souveraineté alimentaire et de développement local. Aucune compensation d'ordre monétaire n'est accordée.

Votre signature atteste que vous avez clairement compris les renseignements concernant votre participation au projet de recherche et indique que vous acceptez d'y participer. Elle ne signifie pas que vous acceptez d'aliéner vos droits et de libérer les chercheurs ou les responsables de leurs responsabilités juridiques ou professionnelles. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps de l'étude sans préjudice. Votre participation devant être aussi éclairée que votre décision initiale de participer au projet, vous devez en connaître tous les tenants et aboutissants au cours du déroulement de la recherche. En conséquence, vous ne devrez jamais hésiter à demander des éclaircissements ou de nouveaux renseignements au cours du projet.

Avec votre permission, nous aimerions pouvoir conserver les données recueillies à la fin du présent projet pour d'autres activités de recherche dans le même domaine pour lequel vous êtes aujourd'hui invités à participer. Afin de préserver vos données personnelles et votre identité, les données seront anonymisées, c'est-à-dire qu'il ne sera plus possible à quiconque de pouvoir les relier à votre identité. Nous nous engageons à respecter les mêmes règles d'éthique que pour le présent projet.

Il n'est pas nécessaire de consentir à ce volet pour participer à la présente recherche. Si vous refusez, vos données seront détruites à la fin du présent projet. Si vous acceptez, vos données seront conservées pour une période de 15 ans après la fin du présent projet et ensuite détruites.

- J'accepte une utilisation secondaire des données que je vais fournir.
- Je refuse une utilisation secondaire des données que je vais fournir.

Après avoir pris connaissance des renseignements concernant ma participation à ce projet de recherche, j'appose ma signature signifiant que j'accepte librement d'y participer. Le formulaire est signé en deux exemplaires et j'en conserve une copie.

Nom du participant : \_\_\_\_\_

Signature du participant : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du chercheur : Karine Desaulniers

Signature du chercheur :  Date : \_\_\_\_\_

**Pour plus d'informations** : Si vous avez des questions concernant ce projet de recherche, communiquez avec Karine Desaulniers au 819 281-5626. Si vous avez des questions concernant les aspects éthiques de ce projet, communiquez avec André Durivage, président du Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais au 819 595-3900.

